

Mémoire en réponse enquête publique unique

SCoT

- Réponse du maître d'ouvrage aux demandes de précisions de la Commission d'enquête.
- Annexe sur la Capacité d'accueil
- Réponses du Maître d'ouvrage aux observations du public
- Réponse du Maître d'ouvrage aux avis des PPA et de la MRAE

Demandes de précision de la Commission d'enquête

SCoT : Traduction de la loi Littoral

Villages :

Villages soulignés : pouvez-vous distinguer dans la liste de ces villages ceux qui sont identifiés dans le PNR et ceux qui sont issus des PLU ? S'agit-il des villages du PNR (cf. p51 du rapport de présentation – Livret 3 et p40 du DOO) ?

Cette identification peut-elle être de nature à présenter une fragilité juridique.

Éléments de réponse :

Le SCoT doit, dans le respect de la loi littoral (article L121-3 du code de l'urbanisme), déterminer les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés et en définir la localisation.

Outre les critères d'identification retenus par la jurisprudence que sont le nombre et la densité significatifs de constructions, des critères complémentaires visent à prendre en compte les spécificités des îles et du site touristique d'envergure départemental que représente Kermoizan-Suscinio.

Ainsi, l'identification et la localisation ne résulte ni des PLU ni du PNR. A cet égard, il convient de rappeler que la Charte du PNR indique page 125 : « *L'identification des villages structurants et des espaces agglomérés sur le plan de Parc ne peut en aucun cas prévaloir sur l'application de la loi Littoral.* » Il en résulte que le site de Kérentreh, par exemple, est identifié comme structurant par le PNR, mais n'est pas un village au titre de la loi « littoral » retenu par le SCoT. A l'inverse, d'autres sont identifiés au SCOT comme des agglomérations.

En tout état de cause, l'identification en village au titre de la loi Littoral n'ouvre pas un droit systématique à extension. Toute extension potentielle est liée à un projet d'aménagement communal, lequel est tenu de respecter les objectifs de consommation foncière prévus au SCoT. L'article L. 121-8 du code de l'urbanisme autorise l'extension en continuité des villages et des agglomérations. Il ne l'impose pas.

Dans un souci de cohérence et de prise en compte du PNR, le SCoT identifie donc 2 catégories de villages « loi Littoral », ceux qui peuvent s'étendre (villages dits « structurants » dans le PNR) et ceux pour lesquels la densification est privilégiée et l'extension ne sera possible que dans la limite des surfaces prévues dans les documents d'urbanisme en vigueur à la date d'approbation du SCoT.

A noter que :

- Les villages de l'île aux Moines (hors périmètre PNR) sont soulignés dans le DOO. Ils font l'objet d'un critère spécifique au regard du caractère insulaire du territoire concerné.
- Le village de Trévas/La croix n'est qu'en partie dans le périmètre PNR (puisque Larmor-Baden est hors PNR) et est également souligné.
- Le village de Kermoizan-Suscinio est l'exception puisqu'il s'agit d'un village non identifié comme structurant au PNR mais en raison de la spécificité inscrite dans le DOO, « site touristique d'envergure », il n'est pas souligné et peut s'étendre.

Secteurs Déjà Urbanisés :

Pouvez-vous justifier les situations très diverses en terme de nombre de bâtiments (18 à 181) alors que les villages sont définis par 50 bâtiments ? Etes-vous en mesure d'évaluer le potentiel de densification sur l'ensemble des SDU ?

Eléments de réponse :

Critère nombre de bâtiments

Concernant les villages, si le nombre de 50 constructions est évoqué dans le rapport de présentation, c'est uniquement pour indiquer qu'à partir de ce nombre les secteurs ont été analysés et pas en dessous. Ainsi, le nombre de 50 est nécessaire pour pouvoir prétendre à la notion de village, mais n'est aucunement suffisant. La qualification de village dépend d'un ensemble de critères défini au SCoT.

La notion de densité et de nombre significatifs est un critère qui permet la caractérisation en tant que village (les villages insulaires et Suscinio-Kermoizan font l'objet de critères spécifiques dédiés). « 50 » n'est pas une définition, c'est une condition parmi d'autres.

Hormis les cas spécifiques des villages insulaires et de Suscinio-Kermoizan, seuls deux secteurs possèdent moins d'une centaine de constructions, il s'agit de Kerverner à Baden et du Net à Saint-Gildas de Rhuys qui disposent tous les deux d'environ 70 constructions possédant une densité significative. A l'échelle d'un SCoT, en l'absence d'appréhension à la parcelle, il s'agit d'être certain que sur le secteur localisé comme agglomération ou village, il y a largement une cinquantaine de constructions denses et regroupées. C'est le cas sur ces deux secteurs.

Le rapport de présentation précise que sur la centaine de secteurs analysée ayant plus de 50 constructions (distantes de moins de 30 mètres), seuls 60 ont été retenus comme agglomération ou village.

En toute logique, sur les 40 secteurs non retenus en tant qu'agglomération ou village, tous ceux qui ne sont pas entièrement compris en Espace Proche du Rivage ont été identifiés en tant que SDU (autres secteurs déjà urbanisés). Ainsi, il est cohérent que certains SDU possèdent plus de constructions qu'un village. Cela signifie simplement que le secteur urbanisé possède une densité qui n'apparaît pas comme significative pour le ranger dans la définition des villages.

A noter qu'il est proposé, de retirer dans la version pour approbation, le secteur de Kerhuilieu à Séné, qui après analyse, est situé entièrement en espace proche du rivage.

Pour ce qui concerne les SDU les plus petits, en matière de nombre de constructions, c'est le critère d'environ 25 constructions, inscrit dans le DOO, qui a été privilégié. S'agissant de Kerfraval, dont il est indiqué qu'il compte 18 constructions, c'est la notion de noyau historique qui est venu justifier l'identification.

Comme évoqué dans la méthodologie, c'est le dernier cadastre disponible lors de la phase de travail (1er janvier 2019) qui a été utilisé car le plus objectif (disponible en ligne gratuitement : <https://cadastre.data.gouv.fr/datasets/cadastre-etab>).

Le calcul du nombre de constructions s'appuie sur la couche « bâtiment » du cadastre. La grande différence entre le comptable inscrit dans le SCoT et celui de la FAPEGM réside dans le fait que les bâtiments de plus de 20m² accolés mais faisant l'objet de plusieurs entités distinctes sont comptabilisés comme une seule entité par FAPEGM. Par exemple, le numéro 28 de l'analyse FAPEGM ne représente pas un bâtiment mais 5 bâtiments et comptabilisé en tant que tel par le SCoT.

Des documents de travail et des exercices de traduction locale ont été réalisés mais ils ne sont pas inscrits dans le SCoT et ne présagent pas d'une délimitation que la loi attribue aux PLU.

A titre d'exemple, ci-après, l'explication du non-classement en village des trois SDU au nombre de constructions les plus élevés.

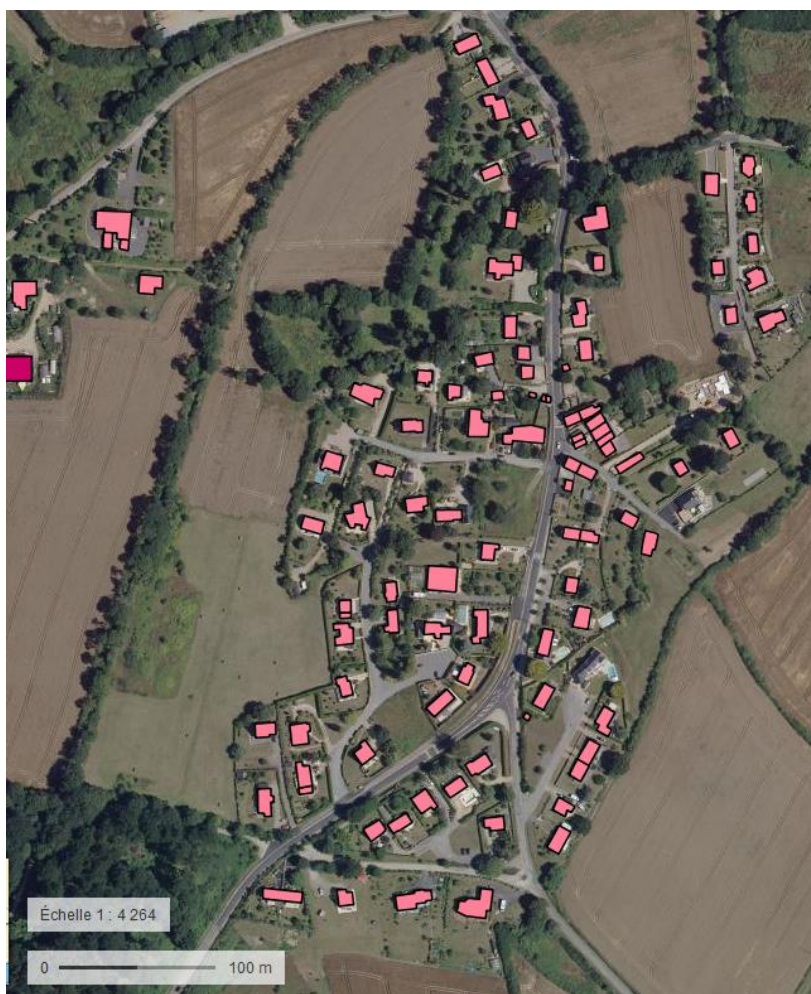
Par exemple, La Belle Etoile à Séné (exemple ci-dessous) qui compte environ 180 constructions (en considérant qu'il n'y a pas de discontinuité) est essentiellement caractérisé par une urbanisation pavillonnaire contemporaine possédant une densité que l'on pourrait qualifier de modérée et qui n'est pas significative.



De la même manière, la Lande de Cano à Séné, qui compte environ 158 constructions n'apparaît que modérément dense, avec aucune construction en mitoyenneté et plusieurs espaces « tampons » importants (jardins, bocage, parking, etc.).



Le secteur de Kergorance à Sarzeau avec 129 constructions possède un petit noyau d'une dizaine de constructions denses mais très limité en taille et fortement atténué par de grandes « aérations » d'espaces non construits.



Potentiel de densification des SDU :

En supposant que :

- Les maires souhaitent tous permettre une constructibilité la plus large possible,
- Les propriétaires se mettent tous d'accord pour faire construire tous les potentiels possibles (même quand c'est à cheval sur plusieurs terrains ou que cela nécessite de raser un boisement),
- Que tous les projets sortent dans les 15 ans,
- Qu'il n'y a aucune autre contrainte (topo/risque/périmètre sanitaire/MH...),
- Que la CDNPS soit laxiste et laisse passer toutes les autorisations d'urbanisme
- Etc.

Il ressort des analyse un potentiel théorique de 200 constructions dans les SDU, soit 0,8% des objectifs du SCoT.

Étiquettes de lignes	Somme de potentiel
ARRADON	2
Trévelin	2
BADEN	42
Belanno	9
Kerboulven	3
Keryonvarch	4
La Lande de Trévas	5
Mané Kercadio	3
Mané Ormand	17
Tréver	1
BONO	5
Kervennec	5
PLOUGOUMELLEN	24
Cahire	1
Le Hallate	6
Lérion/Kerval /Le Bot	4
Lestréviau	2
Lohenven	4
Penvern	4
Trémodec	3
SAINT-GILDAS-DE-RHUYS	19
Gouézan	2
Kerdouin	3
Kersauz	5
Larguéven	2
Le Botpenal	7
SARZEAU	75
Bodérin	6
Boisdanic	10
Calzac Bas	3
Kerbiboul	7
Kerbigeot	3

Kercoquen	2
Kerfraval	3
Kergorange	12
Kerguillehuic	4
Kerhouët Saint-Maur	4
Kerhouët-Saint-Colombier	6
Kerséal	8
Belle croix	2
Le Riellec	1
Le Vondre	2
Poulhors	2
SENE	5
Kerhuillieu	0
La Belle Etoile	2
La Lande de Cano	3
THEIX-NOYALO	23
Burguan	1
Calzac Eglise	3
Calzac Moulin	1
Cleisse	1
Kergoual	1
Kergounioux	2
Le Clérigo	1
Le Gravé	3
Le Saindo	4
noyance	1
Tréhenvaud/Le verger	3
Turluman	2
VANNES	7
Bernard	3
Meudon	3
Tréhuinec/ Parc Lann	1
Total général	202

Coupages d'urbanisation :

Pouvez-vous justifier la diminution du nombre de coupures au regard du nombre des coupures d'urbanisation figurant dans les deux SCoT précédents ?

Eléments de réponse :

Les coupures d'urbanisation identifiées dans le SCoT de GMVA portaient sur des secteurs classés en Espaces remarquables et donc protégés de fait et des espaces ne présentant pas de protection particulière. Le choix a été fait de retirer de la cartographie les coupures bénéficiant d'une protection forte de fait et identifier celles qui devront dans les PLU faire l'objet d'une attention et protection particulière.

Les coupures seront requestionnées et le SCoT complété le cas échéant.

- **Détermination de la capacité d'accueil au titre de la loi Littoral**

Article L121-21 du code de l'urbanisme

Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :

1° De la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;

1° bis De l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine ;

2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;

3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.

Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existantes.

Au plan juridique, un document d'urbanisme est compatible avec les dispositions de l'article L. 121-21 du code de l'urbanisme lorsqu'il tient compte des impératifs visés par cette disposition (voir en ce sens CE, 6 avril 1992, n° 104454).

Il pourrait en aller autrement s'il est établi que le document d'urbanisme peut entraîner une urbanisation mettant en péril la préservation des espaces remarquables, la protection des biens et des personnes, la protection des espaces nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes de la commune, ainsi que les conditions normales de fréquentation des espaces naturels et du rivage (CE, 12 décembre 2017, n° 149500).

Note préliminaire : Il est précisé que si le chapitre « Aménagement et protection du littoral » dans le code de l'urbanisme ne concerne que les communes littorales, les réflexions engagées dans le présent document sur la détermination de la capacité d'accueil l'ont été à l'échelle globale du territoire de GMVA, mais également en lien avec les territoires connexes pour des analyses le nécessitant (ressource en eau, fonctionnalités écologiques, etc.).

La capacité d'accueil du territoire, dans ses espaces urbanisés et à urbaniser tient compte des quatre notions listées dans le code de l'urbanisme, à savoir :

- De la préservation des espaces remarquables du littoral ;
- De l'existence de risques littoraux, notamment liés à la submersion marine ;
- De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;
- Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.

Ces quatre notions ont été croisées avec les notions de « diversité des fonctions » et de « mixité sociale », non évoquées dans la loi Littoral mais répondant aux obligations des « principes généraux » du code de l'urbanisme et étant tout aussi structurantes pour l'aménagement du territoire.

De plus, les thématiques liées aux ressources naturelles et à la capacité des écosystèmes à supporter l'accueil de nouvelles populations ou activités de façon permanentes ou temporaires ont également été vérifiées de sorte à s'assurer que les projections démographiques qui ont structurées le projet politique porté par GMVA soit acceptable et accepté par le territoire.

Extrait de l'Article L101-2 du code de l'urbanisme

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

[...] 3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

A noter que la détermination de la capacité d'accueil s'est effectuée en relation étroite et continue avec le processus d'évaluation environnementale.

Ainsi la détermination de la capacité d'accueil s'est effectuée de manière à identifier les éventuels points de blocage de chacune des notions évoquées ci-dessus afin de s'assurer de la capacité du territoire à mettre en œuvre son projet.

Chacune de ces notions est développée ci-après de manière spécifique avant de présenter la synthèse de la détermination de la capacité d'accueil.

- **Préservation des espaces remarquables et par extension de l'ensemble des milieux et des ressources associées :**

Le projet du SCoT de GMVA passe par une ambition forte et affirmée qu'est la préservation des milieux naturels et des paysages lui permettant d'offrir un cadre de vie remarquable dans un contexte d'attractivité naturel forte.

Face à ce constat, différents éléments techniques forts ont structuré les choix politiques et stratégiques du projet :

1. La préservation de la fonctionnalité des écosystèmes dans leur ensemble, qu'ils soient littoraux, forestiers, agropastoraux. De fait, le SCoT identifie et protège fortement l'ensemble des réservoirs de biodiversité qu'ils soient issus de périmètres connus ou de milieux complémentaires. Ce procédé a permis de protéger à la fois les milieux remarquables littoraux (l'ensemble des zones humides, des périmètres N2000, des espaces naturels sensibles du département, etc.), mais également les secteurs agronaturels présentant des enjeux écologiques (mailles bocagère dense, landes, massifs forestiers, etc.). Il a permis également d'identifier les secteurs les plus favorables au déplacement des espèces qui confèrent à ces milieux un enjeu écologique fort, mais également les secteurs de fragilités pour aiguiller des potentiels travaux de restauration futurs (hors compétence SCoT).

Ces secteurs croisent de fait les espaces naturels remarquables au titre de la loi Littoral, mais vont plus loin.

2. La vérification des capacités du territoire à subvenir aux besoins en eau pour les différents usages, aux différentes saisons qui structurent le fonctionnement de GMVA. De fait, même si le territoire de GMVA apparaît comme déficitaire durant la période estivale, il se positionne dans un ensemble beaucoup plus complexe et ne peut être étudié seul.

En 2019, le territoire présente 170 000 habitants qui correspondent à une consommation de 8 500 000 m³/an (domestiques + non domestiques en intégrant les pics estivaux). Cette consommation correspond à une production de 10 000 000 m³/an dont 2 500 000 sont importés (EPTB + Eau du Morbihan).

La projection du SCoT à 2030 anticipe une population de 200 000 habitants supposant une production prévisionnelle de 11 800 000 m³/an. Actuellement, le territoire est en capacité de produire 46 000 m³ par jour, soit 15 600 000 m³/an (base : production moyenne de 340j/an). Cette production est assurée principalement par les installations de production de la Ville de Vannes (déjà connectés aux secteurs est et ouest du territoire de GMVA) qui produisent 30 000 m³/j, soit 10 000 000 m³/an (base : production moyenne de 340j/an).

Ainsi les besoins en eau sont largement couverts par les capacités du territoire. Néanmoins, au regard des enjeux futurs liés à l'impact des modifications climatiques sur la ressource en eau, il convient de conserver des connexions et des échanges avec les autres fournisseurs d'eau (EPTB,

Eau du Morbihan...) afin de sécuriser le territoire en cas de besoin (pics estival) mais aussi afin d'être solidaire avec ces mêmes territoires sur les périodes où GMVA n'est pas déficitaire (hors période estivale).

Par ailleurs, les élus de l'agglomération ont affiché des objectifs en matière :

- d'amélioration du renouvellement des réseaux (objectif : 1% sur l'ensemble du territoire) afin notamment de limiter les déperditions,
- d'incitation et de sensibilisation à l'économie d'eau.

3. Enfin, concernant l'assainissement, la capacité d'accueil de nouveaux habitants est principalement liée à la charge rejetée par les stations d'épuration dans les cours d'eau ayant pour issue la masse d'eau « Golfe du Morbihan ». Conscients de cette problématique, dès 2015, les élus de « Vannes aggro » ont lancé une étude pour évaluer les capacités d'accueil du territoire avec l'entrée « qualité du milieu récepteur ». Toutes les stations de l'agglomération ne sont donc pas prises en compte, certaines rejetant directement en mer, d'autres vers des Bassins Versants n'aboutissant pas dans le Golfe et ne présentant donc pas de problématiques sur la capacité des écosystèmes à absorber les effluents urbains.

Conformément au PLH, les augmentations de population considérées dans cette étude sont les suivantes :

Communes	Augmentation de la population à horizon 2029/2030 (nb hab)
St Avé	+ 3800
St Nolff	+ 800
Vannes (Zone raccordée sur le Prat)	+ 3150
Séné	+ 1300
Tréfléan	+ 600
Sulniac	+ 900
Plescop	+ 2600
Meucon	+ 800
Total	+ 13 950

Les calculs d'acceptabilité ont été menés en totale transparence avec les services de l'agence de l'eau et de la DDTM du Morbihan. Les résultats sont d'ailleurs issus du modèle de projection « pégase », propriété de l'agence de l'eau. Les conclusions en sont les suivantes :

- Les cours du Bilair, du Liziec et du Sal pourront accepter des rejets plus importants de la part des stations d'épuration par la modernisation des outils.

- Les cours d'eau du Vincin et du Govello présentent une acceptabilité limitée mais des solutions peuvent être trouvées en modernisant rapidement les outils (mise en place des techniques épuratoires de pointe) et en mutualisant les outils (conventions entre stations notamment).

Les élus de GMVA ont affiché une programmation pluriannuelle d'investissement très ambitieuse sur la partie assainissement (12 à 13 millions minimum en moyenne/an) visant à :

- L'augmentation du taux de renouvellement des réseaux (objectif 0,75%) afin d'optimiser les capacités de traitement des STEP.
- La mise en place de nouvelles techniques (traitement tertiaire par exemple) visant à atteindre les taux maximaux d'épuration sur les outils en place.
- La modernisation, en priorité, des STEP rejetant au niveau du Vincin et du Govello (Ploeren, Plescop et Tréfléan en cours programmation dès 2019/2020).
- L'élaboration d'un schéma directeur à l'échelle de l'agglomération en tenant compte des bassins-versants afin de tendre à une meilleure mutualisation des outils et l'orientation d'effluents vers des cours d'eau présentant une acceptabilité plus importante.

- **Prise en compte des risques littoraux, notamment liés à la submersion marine**

La phase diagnostic territorial et Etat Initial de l'Environnement a permis d'analyser le risque sur le territoire et plus particulièrement le risque littoral afin d'en mesurer l'impact et le caractère limitant pour déterminer la capacité d'accueil.

GMVA compte 17 communes soumises au risque littoral de submersion marine. Sur les 17, 4 d'entre elles sont considérées comme sensibles et présentent des enjeux forts (Arzon, Saint-Gildas-de-Rhuys, Sarzeau et Le Tour du Parc). Ces 4 communes sont concernées par le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de la Presqu'île de Rhuys et Damgan approuvé par arrêté préfectoral le 4 décembre 2014.

L'analyse du zonage réglementaire de ce PPRL sur les quatre communes met en avant le fait que, si les enjeux sont forts, ils sont surtout fortement localisés sur la frange littorale et ne représentent qu'une très faible partie de l'espace urbanisé de chacune des communes, même en tenant compte des zones d'aléa faible à l'horizon 2100.

A noter que pour les deux îles du territoire, sensibles de fait par leur situation insulaire, les cartes de l'aléa centennal + 60 centimètres, ont également été analysées.

Ainsi, la prise en compte du risque sur ces communes ne fait pas obstacle au développement envisagé du territoire et vice versa, le développement envisagé du territoire ne se fait pas au détriment de la prise en compte des risques.

En revanche, la prise en compte de ces enjeux nécessite d'engager un aménagement adapté à l'échelle locale et le SCoT fixe plusieurs actions dans l'objectif 6.4 du DOO « Prévoir et anticiper les risques naturels et technologiques » pour y répondre.

En parallèle, le SCoT identifie également des actions en faveur de la prise en compte de l'érosion côtière et le fait d'anticiper le repli associé, le cas échéant (Objectif 7.1 du DOO « Assurer une politique qui anticipe les transitions énergétiques »).

En complément, les élus de l'agglomération ont engagé des objectifs et actions en la matière au travers de l'élaboration d'un PAPI (Plan d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention

Conscient des enjeux et en transversalité avec l'élaboration du SCoT et du PCAET, GMVA a élaboré courant 2018 et 2019 un PAPI (Plan d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention qui a été labellisé par l'Etat. Ce PAPI d'intention présente au travers d'un diagnostic de territoire, la stratégie et le programme d'études retenus pour 3 ans (2019-2022) suivant la labellisation. Il est destiné à la mise en œuvre d'actions et d'études d'amélioration de la connaissance afin d'élaborer une stratégie assortie d'un programme d'actions et de travaux qui seront à définir, estimer et justifier dans le cadre d'un futur PAPI complet. Ainsi 6 objectifs ont été retenus :

1. Apporter un complément des éléments de connaissance et de diagnostic de territoire
2. Sensibiliser le public sur les risques du territoire et la politique de prévention des inondations
3. Anticiper un événement dommageable et optimiser la gestion de crise
4. Favoriser un aménagement du territoire résilient
5. Concevoir une stratégie de réduction de l'aléa ruissellement et débordement de cours d'eau
6. Définir les ouvrages de protection contre les inondations dans le cadre de la prise de compétence GEMAPI"

- **Protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes**

Au regard de l'analyse de la consommation foncière des espaces agricoles et naturels observées sur la période 2007-2017 correspondant aux dix années précédant l'arrêt du projet, et de l'attractivité ou et la pression urbaine qui pèse sur ces espaces, **cette notion (la protection des espaces nécessaires au maintien**

ou développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes) est un facteur limitant de la capacité d'accueil du territoire de GMVA.

La notion d'espace « nécessaire » au maintien ou développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes est difficile à formaliser. Néanmoins, il peut être noté qu'en 2015, selon le RPG (registre parcellaire graphique), la surface agricole utile du territoire représente 36 240 ha pour 554 entreprises agricoles (de culture et d'élevage), soit 65,4 hectares en moyenne.

Il est noté que 168 installations ont eu lieu entre 2011 et 2015, soit près de 34 par an, et que les départs potentiels sont de 180 sur la période 2017-2022, soit 36 par an en moyenne. Cette légère baisse du nombre d'exploitant (2,4 par an en moyenne) est à croiser à la fois avec une reprise des terres par les exploitants en place donc un besoin supplémentaire de terres mais aussi un développement des entreprises en agrobiologie qui représentent plus de 28% des nouvelles installations, contre 14% des entreprises actuelles. Ces exploitations en agrobiologie occupent en moyenne des surfaces foncières plus faibles que les autres exploitations, donc une réduction des besoins.

Ainsi, s'il n'est pas possible de déterminer de manière chiffrée le foncier nécessaire au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes, il est en revanche possible qu'une consommation correspondant, globalement aux exploitations qui ne trouvent pas repreneur (ou non « compensée » par une nouvelle installation) serait trop importante et engendrerait une pression forte sur les activités associées. Ainsi, en extrapolant, la diminution de 2,4 exploitations par an, d'une surface moyenne de 65,4 hectares, pendant 15 ans, il peut être affirmé qu'une consommation foncière de 2354 hectares viendrait clairement mettre à mal les capacités de développement des exploitations en place.

Ainsi, la capacité d'accueil du territoire, pour assurer un maintien et un développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes, se situe bien en deçà des 2 354 hectares sur la période du SCoT.

Avec une consommation foncière maximale inscrite dans le présent SCoT de l'ordre de 600 hectares en 15 ans, soit environ 4 fois moins que les 2 354 hectares, il est considéré que les espaces préservés de la consommation foncière demeurent suffisants pour le maintien et au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes.

Néanmoins, il s'agit d'un enjeu central du SCoT et de nombreux objectifs vont dans le sens d'un usage le plus optimisé et adapté possible des terres agricoles et naturelles.

Il est également à noter que du point de vue, visibilité sur le long terme pour les exploitations, le faire d'avoir réduit la consommation foncière permise par rapport aux deux précédents SCoT sur les ex-intercommunalités de « la Presqu'île de Rhuys » et

de « Vannes Agglomération » assure une meilleure visibilité aux activités.

- **Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés**

Le territoire est très attractif et touristique. Ainsi l'impact potentiel de cette fréquentation sur les espaces du territoire est à prendre en compte. En revanche, les fortes fréquentations estivales (près de 350 000 visiteurs en 2018 en ne tenant compte que des bureaux d'information touristique du territoire) sont essentiellement marquées par une provenance extérieure au territoire et la fréquentation est relativement stable (à l'échelle de GMVA, les chiffres des bureaux d'information touristique indiquent une baisse de fréquentation entre 2017 et 2018 -13% et à l'échelle du Morbihan, les chiffres de fréquentation touristique sont relativement stables depuis 15 ans). **Ainsi, les conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements ne sont pas un facteur limitant de la capacité d'accueil du projet, notamment du point de vue démographique ou résidentiel.**

En revanche, il s'agit d'un enjeu important pour lequel le territoire vise à réduire les effets de pics de fréquentation localisés en favorisant le développement d'un tourisme retro-littoral.

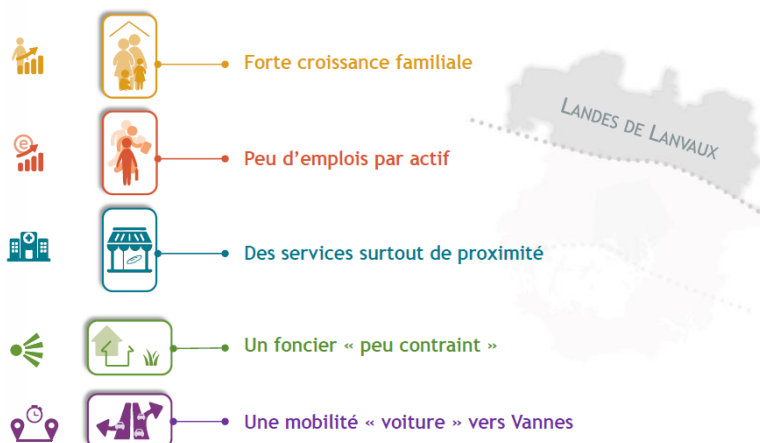
- **Un travail prospectif qui valorise également les notions de mixité sociale et de diversité des fonctions**

Le travail prospectif réalisé dans le cadre de la phase diagnostic a mis en exergue différents scénarios de développement envisageables pour le territoire. Il illustre les points de blocage d'un projet qui ne respecterait pas, localement, les capacités d'accueil du territoire, à la fois sous ses aspects environnementaux et fonciers, mais aussi économiques et sociaux. Cette partie est développée dans la justification des choix démographiques.

Basé sur une projection de tendances locales, le travail prospectif a identifié les éventuels points de blocage auxquels il été essentiel d'assurer un changement de trajectoire.

Illustration des visions prospectives « si l'on ne fait rien » par grands secteurs :

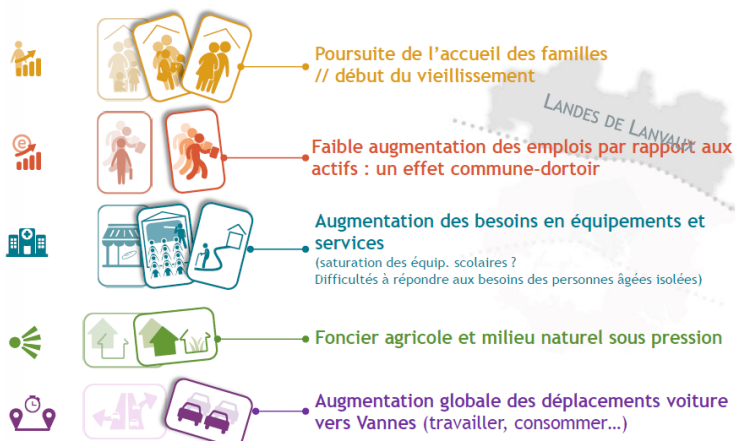
LANDES DE LANVAUX, aujourd'hui



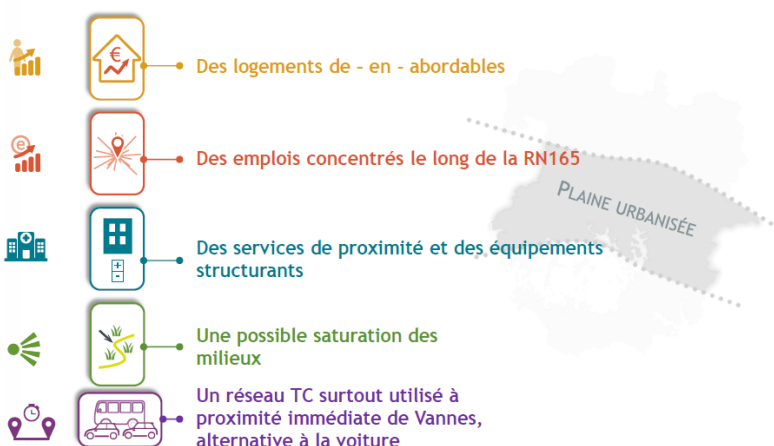
Extrait des synthèses présentées au séminaire « Quelle vision pour demain ? » du 19 juin 2018 croisant les approches SCot, PLH, PCAET et PDU.

LANDES DE LANVAUX

ET DEMAIN ?



LA PLAINE URBANISÉE, aujourd'hui



LA PLAINE URBANISÉE

ET DEMAIN ?

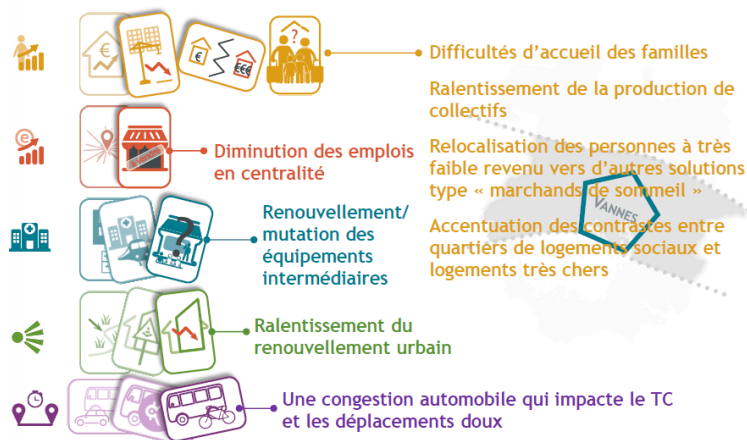


ZOOM - VANNES aujourd'hui



ZOOM - VANNES

ET DEMAIN ?



SECTEUR GOLFE, aujourd'hui



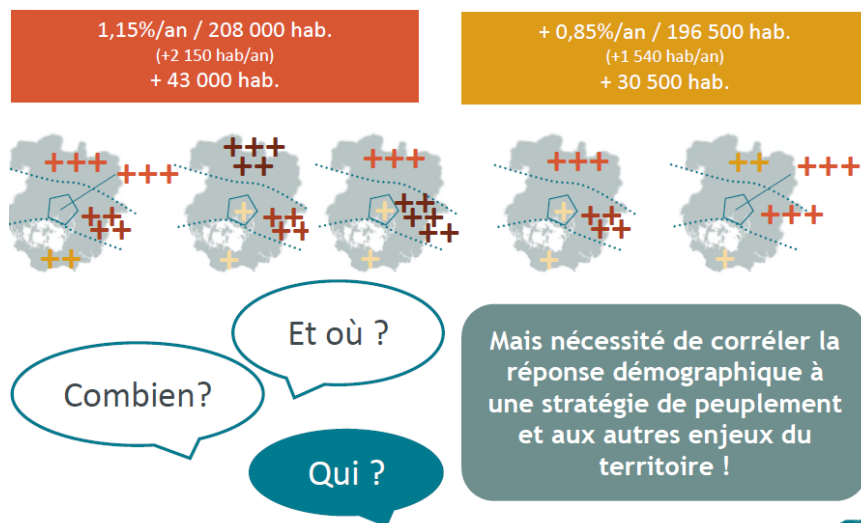
SECTEUR GOLFE

ET DEMAIN ?



A partir de ces projections, plusieurs scénarios de développement démographique et d'organisation territoriale ont été travaillés pour s'assurer de la réponse aux points bloquants.

EN RÉSUMÉ...



Extrait des synthèses présentées au séminaire « Quelle vision pour demain ? » du 19 juin 2018 croisant les approches SCoT, PLH, PCAET et PDU.

Il en est ressorti notamment que les projections démographiques, résidentielles, économiques et foncières des deux précédents SCoT en vigueur (pour ce qui concerne les ex-intercommunalités de la Presqu'île de Rhuys et de Vannes Agglomération) n'étaient pas souhaitables car trop importantes et potentiellement peu soutenables.

Ainsi, sans retenir un scénario parmi ceux présentés, le projet de développement et d'accueil du territoire a été travaillé comme un équilibre entre :

- Le respect de ce que l'on pourrait considérer comme la capacité « brute » à accueillir :
 - o La capacité d'approvisionnement des ressources (eau potable, énergie, matières premières...) ;
 - o La capacité des milieux récepteurs à accueillir les rejets d'assainissement ;
 - o La capacité foncière limitée entre espaces naturels remarquables, espaces agricoles, secteurs soumis à des risques notamment de submersion ;
 - o Etc.
- Et la nécessité de préserver un accueil démographique et économique adapté afin de garantir une mixité sociale et générationnelle, notamment dans les secteurs sous pression foncière du littoral.

Le projet de développement démographique et économique s'appuie sur le rôle des communes dans l'armature territoriale, mais aussi de la capacité physique du territoire à offrir du foncier (tant en renouvellement urbain qu'en extension) et des

dynamiques vécues ou potentielles liées aux caractéristiques urbaines et au positionnement des communes.

A l'échelle du territoire du SCoT, le PADD illustre également la volonté de renforcer le rôle de la ville de Vannes, d'accompagner l'accueil de population sur secteur des Landes de Lanvaux et de réduire les productions de logements et consommations foncières associées sur la partie littorale, dans une dynamique de rééquilibrage maîtrisé.

A ce titre, dans l'objectif 2.3 (spatialiser le développement résidentiel) du DOO, déclinant en partie l'accueil démographique, la proximité avec le littoral s'est traduite par des principes de développement « sans extension urbaine » et de densité renforcés.

A noter que l'ensemble des objectifs de traduction locale de la loi Littoral, ainsi que l'ensemble des objectifs relatifs à l'organisation territoriale, à l'optimisation foncière et à la recherche d'une urbanisation cohérente, visent à s'assurer d'un projet tenant pleinement compte de la capacité d'accueil des communes, tant sur les aspects sociaux et environnementaux que sur les aspects économiques.

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenent)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Arradon	ARR RP02	JARLEGAN Henri	Parcelle ZE512 située dans le village de Bourgerel : demande de constructibilité, présence d'autres maisons, réseaux déjà présents Envisage de s'associer à un voisin, propriétaire de la parcelle ZE511 pour construction de 4 logements y compris 1 logement social	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Arradon	ARR RP03	GUILLO Dominique	Demande de constructibilité des parcelles ZE504 et 505, secteur de Lann ar vras. CU négatif pour parcelle 504 classée Aa/Uhb dans le PLU. S'interroge sur la constructibilité de la parcelle 505 (donation réalisée)	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Arradon	ARR RP05	BOLEIS Gildas et Jeannine	Zone commerciale/artisanale de BOTQUELEN : ni listée site de centralité intermédiaire, ni comme site d'implantation périphérique malgré la densité et la présence de commerces et services de proximité	A03 SCoT : DAAC	Arradon	La localisation préférentielle n'a pas vocation à couvrir l'ensemble des parcelles accueillant des commerces. Ce site est d'abord considéré comme une Zone d'Activité Economique, et n'est pas ciblé comme prioritairement commerciale.	
Arradon	ARR RP05	BOLEIS Gildas et Jeannine	Demande de constructibilité des parcelles ZH10-11-12 : légitimité à SDU ?	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Arradon	ARR RP05	BOLEIS Gildas et Jeannine	Demande de constructibilité des parcelles ZC419-420-421-422-423 : passage de la zone de BOTQUELEN en site d'implantation périphérique, décision de la mairie en cohérence avec l'objectif communal de production de logements	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Arradon	ARR RP06	PETY Joëlle	Parcelles AC185-187 : Reconnaissance d'une dent creuse	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Registre dématérialisé	RD085		Le Golfe néglige son environnement pourtant protégé par le PNR. Présence de lignes électriques aériennes, voie centrale de la côte du Vincin non enherbée, rond-points non plantés, pas d'arbres le long des routes, autour des immeubles	A01 SCoT : Généralités	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	VAN RP32	GUILLO Alain	Demande de constructibilité des parcelles ZE 511 et 308 situées à Bourgerel, qualifié de village non extensible dans le SCoT	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Arradon	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Arradon	ARR RP04	GEORGE Hubert	Parcelles ZA451-452-455-457 : terrain correspondant aux critères de la loi ELAN, demande de constructibilité, hameau de KERIHUEL	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Baden	Secteur Kerihuel à Baden entièrement compris dans les Espaces Proches du Rivage identifiés dans le SCoT, donc ne pouvant faire l'objet d'une densification au titre de la loi Elan.	
Vannes	C06	CHEVAL Loïc	En complément de la déposition VAN RP8 sollicitant l'identification du secteur de CELINO dans les SDU dans un souci d'équité, demande que le SCOT ne fixe pas de nombre de constructions, conformément à la loi ELAN	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Baden	Secteur Celino à Baden entièrement compris dans les Espaces Proches du Rivage identifiés dans le SCoT, donc ne pouvant faire l'objet d'une densification au titre de la loi Elan. Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	VAN RP08	CHEVAL Loïc	Projet d'installation d'un agriculteur (maraîchage / horticulture) sur la parcelle ZW 87 comportant des bâtiments d'exploitation et classée pour les 2/3 en zone NDs (espaces naturels remarquables) sur le projet de PLU soumis à enquête publique à BADEN. Ce classement ne permet pas l'installation de tunnels ou abris de culture. Demande donc le maintien de la parcelle en zone agricole, répondant ainsi à l'ambition du SCoT de préserver l'agriculture, en particulier sur le littoral	A09 SCoT : Loi littoral	Baden	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	VAN RP08	CHEVAL Loïc	Dans un souci d'équité, demande que le secteur du CELINO soit localisé dans les SDU (et par voie de conséquence classé en zone urbaine dans le PLU en cours de révision), au même titre que Mané Kercadio ou La Lande de Trévras. En effet, le nombre d'habitations et de	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Baden	Secteur Celino à Baden entièrement compris dans les Espaces Proches du Rivage identifiés dans le SCoT, donc ne pouvant faire l'objet d'une densification au titre de la loi Elan.	
Vannes	C17	LE BARON	Solidaire des PLUmés, demande que le SCOT ne fixe pas le nombre de constructions dans les SDU afin que la parcelle redevienne constructible	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	-choisir --	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C20	GUICHARD D et JF	Soutient les PLUmés	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	-choisir --	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Elven	ELV RP01		Consultation SCoT et PDU	C2 Prise de renseignements	Elven	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	VAN RP11	Association "Plumés de Bourgbarré" (35)	Intégration dans le registre du courriel C5	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C5	
Vannes	VAN RP12	CHEVAL Loïc	Intégration dans le registre du courriel C6	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C6	
Vannes	VAN RP13	LAMOTHE Dominique	Intégration dans le registre du courriel C7 (Copie C4)	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C7	
Vannes	VAN RP14	PEREZ Alain et Marie-Thérèse	Intégration dans le registre du courriel C8	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C8	
Vannes	VAN RP15	de TROGOFF François	Intégration dans le registre du courriel C9	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C9	
Vannes	VAN RP16	LE BOURSER B.	Intégration dans le registre du courriel C10	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C10	
Vannes	VAN RP17	RUELLAND Michel et Marina	Intégration dans le registre du courriel C11	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C11	
Vannes	VAN RP18	VIRLEUX Pierre	Intégration dans le registre du courriel C12	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C12	
Vannes	VAN RP19	MORANTIN Roland	Intégration dans le registre du courriel C13	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C13	
Vannes	VAN RP20	Association "Les PLUmés du Morbihan"	Intégration dans le registre du courriel C14	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C14	
Vannes	VAN RP21	JEGO François	Intégration dans le registre du courriel C15	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C15	
Vannes	VAN RP22	MARSALY	Intégration dans le registre du courriel C17	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C17	
Vannes	VAN RP22bis	LE BARON	Enregistrement de C17	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C17	
Vannes	VAN RP23	SOUVESTE Martine	Intégration dans le registre du courriel C18	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C18	
Vannes	VAN RP24	BAGHTCHEDJIAN Andrée	Intégration dans le registre du courriel C19	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C19	
Vannes	VAN RP25	GUICHARD Daniel	Intégration dans le registre du courriel C20	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C20	
Vannes	VAN RP25 bis	TOLLEC Georgy	Intégration dans le registre du courriel C21	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C21	
Vannes	VAN RP26	LALYS Yves	Intégration dans le registre du courriel C22	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C22	
Vannes	VAN RP27	LE BLAIS Louis	Intégration dans le registre du courriel C23	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C23	
Vannes	VAN RP28	GALPY Philippe	Intégration dans le registre du courriel C24	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C24	
Vannes	VAN RP29	LALYS Jean Louis	Intégration dans le registre du courriel C25	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C25	
Vannes	VAN RP34	ETESSE Marc	Intégration dans le registre du courriel C26	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C26	
Vannes	VAN RP35	ROBINO Odile	Intégration dans le registre du courriel C27	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C27	
Vannes	VAN RP36	Amis de Saint Gildas et de la presqu'île de Rhuys	Intégration dans le registre du courriel C28	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C28	
Vannes	VAN RP37	PANCIROLI Joël	Intégration dans le registre du courriel C29	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C29	
Vannes	VAN RP38	BIRIEN Annick	Intégration dans le registre du courriel C30	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C30	
Vannes	VAN RP39	BONO Claude et Annie	Intégration dans le registre du courriel C31	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C31	
Vannes	VAN RP40	GOURRIEREC Thomas	Intégration dans le registre du courriel C32	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C32	
Vannes	VAN RP41	DAVIC GOURRIEREC	Intégration dans le registre du courriel C33	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C33	
Vannes	VAN RP42	GOURRIEREC Guillaume	Intégration dans le registre du courriel C34	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C34	
Vannes	VAN RP43	GOURRIERECGeorge	Intégration dans le registre du courriel C35	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C35	
Vannes	VAN RP44	GUERIN Dominique	Intégration dans le registre du courriel C36	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C36	
Vannes	VAN RP45	BRANGOULO Jacques	Intégration dans le registre du courriel C37	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C37	
Vannes	VAN RP46	PEGUENET Philippe et Marie-Claude	Intégration dans le registre du courriel C38	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C38	
Vannes	VAN RP47	MAURY Jacques	Intégration dans le registre du courriel C39	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C39	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Vannes	VAN RP48	Association des PLUmés de Moëlan sur mer	Intégration dans le registre du courrier C40	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C40	
Vannes	VAN RP49	JEHANNO François pour l'association des PLUmés du Morbihan	Intégration dans le registre du courrier C41	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C41	
Vannes	VAN RP50	PEYSSONNERIE Georges	Intégration dans le registre du courrier C42	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C42	
Vannes	VAN RP51	DANO Ludovic et Isabelle	Intégration dans le registre du courrier C43	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C43	
Vannes	VAN RP52	CASTELNAU Frédéric	Intégration dans le registre du courrier C44	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C44	
Vannes	VAN RP53	TALHOUET Yves	Intégration dans le registre du courrier C45	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C45	
Vannes	VAN RP54	JEHANNO François	Intégration dans le registre du courrier C46	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C46	
Vannes	VAN RP55	DESCARRIERE Martine	Intégration dans le registre du courrier C47	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C47	
Vannes	VAN RP56	GARNIEL Myriam	Intégration dans le registre du courrier C48	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C48	
Vannes	VAN RP56 bis	AUBE Guy et Lilianne	Intégration dans le registre du courrier C49	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C49	
Vannes	VAN RP57	AUBE Guy et Lilianne	Intégration dans le registre du courrier C50 - COPIE C49	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C49-C50	
Vannes	VAN RP58	KERMAGORET Charles	Intégration dans le registre du courrier C51	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C51	
Vannes	VAN RP59	FUCHS Claude - FAPEGM	Intégration dans le registre du courrier C52	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C52	
Vannes	VAN RP60	PRIMA Claudie	Intégration dans le registre du courrier C53	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C53	
Vannes	VAN RP61	GAUCHERY Sylvie	Intégration dans le registre du courrier C54	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C54	
Vannes	VAN RP62	BRANGOULO Jacques	Intégration dans le registre du courrier C55	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C55	
Vannes	VAN RP63	GERMAIN Hervé	Intégration dans le registre du courrier C56	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C56	
Vannes	VAN RP64	SOREL Françoise Association DIJET Saint Gildas des Bois	Intégration dans le registre du courrier C57	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C57	
Vannes	VAN RP65	BARA Michèle	Intégration dans le registre du courrier C58	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C58	
Vannes	VAN RP66	GUILLLOTIN C (ROUX Stéphane)	Intégration dans le registre du courrier C59	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C59	
Vannes	VAN RP67	DARGENT Mme	Intégration dans le registre du courrier C60	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C60	
Vannes	VAN RP68	TARDIF Daniel	Intégration dans le registre du courrier C61	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C61	
Vannes	VAN RP69	TARDIF Daniel	Intégration dans le registre du courrier C62	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C62	
Vannes	VAN RP72	JEHANNO François, Président de l'Association des PLUmés du Morbihan	Remise du courrier inscrit dans le registre dématérialisé sous la référence C14	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C14	
Vannes	VAN RP72 bis	JACOB Yolande	Intégration dans le registre du courrier C63	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C63	
Vannes	VAN RP73	JACOB Yolande	Intégration dans le registre du courrier C64 (idem C63)	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C64-C63	
Vannes	VAN RP74	Conseil de développement	Intégration dans le registre du courrier C65	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C65	
Vannes	VAN RP75	LE HECHO Valérie	Intégration dans le registre du courrier C66	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C66	
Vannes	VAN RP76	VELOMOTIVE	Dépôt courrier et courriel inscrits dans le registre dématérialisé sous la référence RD113	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse RD113	
Vannes	VAN RP77	CARREFOUR France	Intégration dans le registre du courrier C67	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C67	
Vannes	VAN RP78	PRIMA Claudie	Intégration dans le registre du courrier C68	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C68	
Vannes	VAN RP79	LE CALVAR Gwenaelle	Intégration dans le registre du courrier C69	C3 Enregistrement courrier	Hors registres	Voir réponse C69	
Vannes	C24	GALPY Philippe	supprimer toute référence de nombre d'habitations dans un SDU, émettre un avis favorable au comblement de dents creuses en zone N urbanisée cas personnel : parcelles G 581 et 582, 38 maisons, habitation entourée de 3 maisons	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Larmor-Baden	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO. La densification des zones N n'est pas permise par la loi. Pour le cas du terrain évoqué, il s'agit d'un secteur entièrement situé en espace proche du rivage identifié dans le SCoT, donc ne pouvant faire l'objet d'une densification au titre de la loi Elan.	
Registre dématérialisé	RD111	GAYDAN Catherine	DUP à reconsidérer : autorisée pour favoriser l'installation de nouveaux arrivants, primo accédants, sans possibilité de revente avant 16 ans et sans plus value mais utilisée dans la réalité pour l'investissement locatif, les résidences secondaires	A08 SCoT : Habitat	Le Bono	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Vannes	C04	LAMOTHE Dominique	Parcelle AN 87 incluse dans une zone à urbaniser 1AUb1 faisant l'objet d'une opération d'ensemble. Demande le reclassement en Ub. Sortir de l'OAP	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	C07	LAMOTHE Dominique	Copie C4 et RPVAN 13	A08 SCoT : Habitat	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT mais du PLU de la commune.	
Vannes	C32	GOURRIERE C Thomas	Parcelle AL324 : demande de constructibilité, bâtiment sur le terrain, zone déjà urbanisée, pas à proximité du rivage, superficie suffisante	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	C33	DANIC GOURRIERE C	Parcelle AL324 : demande de constructibilité, bâtiment sur le terrain, zone déjà urbanisée, pas à proximité du rivage, superficie suffisante	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	C34	GOURRIERE C Guillaume	Parcelle AL324 : demande de constructibilité, bâtiment sur le terrain, zone déjà urbanisée, pas à proximité du rivage, superficie suffisante	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	C35	GOURRIERE C Georges	Parcelle AL324 : demande de constructibilité, bâtiment sur le terrain, zone déjà urbanisée, pas à proximité du rivage, superficie suffisante	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	C36	GUERIN Dominique	Parcelle AN87 : demande de sortie d'OAP en 1AUb pour devenir constructible	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Le Tour-du-Parc	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Sarzeau	SAR RP01	LAMY Gérard - LE BODO Robert	Réexamen du tracé de l'EPR du lieu-dit BALANFOURNIS qui exclut la possibilité de SDU, au motif que le tracé ne répond pas aux critères EPR	A09 SCoT : Loi littoral	Le Tour-du-Parc	Le secteur de Balanfournis est situé sur un point haut à l'échelle de la commune (même si c'est très léger, altimétrie de 13m) avec des pentes rejoignant à moins de 500 mètres la rivière de Sarzeau au nord-est et l'étier de Kerboulico au sud et à l'ouest. Ainsi, il y a à la fois principe de covisibilité (sans tenir compte de la végétation) et de proximité des parcelles séparant le lieu-dit du rivage. Ce secteur apparaît donc bien situé en espace proche du rivage. Par ailleurs, il appartient au PLU de définir à la parcelle, les Espaces Proches du Rivages.	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Juge sévèrement le SCoT. Pointe des insuffisances dans la prise en compte des problématiques spécifiques aux îles et dénonce une approche purement statistique	A01 SCoT : Généralités	L'île d'Arz	Le diagnostic territorial tient compte de l'ensemble des aspects nécessaires à la bonne réalisation du SCoT. Il a été réalisé à la fois avec une approche statistique, bibliographie, terrain, études diverses, et surtout échanges avec les élus locaux, les techniciens, les acteurs du territoire et les habitants. Les différentes problématiques liées aux îles sont pleinement prises en compte, mais la plupart de celles citées ne relèvent pas du champ d'application des SCoT.	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Relève que la desserte des îles et l'aménagement des équipements et services qui y sont liés ont été oubliés	A01 SCoT : Généralités	L'île d'Arz	La desserte des îles est effectivement simplement évoquée dans les transports en commun et davantage détaillée sous un aspect touristique au regard des passeurs. Le SCoT affirme l'intérêt de développer les liaisons maritimes dans le DOO. La gestion et le développement de ces liaisons ne relèvent pas du champ d'application du SCoT. Les éventuels besoins en équipements associés ont été évoqués dans le cadre du projet sans identifier de besoin spécifique. Le SCoT prévoit néanmoins la possibilité que de tels projets d'équipements arrivent après mise en oeuvre du projet par une enveloppe foncière dédiée.	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Concernant l'artificialisation des sols, la question spécifique des îles n'est pas abordée. Or, de son point de vue, sur les îles, la consommation foncière en extension doit être stoppée.	A01 SCoT : Généralités	L'île d'Arz	Il est effectivement souhaitable de préserver au maximum les terres agricoles et naturelles des îles mais tout en permettant le développement de projets adaptés au maintien d'une vitalité humaine et économique. Au regard des multiples enjeux de la loi Littoral, ce n'est pas le SCoT qui est un facteur limitant pour le développement mais plutôt le fait d'être entièrement en espaces proches du rivage et essentiellement en espace remarquable.	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Le SCoT ne se réfère aux résidents permanents au sens de l'INSEE. Or, c'est le nombre de personnes présentes sur l'île qui importe dans un souci d'anticipation en matière d'équipements, de service et de structuration de l'espace	A01 SCoT : Généralités	L'île d'Arz	Le SCoT ne se réfère pas qu'aux résidents permanents, il évoque très clairement l'aspect des résidents temporaires dans la partie "UNE SAISONNALITE QUI RYTHME UNE PARTIE DU TERRITOIRE" du diagnostic territorial, notamment avec "un rôle ambigu des résidences secondaires", page 171 du diagnostic. Les enjeux associés sont également fortement présents dans la partie conclusive du diagnostic "Perspectives / un territoire très (trop) attractif ?".	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Aucune donnée sur la maîtrise et la valorisation des flux touristiques et sur l'économie préentielle. Le SCoT aurait dû définir des degrés de sensibilité de l'île .	A02 SCoT : Autres	L'île d'Arz	Les aspects flux touristiques sont développés dans le diagnostic et leur valorisation dans le projet notamment en tenant compte à la fois d'une dimension annuelle (réduire l'effet de saisonnalité "tourisme quatre saisons") et territoriale (assurer une diffusion des flux touristiques notamment en retro-littoral) tout comme du point de vue diversification de l'offre. Pour ce qui est de définir divers degrés de sensibilité de l'île, cela relève du champ d'application du PLU et non du SCoT.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Des filières de développement littoral sont passées sous silence : l'école de voile des Glénans, le domaine de Bilhervé (classes de mer et activités d'accueil ouverts à tous toute l'année), la base "Jeunesse et Marine", la base "47" Nautik de GMVA. De même, les besoins liés à la concylculture ou au gardiennage et la réparation de bateau ne sont pas identifiés. Cette absence de prise en compte des besoins des territoires littoraux dans le SCoT est préjudiciable à la mise en oeuvre de projets en lien direct avec la filière littorale.	A04 SCoT : Activités économiques	L'île d'Arz	Dans l'objectif 9.2, une attention particulière est portée au développement de la filière nautique, en particulier en cherchant à préserver et améliorer l'accessibilité aux points d'accès à la mer, mais aussi en préservant la vocation des sites dédiés aux activités liées à la mer. Les exemples donnés ne visent pas à être exhaustifs. Dans l'objectif 9.5, le SCoT souligne l'enjeu de confortement des filières emblématiques du territoire dans le développement touristique. Dans l'objectif 6.1 pour l'accompagnement des activités primaires, il est demandé de diagnostiquer les activités agricoles, aquacoles et forestières dans le cadre des opérations d'aménagement et des documents d'urbanisme locaux.	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	L'objectif de production de logements est de 5 par an en moyenne pour les 2 îles. Cette approche purement quantitative est inadaptée alors que cette question doit apporter des réponses aux problèmes cruciaux qui se posent sur les îles : 1/en mettant l'accent sur le logement locatif aidé et intermédiaire dans un parc public mettant en oeuvre des clauses anti-spéculatives 2/en étant beaucoup plus prescriptif sur les modalités de densification et les modes d'urbanisation pour les PLU	A08 SCoT : Habitat	L'île d'Arz	Effectivement, la question quantitative n'a que très peu d'intérêt sur les îles et ce ne sera aucunement un facteur limitant ou cadrant du projet. Néanmoins, un chiffre a été inscrit afin de respecter à la fois le cadre de la loi et plus particulièrement l'article L141-12 du code de l'urbanisme, mais aussi le PLH réalisé en parallèle lequel décline les objectifs qualitatifs notamment en matière de diversité du parc, de logements sociaux et abordables et de la mise en oeuvre d'un office foncier solidaire . Pour rappel l'article L142-12 du code de l'urbanisme : <i>"Le document d'orientation et d'objectifs définit les objectifs et les principes de la politique de l'habitat au regard, notamment, de la mixité sociale, en prenant en compte l'évolution démographique et économique et les projets d'équipements et de dessertes en transports collectifs. Il précise : 1° Les objectifs d'offre de nouveaux logements, répartis, le cas échéant, entre les établissements publics de coopération intercommunale ou par commune ; 2° Les objectifs de la politique d'amélioration et de la réhabilitation du parc de logements existant public ou privé ; [...]"</i>	
Registre dématérialisé	RD015	LOISEAU Jacques-Marie	Propose 2 coupures d'urbanisation supplémentaires sur l'île d'Arz le long de la D206, au nord du bourg	A09 SCoT : Loi littoral	L'île d'Arz	Concernant la coupure d'urbanisation proposée la plus au sud, effectivement une respiration paysagère serait pertinente. En revanche, la partie sud-ouest de l'avenue Charles de Gaulle est déjà urbanisée et le nord-ouest n'est pas constructible puisque situé enespace remarquable ainsi que le PLU de la commune l'indique clairement (zone NDS). Une coupure d'urbanisation n'aurait donc pas d'effet. En outre, il s'agirait plutôt d'une coupure d'urbanisation d'intérêt communal, qui peut être inscrite dans le PLU de la commune. Concernant la seconde coupure d'urbanisation, la plus au nord, elle est effectivement pertinente mais figure déjà dans le SCoT dans sa version arrêtée transmise à l'enquête publique, elle sera donc maintenue.	
Vannes	VAN RP01		Demande de renseignement sur une parcelle classée 2AU1 à Locmaria-Grand-Champ et jouxtant une ZAE identifiée au SCoT	C2 Prise de renseignements	Locmaria-Grand-Champ	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	VAN RP33	MANGOUERO Pierre	Conteste le reclassement des parcelles 422, 423, 417 et 419 de 1AU1 en zone agricole et en demande la justification	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Plescop	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Sarzeau	SAR RP05		Consultation, pas d'observation	C2 Prise de renseignements	Saint-Armel	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	C66	LE HECHO Valérie	Terres agricoles : il ne faut plus contraindre les constructions sous prétexte de réserves de terres agricoles. Il y a trop de terrains en friche le long des routes. Il serait plus lucide d'autoriser l'urbanisation au bord des routes et ainsi libérer des grands espaces à l'intérieur pour l'agriculture. Remettre en état TOUS les anciens chemins pour l'agriculture mais aussi pour les cyclistes et les marcheurs. Favoriser une agriculture adaptée à la nature de terrain de la presqu'île, plus aride : cultures peu consommatrices d'eau, exploitations à taille humaine	A01 SCoT : Généralités	Saint-Gildas-de-Rhuys	La limitation de l'artificialisation des terres relève d'enjeux multiples qui sont effectivement la préservation de l'outil agricole, mais aussi la préservation de l'environnement, la gestion des risques et des ressources, la mobilité, la vitalité des centralités, etc. En outre, le SCoT est élaboré dans le respect du code de l'urbanisme et de la loi Littoral en particulier concernant la problématique évoquée sur la commune de Saint-Gildas de Rhuys. Concernant les anciens chemins, le SCoT encourage cette remise en état mais ce n'est pas dans son champ d'application que de le réaliser ou de l'imposer. Le choix des typologies d'activités agricoles n'est pas non plus dans le champs d'application du SCoT.	
Vannes	C66	LE HECHO Valérie	Equipements et aménagements. STEP : anticiper les périodes estivales conjuguées aux épisodes pluvieux et grandes marées qui font déborder les bassins.	A02 SCoT : Autres	Saint-Gildas-de-Rhuys	Les capacités d'assainissement en période de pic saisonnier sont effectivement prises en compte dans l'évaluation environnementale du SCoT et des objectifs sont inscrits en ce sens dans le DOO.	
Vannes	C66	LE HECHO Valérie	Urbanisation : la presqu'île n'a pas vocation à devenir une zone de collectifs. Il serait sage de préconiser un coefficient d'emprise au sol	A08 SCoT : Habitat	Saint-Gildas-de-Rhuys	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Registre dématérialisé	RD053	HELAS Jean-François	La problématique de l'accumulation des algues rouges est peu traitée dans le SCoT alors qu'il y a un vrai risque de déclin des activités touristiques et donc du développement de la commune	A02 SCoT : Autres	Saint-Gildas-de-Rhuys	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD092 et RD093	ASSOCIATION DIET - St Gildas de Rhuys	Application de la loi littoral à Saint Gildas de Rhuys : la cartographie des EPR qui date de 2002 nécessite une révision urgente. Le Net devient village souligné : vu la proximité du Golfe et des risques littoraux, est-il juste et équitable qu'il soit déplacé simultanément en dehors des EPR (Ref : PV conseil municipal 23 mai 19)	A09 SCoT : Loi littoral	Saint-Gildas-de-Rhuys	Le SCoT n'a pas vocation à délimiter les EPR, c'est le rôle des PLU. La notion d'EPR ne s'arrête pas à la classification de village.	
Registre dématérialisé	RD103	Collectif riverains Renneveu Pont-Silio	Rappelle un conflit portant sur 2 ICPE (déchetterie et site de concassage).De tels sites doivent être implantés hors village et hors terres agricoles ; ils nécessitent des visites sur site et de la concertation en amont	A01 SCoT : Généralités	Saint-Nolff	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Vannes	C01	PARET Jean Claude	Demande de constructibilité de la parcelle 539 classée en zone agricole pour un projet d'extension de 30 m²	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Sarzeau	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Vannes	C16	MARSALY Daniel	Demande que le SCoT ne fixe pas le nombre de constructions dans les SDU afin que la parcelle redevienne constructible	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Sarzeau	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C18	SOUVESTRE Martine	Soutient les PLUmés concernée par un héritage	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Sarzeau	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C19	BAGHTCHEDJIAN Andrée	Soutien les PLUmés concernée par un héritage	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Sarzeau	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Registre dématérialisé	RD006		Besoin en eau potable. 1/ avec quelle eau les espaces verts municipaux sont-ils arrosés? 2/ récupérer les eaux d'exhaure de la carrière de Kerlin, rejetées dans l'eau du Golfe, évaluation du cubage selon la saison à mener en lien avec le titulaire de l'autorisation d'exploitation 3/ suggérer, imposer éventuellement dans les permis de construire dans le neuf, de concevoir un circuit d'eau usées, limitées aux eaux non fécales, afin d'économiser les volumes de chasse? 4/ taux de fuite du réseau de distribution d'eau potable sarzeautin, et mesures sont envisagées (-ables) pour récupérer le volume perdu (dans le SCOT 20%)? 5/ prescrire l'infiltration des surfaces horizontales de Sarzeau dans l'aménagement urbain de cette ville (places, rues, etc)? 6/ acceptation de toilettes sèches?	A05 SCoT : Ressources	Sarzeau	Des objectifs de bonne gestion des ressources et notamment de l'eau pluviale sont inscrits dans le DOO. En revanche, les mesures proposées sont hors du champ d'application des SCoT.	
Registre dématérialisé	RD027		Aménager un poste avancé de secours d'urgence entre Sarzeau et Arzon durant la saison estivale	A02 SCoT : Autres	Sarzeau	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD062	MAIRET Christine	Dans certaines rues, dont la rue Toul Lézic, les lignes électriques disgracieuses pourraient être enterrées. Des poteaux sont trop bas pour le passage de certains véhicules et donc dangereux	A02 SCoT : Autres	Sarzeau	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD086	GHILARDI Gilles	La coupure d'urbanisation au carrefour du Pont Fevis et du village de Benance n'a plus aucun sens : + de 80 maisons, corridor ne laissant passer aucun animal en raison des clôtures, talus, routes. Constructions hors bande des 100 m reclassées en zone naturelle laissant 2 dents creuses. Absence de covisibilité, côté Golfe (navigation et pêche interdites). Photos jointes	A09 SCoT : Loi littoral	Sarzeau	La coupure d'urbanisation relève d'une situation de fait au sud de la partie bâtie en transition avec les espaces remarquables. Une délimitation plus précise pourra intervenir à l'échelle du PLU.	
Registre dématérialisé	RD089		S'étonne que le registre de Sarzeau ne comporte pas l'ensemble des observations déposées par écrit et par voie électronique	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Sarzeau	Remarque relative à l'enquête publique.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Registre dématérialisé	RD091	LECOINTRE Jean-Paul	Conteste le déclassement de la parcelle ZO 201 en zone naturelle située à Benance. CU tacite en 2012. Présence des réseaux. Densification	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Sarzeau	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Registre dématérialisé	RD095	GHILARDI Marie-Claude	Demande de constructibilité de 2 parcelles (ZO 200 et 201) qui ont été classées en zone naturelle au nom d'une trame verte qui n'existe pas	A12 SCoT : Demande de constructibilité	Sarzeau		
Registre dématérialisé	RD096	RIEDI MC au nom de la liste des élus de "Sarzeau, un avenir partagé"	Interrogation sur les impacts des SDU situés dans les EPR et définis dans les PLU	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Sarzeau	La loi précise qu'au sein des secteurs déjà urbanisés, des constructions ne peuvent pas être autorisées au sein des espaces proches du rivage.	
Sarzeau	SAR RP02	MAHE Christian - Michèle	Rectification classification de NLB en 2NLR pour habitation légère	C2 Prise de renseignements	Sarzeau	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Sarzeau	SAR RP03	M. et Mme LE BOUTER	Contestent la classification d'une partie du corridor écologique pour la partie est du village de Logéon Kerassel. Dossier de 26 pages communiqué.	A09 SCoT : Loi littoral	Sarzeau	Cette demande a fait l'objet d'une décision défavorable de la CCA de Nantes du 03/04/2017.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Sarzeau	SAR RP03bis	LE CORRE Max	Opposition à la classification d'une partie du corridor écologique. Demande de constructibilité de la parcelle ZH20. Dossier de 2 pages remis	C2 Prise de renseignements	Sarzeau	Cette demande a fait l'objet d'une décision défavorable de la CCA de Nantes du 03/04/2017.	
Sarzeau	SAR RP03ter	LE BOUTER Christophe	Conteste la classification d'une partie du corridor écologique au delà de l'enceinte du château à des fins de constructibilité de la parcelle ZH17	A09 SCoT : Loi littoral	Sarzeau	Cette demande a fait l'objet d'une décision défavorable de la CCA de Nantes du 03/04/2017.	
Sarzeau	SAR RP04	DELBEQUE	Consultation, pas d'observation	C2 Prise de renseignements	Sarzeau	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Sarzeau	SAR RP06	BOURGEOIS Yvonne	Classement du village de Banastère. Pas d'observation	C2 Prise de renseignements	Sarzeau	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Sarzeau	SAR RP07	GUILLO	Classement du village Le Logéo-Kerassel. Pas d'observation	C2 Prise de renseignements	Sarzeau	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Sarzeau	SAR RP10	PARRET M et Mme	parcelle YK19 : demande de constructibilité, plus de 30 habitations	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Sarzeau	Le secteur de Poulhors est bien identifié en tant que SDU densifiable dans le SCoT pour arrêt. En revanche, c'est la présence d'une zone humide qui justifie l'inconstructibilité de la parcelle dans le PLU.	
Sarzeau	SAR RP12	GUILLANEUF Philippe	Couloir écologique : non sens, terrains cultivés (pas en bio), traverse une route très fréquentée, en appui SAR RP3	A09 SCoT : Loi littoral	Sarzeau	Les corridors écologiques ne s'arrêtent pas au niveau des routes. Cela représente des secteurs de fragmentation, extrêmement accidentogènes mais qui doivent être identifiées pour permettre une restauration potentielle future. Cette demande a fait l'objet d'une décision défavorable de la CAA du 03/04/2017.	
Vannes	VAN RP30	KERDAL M. et Mme	Rectification classement parcelle de NLB en 2NLR pour habitation légère	C2 Prise de renseignements	Sarzeau	Ne relève pas du champ d'application des SCoT qui ne porte pas sur la constructibilité de chaque parcelle	
Elven	ELV RP03		Consultation SCoT - Données sur loi littoral	C2 Prise de renseignements	Séné	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Registre dématérialisé	RD014	BRULAIS Luc	Conteste le classement du hameau de Gorneveze en secteur d'habitat diffus car il répond aux critères retenus pour identifier les secteurs déjà urbanisés : 40 habitations en continuité et 3 autres habitations séparées, coeur du hameau constitué de bâtiments de caractère	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Séné	Secteur Gorneveze à Séné entièrement compris dans les Espaces Proches du Rivage identifiés dans le SCoT, donc ne pouvant faire l'objet d'une densification au titre de la loi Elan.	
Registre dématérialisé	RD104	VAN HERREWEGHE Daniel	Conteste la qualification des villages. Ceux de Kerarden et Montsarrac sont qualifiés en villages non extensibles, terme pour le moins bizarre juridiquement. Une requalification en hameaux s'impose. Relève par ailleurs une contradiction avec les engagements du PNR	A10 SCoT : Villages Loi Littoral	Séné	La loi Littoral permet aux villages de s'étendre sans que cela constitue une obligation. De plus, la loi littoral s'applique en même temps que les autres dispositions légales (Grenelle,ALUR, etc.). Ainsi, le SCoT, le PNR ou le PLU peuvent encadrer les possibilités d'extension des villes. Le SCoT fixe donc des objectifs pour limiter le développement de certains villages, en comptabilité avec les dispositions de la Charte du PNR. Le SCoT va dans le sens du PNR en permettant davantage de développement aux villages dits structurants dans le PNR.	
Vannes	VAN RP04		Consultation projets SCOT et PDU	C2 Prise de renseignements	Séné	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	VAN RP07	CAMOUILLY Catherine	Maintien de la constructibilité dans les villages anciens tel que celui de Kerarden à Séné	A10 SCoT : Villages Loi Littoral	Séné	Kerarden est bien identifié en tant que village loi Littoral dans le SCoT arrêté soumis à enquête publique.	
Registre dématérialisé	RD035		Prendre en compte les chemins d'accès aux parcelles agricoles non répertoriés, à l'origine de conflits entre riverains et agriculteurs	A02 SCoT : Autres	Theix-Noyalo	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Arradon	ARR RP01	LAPRUN Gérard	Dossier trop épais : les notes synthétiques et pédagogiques devraient être obligatoirement jointes aux pièces réglementaires	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Effectivement, le contenu d'un SCoT est très volumineux. C'est pour cela qu'un résumé technique vient synthétiser le document. La rédaction et la mise en page ont été réalisées en veillant au côté abordable et pédagogique même si le contenu d'un tel document implique une certaine complexité.	
Arradon	ARR RP05	BOLEIS Gildas et Jeannine	Définition des limites trop imprécises des secteurs agglomération-village au paragraphe 5.1 du DOO-DAAC	A10 SCoT : Villages Loi Littoral	Toutes les communes	Le SCoT n'a pas vocation délimiter le périmètre des agglomérations et villages. Son rôle est de définir les critères d'identification des villages et agglomérations et de les localiser. Il appartient aux PLU de les délimiter précisément.	
Arradon	ARR RP05	BOLEIS Gildas et Jeannine	Souhait d'une fiche de synthèse par commune avec référence au paragraphe du dossier	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Il apparaît difficile de prévoir une fiche par commune car de la majorité des orientations et objectifs est commune à l'ensemble des communes du territoire. Lorsque cela est possible ou pertinent, le SCoT présente les objectifs sous formes de tableaux et cartographies permettant l'identification rapide d'une commune ou de fiches comme pour le DAAC.	
Vannes	C03	Eaux et Rivières de Bretagne	Améliorer la définition et le suivi des indicateurs. Préciser les règles d'organisation.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Les indicateurs sont identifiés à partir des enjeux environnementaux du territoire. Ils sont pour la plupart issus de bases de données existantes. De plus, la loi impose au SCoT de prévoir des indicateurs de suivis dans le cadre de l'évaluation environnementale mais n'impose pas de présenter la façon dont le porteur de SCoT s'en saisira. Cette demande est excessive au regard de la législation actuelle. Pour rappel, la réglementation exige, une évaluation de la mise en œuvre du SCoT au plus tard dans les 6 ans après l'approbation afin de s'assurer de la bonne intégration des enjeux environnementaux sur le territoire et dans les documents de rang inférieur.	
Vannes	C03	Eaux et Rivières de Bretagne	Prise en compte par les élus communautaires de la situation actuelle d'approbation potentielle du SCoT avant l'approbation SAGE du Golfe du Morbihan et SMVM. A consigner dans le PV d'approbation du SCoT	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Vannes	C03	Eaux et Rivières de Bretagne	Objectif zéro artificialisation nette du plan Biodiversité à ériger en règle d'urbanisme opposable aux PLU et PLUi : toute urbanisation ne pourra se réaliser qu'en densifiant ou en prenant sur une friche	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Concernant le fait que le SCoT permet encore une artificialisation des sols, même de manière beaucoup plus limitée que ce qui est inscrit dans les deux SCoT en vigueur : il n'apparaît pas pertinent ni possible de stopper d'un seul coup cette artificialisation, au regard des projets déjà en cours, du besoin de loger des personnes et du temps que nécessite le développement programmé de la densification de l'ensemble du territoire. Le zéro artificialisation nette n'est pas un élément réglementaire, mais bien un objectif à moyen ou long terme qui n'est pas précisé dans le Plan de biodiversité de 2018. Celui-ci indique dans son action 10 : " Nous définirons, en concertation avec les parties prenantes, l'horizon temporel à retenir pour atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » et la trajectoire pour y parvenir progressivement. Les collectivités, à l'occasion du renouvellement de leurs documents d'urbanisme, devront se fixer un objectif de maîtrise ou de réduction de l'artificialisation des sols compatible avec la trajectoire définie au niveau national, tout en tenant compte des spécificités locales. " Le SCoT en inscrivant une diminution de 50% de ses consommations foncières, engage le territoire dans cet objectif.	
Vannes	C03	Eaux et Rivières de Bretagne	Ajuster la capacité d'accueil à la disponibilité en eau potable du territoire. Le territoire du SAGE GM Ria d'Etel est déjà déficitaire.	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	En moyenne, entre 2014 et 2016 environ 593 198 m³ ont été exportés hors du territoire et 2 468 252 m3 ont été importés sur le territoire. Ces chiffres représentent les volumes globaux échangés, ils intègrent aussi les volumes d'eau qui transitent dans le réseau du territoire. La majorité des imports provient de la connexion avec l'usine de production de Férel (EPTB Vilaine), notamment en période estivale, afin de faire face à la fréquentation touristique de la Presqu'île de Rhuys et de la frange littorale du Golfe. D'autre part, certaines communes du Nord du territoire, au titre de la gestion départementale et afin de faciliter les flux hydrauliques, sont rattachées à des unités situées au Nord de l'agglomération. Aussi, cet import, s'il paraît important, est issu d'une gestion globale de la ressource au niveau départemental mais ne peut constituer un indicateur de déficit de capacité de production sur le territoire de l'agglomération. Par ailleurs, les préconisations apportées sont présentes dans le SCoT pour leur grande majorité : •Elassement de l'ensemble des zones humides en réservoirs de biodiversité et donc protection absolue et artificialisation interdite •Ea restauration des cours d'eau et des ripisylves est en effet un élément clé mais qui ne peut être portés par SCoT. •Ees mesures d'économie d'eau sont également présentes avec la réduction de l'artificialisation des sols dans les projets d'aménagement, la réflexion sur le chemin de l'eau et le pluvial. De plus, nous rappelons que le SCoT présente un objectif démographique afin de produire un projet cohérent et non un résultat absolu qui sera atteint. Les objectifs exposés l'ont été en consultation des personnes en charge de la ressource en eau de GMVA et du SAGE du Golfe du Morbihan.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête																											
Vannes	C03	Eaux et Rivières de Bretagne	Demande à GMVA de revoir sa position sur la méthanisation et de la retirer des énergies renouvelables prévues dans le PCAET	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	<p>La loi ne permet pas d'interdire la méthanisation.</p> <p>La France avec la loi Transition énergétique de 2015 fixe un objectif de 10 % de gaz renouvelable dans la consommation d’ici 2030. Le développe de méthanisation est donc un objectif national prioritaire dans le développement du mixte énergétique auquel le territoire du SCoT doit concourir.</p> <p>Le SCoT dans son DOO fixe les orientations en matière de transitions énergétique et s’inscrit dans le la démarche de territoire à énergie positive (TEPOS) à l’horizon 2050. La part des énergies renouvelable devra être portée à 32% de la consommation énergétique.</p> <p>Le PCAET, élaboré conjointement au SCoT, fait figure de plan d’actions pour la mise en œuvre de cet objectif du SCoT. Il décline ainsi localement une stratégie favorisant le mixte énergétique pour lequel la part d’augmentation de la méthanisation à 2030 dans les EnR sera de 18%.</p> <table><tr><td>EnR</td><td>GWh</td><td>%</td></tr><tr><td>Photovoltaïque</td><td>160</td><td>29%</td></tr><tr><td>Solaire thermique</td><td>40</td><td>7%</td></tr><tr><td>Géothermie</td><td>35</td><td>6%</td></tr><tr><td>bois</td><td>110</td><td>20%</td></tr><tr><td>méthanisation</td><td>100</td><td>18%</td></tr><tr><td>éolien</td><td>90</td><td>17%</td></tr><tr><td>énergie marine</td><td>8</td><td>1%</td></tr><tr><td>Total</td><td>543</td><td>100%</td></tr></table>	EnR	GWh	%	Photovoltaïque	160	29%	Solaire thermique	40	7%	Géothermie	35	6%	bois	110	20%	méthanisation	100	18%	éolien	90	17%	énergie marine	8	1%	Total	543	100%	
						EnR	GWh	%																										
Photovoltaïque	160	29%																																
Solaire thermique	40	7%																																
Géothermie	35	6%																																
bois	110	20%																																
méthanisation	100	18%																																
éolien	90	17%																																
énergie marine	8	1%																																
Total	543	100%																																
						<p>La méthanisation, c'est l'utilisation d'un processus biologique naturel qui transforme la matière organique pour produire à la fois de l'énergie renouvelable et un résidu pouvant servir de fertilisant des sols et des cultures.</p> <p>Pour les obtenir, il faut donc dans un premier temps de la matière organique. Parmi les plus courants se trouvent des matières agricoles telles que le fumier ou le lisier, des biodéchets des ménages et déchets des collectivités, des entreprises ou encore des boues de station d'épuration.</p> <p>Cette matière organique est chauffée et brassée pendant 1 à 2 mois dans un méthaniseur. Cette fermentation dépose en fond de cuve un résidu, le digestat, et émet du biogaz, identique en termes de composition au gaz d’origine fossile.</p> <p>Le digestat peut servir d'engrais sur les exploitations agricoles. Le biogaz quant à lui, peut produire de la chaleur, de l'électricité ou être purifié en biométhane pour être utilisé dans le réseau de gaz ou comme carburant pour les transports.</p> <p>Le biogaz issu par la méthanisation est source d'énergie renouvelable car il se substitue à l'énergie fossile.</p> <p>Les 5 atouts majeurs de la méthanisation :</p> <p>1 - Elle produit localement de l'énergie renouvelable : un atout majeur pour sortir des énergies fossiles, effectuer la nécessaire transition énergétique de nos sociétés et entraîner un développement soutenable des territoires tout en créant des emplois locaux non délocalisables.</p> <p>2 – L'utilisation du biométhane dans le secteur des transports s'avère particulièrement intéressante car c'est l'une des rares énergies permettant de ne plus être dépendant de ressources fossiles. De plus, elle permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de particules fines du secteur.</p> <p>3 – La méthanisation permet de valoriser des biodéchets et matières organiques sans piller les ressources naturelles : un atout considérable sur une planète non extensible.</p> <p>4 – Comparée aux techniques actuelles, la méthanisation émet moins de gaz à effet de serre en terme de gestion des déchets mais aussi d’effluents d'élevage.</p> <p>5 – La méthanisation produit une alternative intéressante aux engrais chimiques : la phase liquide du digestat nourrit les plantes, sa phase solide enrichit le sol en matière organique.</p> <p>Concernant l’impacts sanitaires : La méthanisation en tant que telle ne constitue une technique d'hygiénisation des déchets. Néanmoins elle permet de réduire significativement et de manière plus importante qu'un simple stockage, la quantité de germes indicateurs les plus sensibles (E. Coli) mais n'affecte pas les germes les plus résistants (C. Perfringens). Des procédés de l'hygiénisation de certains déchets avant la méthanisation ou du digestat après méthanisation existent.</p> <p>Concernant le risques pour les riverains (extrait fiche technique de l'ADEME) : Il existe en France une réglementation très contraignante sur la sécurité des installations, le classement en zones ATEX (Atmosphères Explosives), les consignes de sécurité, les normes de construction. La réglementation stipule également que « les digesteurs sont implantés à plus de 50 m des habitations occupées par des tiers... », ce qui est étudié pour minimiser l’impact sur les habitations environnantes même dans le cas d’un accident. Un site de méthanisation n’est pas plus dangereux qu'une station-service qui contient aussi des éléments explosifs et inflammables. Les usines de méthanisation ne sont pas classées SEVESO.</p> <p>Concernant l'utilisation des terres agricoles pour des cultures « énergétique » la réglementation française précise que "Les installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes peuvent être approvisionnées par des cultures alimentaires ou énergétiques, cultivées à titre de culture principale, dans une proportion maximale de 15% du tonnage brut total des intrants par année civile"</p>																												
Vannes	C03	Eaux et Rivières de Bretagne	Demande ajout d'une carte complémentaire où figureraient exclusivement les rivières de Crac'h et Penerf et les trois rivières Auray, Vannes-Vincin et Noyal, avec leur tracé sous-marin aboutissant à l’entrée du Golfe	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Une carte pourra être produite, même si elle ne modifiera pas les objectifs et orientations du SCoT qui prennent en compte la notion de solidarité amont aval et de problématique des têtes de bassins versants.																												
Vannes	C05	Association "PLUmés de Bourgbarré" (35)	Apporte son soutien aux "Plumés du Morbihan" et demande que le SCOT ne fixe pas de nombre de constructions pour l'identification des SDU, conformément à la loi ELAN. Dossier joint	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés dans le DOO.																												
Vannes	C08	PEREZ Alain et Marie-Thérèse	Domiciliés à Pluvigner, soutiennent la requête des PLUmés du Morbihan	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.																												
Vannes	C09	de TROGOFF François	Domicilié à Carnac, s’associe à l’initiative des PLUmés du Morbihan	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.																												
Vannes	C10	LE BOURSER Brigitte	soutient la requête des PLUmés du Morbihan	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.																												
Vannes	C11	RUELLAND Michel	Domiciliés à Riantec, soutiennent la requête des PLUmés du Morbihan	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.																												
Vannes	C12	VIRLEUX Pierre	Il n'est pas démontré que les différents objectifs et orientations sont compatibles entre eux	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	L'ensemble du livret 3 du rapport de présentation vise justement à démontrer la cohérence croisée des objectifs et orientations.																												
Vannes	C12	VIRLEUX Pierre	GMVA ne devrait pas œuvrer pour désertifier le centre de la Bretagne. Il faut limiter davantage la croissance démographique pour que le Centre-Bretagne puisse croître au même rythme et réduire l'extension des ZAE au profit de la densification (les activités d’entreposage et de logistique peuvent avantageusement être localisées à l’intérieur des terres)	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	En matière d'organisation territoriale à l'échelle régionale, le SRADET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) est le document le plus à même de répondre à cet objectif.																												
Vannes	C12	VIRLEUX Pierre	Préservation des commerces en centre-ville : créer des parkings accessibles à proximité et restreindre bien davantage l'implantation de grandes surfaces commerciales en périphérie	A03 SCoT : DAAC	Toutes les communes	Conformément à son champ d'application, le SCoT dans son document d'orientation et d'objectifs précise les orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal.																												
						Il définit les localisations préférentielles des commerces en prenant en compte les objectifs de revitalisation des centres-villes, de maintien d’une offre commerciale diversifiée de proximité permettant de répondre aux besoins courants de la population tout en limitant les obligations de déplacement et les émissions de gaz à effet de serre, de cohérence entre la localisation des équipements commerciaux et la maîtrise des flux de personnes et de marchandises, de consommation économe de l'espace et de préservation de l'environnement, des paysages et de l'architecture.																												
						Le document d'orientation et d'objectifs comprend un document d'aménagement artisanal et commercial déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable.																												

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Vannes	C12	VIRLEUX Pierre	Indique que le DOO – DAAC mis en ligne comporte des erreurs grossières : les pages relatives aux § 2.3 à 2.12 sont fausses et parlent toutes de Baden. Demande en conséquence une reprise ou au moins une prolongation de l'enquête publique	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Il s'agit d'une erreur matérielle qui sera corrigée et qui ne remet pas en cause la compréhension du document.	
Vannes	C12	VIRLEUX Pierre	La démarche d'élaboration n'est pas démocratique, à de nombreux égards : pas d'implication des citoyens en amont, pas de permanence à Saint-Avé, dossier épais et complexe ne comportant pas de synthèse	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Un bilan de la concertation a été établi et joint au dossier d'enquête. La concertation respecte les obligations réglementaires et va même au-delà. De nombreux documents de travail, exposition numérique, etc. ont été mis à disposition du public pendant toute la phase d'élaboration ainsi qu'un formulaire de contact pour permettre aux habitants de communiquer avec le maître d'ouvrage. Suite à l'arrêt du SCoT et du PDU le 25 avril 2019, les documents arrêtés ont été mis à disposition du public sans attendre l'enquête publique.	
Vannes	C13	MORANTIN Roland	Propriétaire de 2 parcelles au sein du hameau Kermadec (commune non précisée), demande que le SCoT ne fixe pas de nombre de constructions conformément à la loi ELAN. Relève que les "dents creuses" ne sont pas exploitables par les agriculteurs	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C14	Association " Les PLUMés du Morbihan "	Après avoir précisé qu'elle s'exprimait sur le SCoT de GMVA et aussi au nom des associations réunies au sein de la coordination des PLUMés de Bretagne, refuse que les critères de qualification des SDU retiennent un nombre d'habitations. Estime que c'est la notion de périmètre qu'il convient de prendre en compte ainsi que le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations. Cela permettrait de répondre à l'attente des PLUMés mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN, à savoir la limitation de la consommation des terrains agricoles grâce à la densification. En conclusion, l'association demande de : - supprimer toute référence à un nombre d'habitations pour qualifier un SDU -d'identifier et lister en milieu rural, comme dans les communes littorales, les agglomérations, villages et SDU	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	<p>Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.</p> <p>Pour ce qui est des communes non littorales, il n'est pas imposé par la loi d'identifier les agglomérations, villages et Secteurs déjà urbanisés. Les élus n'ont pas souhaité le faire.</p>	
Vannes	C15	JEGO François	Soutien à la requête des PLUMés (voir C14)	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C21	TOLLEC Georgy	Soutien à la requête des PLUMés	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C22	LALYS Yves	Soutien à la requête des PLUMés	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C23	LE BLAY Louis	Soutien à la requête des PLUMés	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C25	LALYS Jean-Louis	Soutien à la requête des PLUMés	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C26	ETESSE Marc	Soutien à la requête des PLUMés : que les SDU ne fixent pas le nombre de constructions conformément la loi ELAN	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C27	ROBINO Odile	Soutien à la requête des PLUMés : La loi n'a pas fixé de nombre, mais elle précise très clairement que l'extension d'urbanisation (il serait sans doute plus judicieux de parler de densification) doit se faire au sein du périmètre, sans extension possible, du Secteur Déjà Urbanisé. C'est donc bien cette notion de périmètre qu'il faut prendre en compte, ainsi que le potentiel de comblement des dents creuses, dans un groupement existant de plusieurs habitations . C'est ainsi qu'on peut répondre notamment à l'attente des PLUMés, mais aussi à l'un des principes posés par la loi ELAN à savoir la limitation de la consommation terrains agricoles et la densification.	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C28	Amis de Saint-gildas et de la presqu'île de Rhuys	OBSERVATIONS GENERALES. Absence de présentation de l'articulation des différents documents (SCoT, PDU, PLH, PCAET) et des données de base nuit à la compréhension du public. Absence de définition de la capacité d'accueil. Pas de dispositif type tableau de bord à partir de différents indicateurs par commune.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Des références aux 3 autres documents (PLH, PCAET et PDU) sont présentes dans le SCoT pour évoquer l'articulation entre les documents mais le SCoT pourra être complété le cas échéant. La capacité d'accueil est définie dans le livret 3 du rapport de présentation. Faisant l'objet de plusieurs remarques, cette partie sera davantage détaillée dans la version pour approbation. Il n'y a effectivement pas de tableau de bord par commune mais les données inscrites dans le diagnostic sont majoritairement à l'échelle communale.	
Vannes	C28	Amis de Saint-gildas et de la presqu'île de Rhuys	QUANTIFICATION ET INDICATEURS DU SCoT. L'absence de bilans précédents est un handicap majeur car les repères sont inexistants ; elle rend quasi-impossible les bilans à venir puisque les indicateurs ne sont pas définis.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	L'article L. 122-13 du code de l'urbanisme prévoit que six ans après la délibération portant approbation du SCoT, l'établissement public en charge du SCoT procède à une analyse des résultats de l'application du schéma. Les SCoTs en vigueur ayant été approuvés fin 2016, l'analyse des résultats de ces schémas est donc à réaliser au plus tard en 2022. Compte-tenu de leur mise en oeuvre récente, il apparait difficile et non pertinent d'en dresser un bilan. Dans le cas présent, il s'agit d'une élaboration décidée en septembre 2017 qui fait suite au nouveau périmètre de SCoT issu de la fusion des 3 intercommunalités à l'origine de GMVA. Pour rappel, le territoire de GMVA est couvert par 2 SCoT et la partie Nord-Ouest n'est couverte par aucun SCoT. C'est donc le diagnostic présent au livre 1 du rapport de présentation qui permet d'avoir une vision commune et partagée de l'ensemble du territoire du SCoT. Les indicateurs et modalités de suivi sont présentés dans le livret 3 du rapport de présentation au chapitre 7.	
Vannes	C28	Amis de Saint-gildas et de la presqu'île de Rhuys	OBSERVATIONS SUR LA PROJECTION DE CROISSANCE. Joint un tableau de synthèse établi pour les communes jugées les plus sensibles (Vannes et 12 communes littorales) : analyse des indicateurs d'artificialisation, de croissance des logements et de la population sur la période du SCoT (vs 2000-2015)	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	N'appelle pas de réponse.	
Vannes	C28	Amis de Saint-gildas et de la presqu'île de Rhuys	AVIS SUR 32 OBJECTIFS DU SCoT. Avis détaillé dans le tableau joint à l'observation. En synthèse, l'association émet un avis défavorable notamment en raison du manque de modération sur la croissance des logements, en dépit du ralentissement du prélèvement foncier, et surtout en raison de l'absence de prise en compte des principaux enjeux de qualité de la vie et des indicateurs associés sur les ressources prélevées ne permettant de confirmer la soutenabilité dans le durée du scénario de croissance. Pour de nombreux objectifs, l'Association a fait des propositions pour la mise en oeuvre et notamment l'établissement d'un PLUi GMVA. Par ailleurs L'association émet le regret qu'une vision globale et synthétique n'ait pu émerger face aux enjeux croisés du PCAET et du PLH.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Contrairement à ce qui est inscrit, il y a une modération des croissances démographiques et résidentielles et de la consommation foncière, par rapport à la fois aux tendances passées mais aussi surtout par rapport aux deux SCoT en vigueur (ex-CCPR et ex-Vannes Agglo). Il n'est pas dans le champ d'application du SCoT que d'établir un PLUi. Les démarches SCoT, PLH, PDU et PCAET ont été réalisées en même temps avec de nombreux échanges croisés et ont veillé à être cohérents entre elles.	
Vannes	C29	PANCIROLI M	que les SDU ne fixent pas le nombre de constructions conformément la loi ELAN	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C30	BIRIEN Annick	Soutien à la requête des PLUMés : que les SDU ne fixent pas le nombre de constructions conformément la loi ELAN	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Vannes	C62	TARDIF Daniel	Idem C62	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C63	JACOB Yolande	En tant que PLUmés de Moëlan-sur-Mer , demande de suppression de toute référence à un nombre d'habitations dans la définition d'un SDU. Le nombre est propre à chaque SDU. Les dents creuses vont devenir des friches, avec risque d'incendie. Il faut maintenir le niveau de population dans les campagnes	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C64	JACOB Yolande	Idem C63 - Au nom de 17 foyers de Moëlan-sur-Mer	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Vannes	C65	Conseil de développement	Origine des prévisions démographiques, absence d'évaluation précise de la capacité d'accueil La façade atlantique du territoire n'est pas traitée, non couverte par le Schéma de Mise en Valeur de la Mer et du littoral (SMVM) du Golfe du Morbihan Pour diversifier l'offre de logements, le Conseil suggère que l'étude et l'expérimentation de solutions innovantes par des partenariats avec les acteurs du territoire, par exemple des habitats légers (de type conteneurs ou équivalent) Envisager des zones mixtes où prévoir dans les PLU par exemple l'obligation d'un R+1 minimum dans leurs zones commerciales pour des bureaux ou des logements, notamment dans les Zones d'Activités Economiques (ZAE) promouvoir le développement de l'économie productive : pourquoi limiter les perspectives à un nombre réduit de filières (nautisme/activités portuaires et écologie industrielle et de l'agroécologie) La large place donnée au tourisme dans la structuration du territoire pose la question de la préservation d'un territoire naturel fragile, en particulier dans un contexte d'accélération des changements climatiques. Le choix entre la poursuite du développement d'un tourisme de masse et la protection des espaces naturels mériterait d'être tranché par les décideurs, bon nombre des principales dispositions et actions recommandées par le projet du SCoT sont assez neutres vis à vis des problématiques climatiques, Le SCOT ne prend pas en compte la résilience nécessaire vis à vis des conséquences accidentelles du développement des extrêmes climatiques et de leurs conséquences : incitation des communes à intégrer ces enjeux dans leurs documents d'urbanisme avec par exemple l'aménagement de dispositifs de rétention d'eau ou encore le développement d'espaces verts plantés et ombragés, Un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal aurait peut-être pu permettre un programme plus ambitieux dans le détail de l'aménagement du territoire en dépassant les stratégies purement communales pour un territoire cohérent.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Les projections démographiques sont justifiées dans le livret 3 du rapport de présentation. La capacité d'accueil est déterminée dans le livret 3 du rapport de présentation, elle fera l'objet de compléments détaillés dans la version pour approbation. Il n'y a pas de volet littoral ayant valeur de SMVM dans le SCoT. En effet, le SMVM Golfe du Morbihan est porté par le Préfet. Le territoire en mer de la façade atlantique n'est donc effectivement pas traité. Le PLH met en avant la volonté d'engager des démarches exemplaires et innovantes en matière d'habitat. La densification des zones économiques est un objectif affiché du SCoT. Celui-ci, cependant, n'a pas souhaité imposer le recours par exemple à du R+1 car ce qui peut être pertinent sur certaines zones peut ne pas l'être sur d'autres. En outre, certaines zones du territoire possèdent déjà des étages non occupés. La promotion de l'économie productive n'est pas limitative, le SCoT ouvre la place à toute autre forme de développement. Avec une approche "4 saisons" et un développement retro-littoral, le SCoT n'encourage pas un tourisme de masse mais plutôt une diffusion à l'année et moins localisée du tourisme. Les objectifs de bonne gestion des eaux pluviales et de nature en ville sont inscrit dans le DOO du SCoT.	
Vannes	C69	LE CALVAR Gwenaelle	Le seuil de 25 habitations est inacceptable. Soutien à l'action des PLUmés. Prendre en considération uniquement : ntégration dans l'environnement, structuration des voies de circulation, proximité des réseaux publics	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Grand Champ	GRC RP01	DERIAN Pierre Yves	Agriculture : les plans d'épandage doivent être rapprochés des exploitations pour minimiser les déplacements / les fosses couvertes sont à privilégier / encourager les réhabilitations des bâtiments existants / inciter à l'agriculture durable	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Grand Champ	GRC RP01	DERIAN Pierre Yves	Mettre en place des services itinérants en zone rurale : santé, formalités administratives	A04 SCoT : Activités économiques	Toutes les communes	L'objectif 1.3. en précision de l'armature territoriale, indique bien que l'organisation territoriale privilégie les centralités locales. L'objectif 8.2 vise à anticiper les équipements et services de proximité, en visant leur maintien et leur optimisation pour au bénéfice des habitants. La réponse s'organise en conséquence principalement sur les centralités de chaque commune plutôt que par une offre itinérante.	
Grand Champ	GRC RP01	DERIAN Pierre Yves	Rénovation énergétique à favoriser surtout en deuxième couronne (temps de transport allongé, revenus plus faibles...)	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un programme d'actions, incluant des rénovations énergétiques de bâtiments. Il pointe les enjeux d'aménagement, fixe les orientations et les objectifs à atteindre. Le Programme Local de l'Habitat, élaboré conjointement avec le SCoT, décline un plan d'actions. Le PLH intègre une action en matière de rénovation énergétique du parc privé, l'Opération Rénovée. Tous les propriétaires occupants peuvent bénéficier d'un accompagnement pour mener à bien leur projet, ainsi que d'une aide financière à la réalisation de travaux d'économie d'énergie selon critères d'éligibilité (notamment liés aux ressources).	
Grand Champ	GRC RP02	RICHARD Didier et Virginie	Quelques imprécisions : justification de l'objectif d'évolution démographique retenu, calcul et possibilité de réduction de la surface de la consommation de 600ha sur 10 ans, objectif "zéro artificialisation des sols", répartition des 1700 logements par an par commune, non réalisation de l'objectif annuel par les communes, quantification de la production de gaz à effet de serre, actions à conduire pour réduire la production des gaz à effet de serre (Ex : reboisement, interrogations sur le développement de l'énergie éolienne)	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Le livret 3 du rapport de présentation précise les éléments qui ont conduit à l'hypothèse de 200 000 habitants. Il ne s'agit pas de 600 hectares "à artificialiser" mais d'une consommation foncière qui ne devra en aucun cas dépasser les 600 hectares. A noter qu'il s'agit déjà d'une forte réduction à la fois par rapport au passé mais aussi par rapport aux deux SCoT votés en 2016. Concernant la répartition des logements, le Programme Local de l'Habitat (PLH) assure cette répartition sur les 6 prochaines années. Pour la question des gaz à effet de serre, le PCAET (plan climat air énergie territorial) vient fixer les objectifs de mise en oeuvre d'une réduction des gaz à effet de serre et de production renouvelable associée.	
Registre dématérialisé	RD002		Demande de mise en ligne de l'avis de l'autorité environnementale	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Un problème technique a été constaté sur le registre dématérialisé le matin de l'ouverture de l'enquête publique et a été rectifié le jour même et ne remettant pas en cause l'accès au dossier et sa prise de connaissance par le public.	
Registre dématérialisé	RD013	Federation d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Dans un dossier argumenté, la Fédération pointe les insuffisances du SCoT et formule des contre-propositions sur plusieurs thèmes : indicateurs de suivi du SCoT, indicateur de protection, mise en oeuvre du suivi, qualification des villages et SDU, coupures d'urbanisation, méthode des analyses, charte du PNR.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	voir réponses ci-dessous.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Indicateurs de suivi du SCoT (p 155-159 livret 3) : - Revoir enveloppe 600 ha maxi : réduire fortement la part dédiée aux activités économiques. Bien préciser et clarifier l'enveloppe de départ - Suivre a minima annuellement l'indicateur, à l'aide par exemple des outils du CEREMA - Définir des seuils de dépassement du budget d'artificialisation par niveau de criticité nécessitant un seuil de gravité et seuil d'alerte avec plan d'actions de correction de la trajectoire - Objectif zéro artificialisation nette de surfaces dans les EPR : application immédiate dès la 1ère année /suivre l'indicateur a minima annuellement / communiquer l'indicateur sur le site GMVA - Consommation d'espace pour l'urbanisation dans les zones jouxtant de 300 m et moins la TVB : objectif zéro artificialisation sous 2 ans - Protection durable des espaces sensibles et fragiles à 100 % sous 4 ans et proposition d'un indicateur à suivre a minima annuellement et à communiquer sur le site GMVA	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	<p>Le fait de fixer une limite à l'urbanisation à hauteur de 600ha est déjà très ambitieux compte tenu des dynamiques passées et de l'attractivité toujours très forte sur le territoire. Il est rappelé que ces 600 ha ne sont aucunement un objectif à atteindre mais bien un plafond ne pouvant être dépassé. Concernant plus particulièrement la part dédiée à la vocation économique et aux équipements et services, une justification complémentaire sera apportée. Un document d'urbanisme ne pouvant être rétroactif, c'est bien la date d'approbation du SCoT qui constituera la « date de départ » relative aux surfaces évoquées. Par ailleurs, peu importe le classement dans le PLU, l'artificialisation sera comptabilisé à la date d'approbation du scot en dépit d'un classement en zone urbanisée ou à urbaniser antérieur</p> <p>Ces éléments seront clarifiés dans la version pour approbation du SCoT.</p> <p>Un suivi annuel des données disponibles semble tout à fait intéressant mais il dépend de la disponibilité de ces données.</p> <p>Concernant les « seuils de dépassement », les indicateurs de suivi servent effectivement à identifier des trajectoires critiques et à réviser le SCoT le cas échéant. Le bilan s'effectue avant les 6 ans du SCoT. Etant donné que les PLU ont jusqu'à 3 ans pour se rendre compatible avec le SCoT et que leur mise en application prend également plusieurs années, les effets du SCoT sont difficilement visibles avant la période de 4-5 ans.</p> <p>Les propositions d'un plan d'actions pour assurer la bonne application du SCoT sont pertinentes mais relèvent d'une mise en oeuvre par d'autres documents ou politiques. Pour ce qui concerne une information à la CDPENAF, il n'est pas prévu dans ses statuts d'être mobilisée sur des suivis d'indicateurs. Elle ne peut se positionner que sur des projets ou documents d'urbanisme.</p> <p>Concernant le zéro artificialisation nette dans les espaces proches du rivage avec application immédiate, le zéro artificialisation nette n'est pas un élément réglementaire, mais bien un objectif à moyen ou long terme qui n'a pas été fixé dans le Plan de biodiversité de 2018. Au demeurant, les règles de la loi littoral limitent déjà très fortement l'artificialisation des sols au sein des EPR.</p> <p>Celui-ci indique dans son action 10 : " Nous définirons, en concertation avec les parties prenantes, l'horizon temporel à retenir pour atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » et la trajectoire pour y parvenir progressivement. Les collectivités, à l'occasion du renouvellement de leurs documents d'urbanisme, devront se fixer un objectif de maîtrise ou de réduction de l'artificialisation des sols compatible avec la trajectoire définie au niveau national, tout en tenant compte des spécificités locales. "</p> <p>Le SCoT en inscrivant une diminution de 50% de ses consommations foncières, engage le territoire dans cet objectif.</p>	
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Définir une méthode d'analyse transparente avec indicateurs chiffrés issus de données publiques publiées	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Les indicateurs ont vocation à alimenter l'évaluation obligatoire et réglementaire du SCoT dans 6 ans. Ils constituent le socle commun minimal et n'excluent pas la possibilité pour le maître d'ouvrage de compléter ces indicateurs s'il le juge nécessaire. Ils sont basés sur les données disponibles, leur fréquence et leur pérennité, les compétences de GMVA et les enjeux identifiés dans le territoire. Il n'est pas nécessaire, ni réglementaire, de mettre en avant les moyens opérationnels prévus par GMVA pour réaliser le suivi.	
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Mise en oeuvre d'un suivi : nb de permis accordés en zone proche du rivage et liste mise à disposition sur site GMVA (cf exemple de la communauté d'agglomération de Lorient)	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	>Les indicateurs ont vocation à alimenter l'évaluation obligatoire et réglementaire du SCoT dans 6 ans. Ils constituent le socle commun minimal et n'excluent pas la possibilité pour le maître d'ouvrage de compléter ces indicateurs s'il le juge nécessaire. Ils sont basés sur les données disponibles, leur fréquence et leur pérennité, les compétences de GMVA et les enjeux identifiés dans le territoire. Il n'est pas nécessaire, ni réglementaire, de mettre en avant les moyens opérationnels prévus par GMVA pour réaliser le suivi. >Liste PC mis à disposition sur site de GMVA : Ne relève pas du champ d'application des SCoT, ni de la compétence de l'agglomération.	
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Respecter l'ensemble des engagements de la Charte du PNR, notamment : - contenir l'urbanisation dans les bourgs et villages structurants du PNR - limiter le mitage par une densification au sein de l'enveloppe construite dans le respect de la volumétrie du bâti existant	A07 SCoT : PNR	Toutes les communes	Les SCoTs transposent les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en oeuvre dans les plans locaux d'urbanisme. La Charte du PNR été prise en compte dans le SCoT (au regard de ce qu'un SCoT a le droit d'écrire), les justifications figurant au Rapport de Présentation seront précisées le cas échéant. Le DOO fixe des objectifs ambitieux de densification de l'enveloppe urbaine et de limitation des consommations foncières ,	
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Indicateur de protection : pour tenir compte du recul du trait de côte, porter à 300 m la limite actuelle de la bande inconstructible littorale	A09 SCoT : Loi littoral	Toutes les communes	<p>Le SCoT se met comme objectif de proposer une politique de planification qui intègre les risques, leurs connaissances actuelles et incitent à développer cette connaissance pour permettre des choix s'appuyant sur des bases solides. Ainsi, l'objectif 6.4 assure, dans un corpus réglementaire strict, d'intégrer à la fois les données du type PPR, d'aléas, du PGRI, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, de garantir la conservation des capacités d'expansion de crues, de ne pas influencer de quelque façon que ce soit sur le chemin de l'eau, préservation du trait de côte, etc...</p> <p>Conscient des enjeux et en transversalité avec l'élaboration du SCoT et du PCAET, GMVA a élaboré courant 2018 et 2019 un PAPI (Plan d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention qui a été labellisé par l'Etat. Ce PAPI d'intention présente au travers d'un diagnostic de territoire, la stratégie et le programme d'études retenus pour 3 ans (2019-2022) suivant la labellisation. Il est destiné à la mise en oeuvre d'actions et d'études d'amélioration de la connaissance afin d'élaborer une stratégie assortie d'un programme d'actions et de travaux qui seront à définir, estimer et justifier dans le cadre d'un futur PAPI complet. Ainsi 6 objectifs ont été retenus :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Apporter un complément des éléments de connaissance et de diagnostic de territoire2. Sensibiliser le public sur les risques du territoire et la politique de prévention des inondations3. Anticiper un événement dommageable et optimiser la gestion de crise4. Favoriser un aménagement du territoire résilient5. Concevoir une stratégie de réduction de l'aléa ruissellement et débordement de cours d'eau6. Définir les ouvrages de protection contre les inondations dans le cadre de la prise de compétence GEMAPI	
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Qualification des villages et SDU - Revoir le décompte du nombre de bâtiments - Revoir les distances entre les bâtiments avec un seuil de 30 m au lieu de 50 m - Respecter la qualification du PNR pour les villages - Etablir à 100 bâtiments mini la qualification de village et à 50 mini la qualification de SDU - Supprimer les SDU ne répondant pas aux critères de densité, de continuité et de structuration du bâti : La Lande de Trévras à Baden, Trémodec à Plougoumelen, Largueven à St Gildas de Rhuy, Kerbigeot, Kerfraval, Belle Croix, Le Vondre et Poulhors à Sarzeau, Calzac église, Kergounieux et Trehenvaud à Theix-Noyal - Supprimer les SDU situés dans les EPR : Kerhuillieu, La Belle Etoile et La Lande de Cano à Séné	A09 SCoT : Loi littoral	Toutes les communes	<p>Précision : Dans le rapport de présentation, livret 3, p52 à 54 est présentée la méthode de travail pour l'identification des villages et agglomérations.</p> <p>Il est effectivement inscrit que : « le nombre d'environ 50 constructions a été retenu pour justifier du critère « nombre significatif ». Ce critère a notamment été retenu car, pour le juge administratif, un village au sens de l'article L. 121-8 du code de l'urbanisme est un ensemble de plus cinquantaine de constructions densément regroupées autour d'un réseau de voies publiques (voir notamment CAA de Nantes, 28 février 2014, Commune de Crozon, n°12NT01411). »</p> <p>En revanche, il n'est jamais inscrit qu'une distance de 50m entre les bâtiments qualifie le critère densité significative. C'est une interprétation erronée de la méthode qui précise simplement qu'ont été analysés les secteurs où au moins 6 bâtiments étaient distants de moins de 50 m. C'est au sein de ces secteurs analysés (376 à l'échelle du territoire) que le critère « densité significative » a été regardé.</p> <p>En ce qui concerne les SDU, les associations ne semble pas avoir pris en compte les nouvelles dispositions de la loi ELAN. Le SCOT est tenu de définir les critères des SDU et de localiser les SDU. Les auteurs du SCOT n'ont pas voulu définir des critères qui excluraient de la catégorie des SDU des secteurs qui, en réalité, sont effectivement urbanisés. Cette démarche ne serait pas conforme aux objectifs du législateur.</p> <p>Transparence : La délimitation dans le SCoT n'est pas possible, dans un principe de subsidiarité, c'est bien au PLU de délimiter et non au SCoT. En revanche, la méthodologie de travail réalisée pour arriver aux villages est détaillée p52 et 54 du livret 3 du RP.</p> <p>La justification est apportée par la méthode qui est exposée au Rapport de présentation. Celui-ci explique que seuls 4 villages présentent un nombre de constructions inférieur à 100. Il apporte la justification de leur classement en village. Les autres secteurs classés en village répondent largement aux critères (a priori même le critère nombre avec la manière de comptage réalisée par FAPEGM).</p> <p>L'évolution du nombre de village par rapport aux précédents SCoT est très relative, ce d'autant plus que ces SCOT énumèrent des villages à l'échelle SCOT mais laissent également le soin aux PLU d'identifier, à l'échelle du territoire communal, d'autres espaces urbanisés caractérisés par un nombre et une densité significatifs de constructions. Par ailleurs, en jurisprudence, la notion de village n'est pas conditionnée à un critère d'équipement et de lieux de vie collectif. Les auteurs du SCOT ont choisi de ne pas retenir des critères plus stricts que la loi. Cela conduit nécessairement à réanalyser des secteurs au regard de ces évolutions. L'augmentation du nombre de villages ne signifie pas un développement de l'urbanisation plus conséquent. D'une part, des règles encadrent le développement des villages. D'autre part, l'ensemble des autres règles du SCOT permettent de s'assurer de la maîtrise de l'urbanisation dans ces espaces (objectif de modération de la consommation, trame verte et bleue, espaces remarquables...). Enfin, le nouveau cadre réglementaire de la loi ELAN, conduit à classer des secteurs considérés auparavant comme des secteurs de taille et de densité significative en village.</p> <p>En ce qui concerne les critères spécifiques aux territoires insulaires, il n'a pas paru possible de traiter de la même manière des territoires dont les spécificités géographiques, historiques, sociales, environnementales se distinguent nettement du continent. Les orientations relatives aux droits à construire au sein des villages de l'île aux moines pourraient être travaillées pour correspondre davantage aux contraintes de l'île, si besoin.</p>	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
			- Supprimer les villages soulignés (non extensibles) suivants : Bourgerel à Arradon, Beninze à Arzon, Le Guern à Baden, Kerno et Brouel à l'Île-aux-Moines, Trévras à Larmor-Baden, le Ruault à Sarzeau, Montsarrac et Kerarden à Séné - Supprimer les villages suivants : Le Duer, Landrezac, et Kermoysan à Sarzeau - Supprimer les mentions ne respectant pas la loi littoral (ex : cas de l'insularité, "régime juridique" annoncé pour les villages soulignés)			<p>Fiabilité : Comme évoqué dans la méthodologie, c'est le dernier cadastre disponible lors de la phase de travail (1er janvier 2019) qui a été utilisé car jugé comme le plus objectif. (disponible en ligne gratuitement : https://cadastre.data.gouv.fr/datasets/cadastre-etablab)</p> <p>Ainsi le calcul du nombre de constructions a été effectué à partir de la couche « bâtiment » du cadastre. La grande différence entre le "comptable" inscrit dans le SCoT et celui de la FAPEGM réside dans le fait que les bâtiments de plus de 20m² accolés mais faisant l'objet de plusieurs entités distinctes sont comptabilisées comme une seule entité par la FAPEGM. Par exemple, le numéro 28 de l'analyse FAPEGM a été compté comme 1 bâtiment alors qu'il est comptabilisé comme 5 bâtiments par le SCoT.</p> <p>Conformité : Il n'est jamais fait de lien dans le SCoT entre une distance de 50m et la notion de densité. Dans aucune pièce du SCOT, ni DOO, ni Rapport de présentation. C'est la notion de « continuité » qui peut être regardée avec les distances de 30m ou 50m. Par ailleurs, il est également erroné de dire que la DREAL « préconise » 30 m. Le fascicule n°1 du référentiel de la loi littoral (http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fascicule_n1_continuite_15_juin_2017.pdf) précise p44 « Au regard de la jurisprudence et des formes d'urbanisation existantes en Bretagne, le groupe d'expertise de l'Atelier «littoral» Bretagne a considéré que lorsque un projet se situe à moins de 30 mètres de la dernière construction d'un village ou d'une agglomération, la construction projetée se situe en continuité.</p> <p>Dans les autres cas (à + de 30 mètres), il convient de se référer aux trois critères cumulatifs utilisés par le juge pour déterminer si le terrain d'assiette d'un projet (ou un secteur sur lequel un SCOT ou un PLU autorise une extension de l'urbanisation) est bien en continuité d'une agglomération ou d'un village existant :</p> <p>-la distance du terrain par rapport au village ou l'agglomération ;</p> <p>-la configuration des espaces séparant le terrain de l'agglomération ou du village (caractère urbanisé ou naturel des lieux et/ou de la présence d'une séparation physique susceptible de créer une rupture de continuité : route, cours d'eau, vallon, boisement... Le juge ne considère cependant pas systématiquement que la présence d'une route soit suffisante pour créer une discontinuité) ;</p> <p>-l'urbanisation éventuelle des parcelles immédiatement contigües au projet. »</p> <p>Pertinence : Le retrait du trait de côte est inscrit dans le DOO p68. Il est bien dans l'obligation des PLU que d'en tenir compte dans leur compatibilité au SCoT. Il est par exemple tout à fait possible dans un PLU de dire qu'une partie d'un village ne peut accueillir de nouvelles constructions en raison des risques associées au recul de trait de côte mais que d'autres parties du même village peuvent être développées.</p> <p>Le sens de l'observation « l'artificialisation des sols n'est pas prise en compte » mériterait d'être éclairé.</p>	
Registre dématérialisé	RD013	Fédération d'associations de protection de l'environnement du Golfe du Morbihan	Coupsures d'urbanisation : compléter les coupures manquantes depuis les derniers SCOT et laisser à chaque PLU la possibilité d'en ajouter	A09 SCoT : Loi littoral	Toutes les communes	Les coupures d'urbanisation identifiées dans le SCoT de GMVA portaient sur des secteurs classés en Espaces remarquables et donc protégés de fait et des espaces ne présentant pas de protection particulière. Le choix a été fait de retirer de la cartographie les coupures bénéficiant d'une protection forte de fait et identifier celles qui devront dans les PLU faire l'objet d'une attention et protection particulière. Le SCoT sera questionné et complété le cas échéant.	
						Les PLU ont tout à fait la possibilité d'en ajouter.	
Registre dématérialisé	RD016		Repenser la consommation d'eau potable (installations anciennes et inadaptées aux enjeux écologiques). Développer les toilettes publiques sèches dans les parcs...	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD017		Aménager des espaces verts partagés au pied des logements collectifs. Prévoir des coulées vertes dans les villes et les villages	A08 SCoT : Habitat	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD018		Les logements sociaux doivent être plus concentrés en centre-bourg. Les foyers logements doivent être plus nombreux. Développer un concept "école primaire/maison de retraite"	A08 SCoT : Habitat	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD019		Créer une journée de solidarité pour l'ensemble de la population sur un thème différent chaque année	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD020		Créer des "cuvettes" d'eau de pluie et de ruissellement à positionner selon la topologie du territoire	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD021		Réhabiliter les clubs de 3ème âge disparus tout en repensant les liens possibles avec les écoles primaires	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD022		Créer dans chaque commune un emploi social à temps partiel pour ouvrir et fermer l'église et le cimetière...	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD023		Réhabiliter les églises délaissées ou chapelles isolées pour accueillir l'été des expositions, des concerts éphémères...	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD028		Aider les agriculteurs éleveurs, maraîchers, ostréiculteurs à s'installer au plus près des habitants	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Les règles de distance réciproque entre les agriculteurs et les tiers ne relèvent pas du SCoT.	
Registre dématérialisé	RD032	HESBERT Pierre	Implantation d'activités économiques : prise en compte de l'environnement insuffisante au vu des constats suivants : 1/ Horreur paysagère et architecturale des zones d'activités 2/ Imperméabilisation des surfaces attenantes aux bâtiments 3/ Quasi-absence de végétal. La marque " Parc" du PNR est bienvenue, mais doit comporter une vraie contrepartie à l'endos marketing. La "requalification" proposée se limite à implanter des bassins d'orage, ce qui est intéressant mais on ne gère là que les conséquences d'une imperméabilisation aveugle	A04 SCoT : Activités économiques	Toutes les communes	<p>Tout d'abord, le SCoT présente un objectif de consommation foncière en matière économique bien en retrait par rapport aux SCoTs et documents précédents, en visant une meilleure densité, mais aussi une meilleure répartition au sein du territoire, pour rapprocher zones d'emplois et habitat. Autant de critères qui jouent clairement sur l'environnement. D'autre part, dans l'objectif 9.4 qui traite l'optimisation du foncier économique dédié, le SCoT précise une série d'exigences pour la prise en compte des questions environnementales dans la conception des aménagements des ZAE et des projets d'implantation, en particulier en matière :</p> <p>- d'économie d'espace en privilégiant les constructions mutualisées aux projets individuels pour certains domaines comme l'artisanat,</p> <p>- d'optimisation des surfaces dédiées au stationnement (non imperméabilisation, couverture par photovoltaïque, etc.) et la gestion des eaux (prévoir une gestion intégrée des eaux pluviales en minimisant les rejets dans les milieux, favoriser l'infiltration des eaux de pluie lorsque le sol le permet),</p> <p>- de desserte de ces équipements par des modes doux : liens piétons / vélos avec les centres-bourgs,</p> <p>- de qualité d'insertion architecturale et paysagère en capacité de limiter l'impact des installations nouvelles sur le paysage,</p> <p>- d'exigences de durabilité et de performance énergétique des bâtiments.</p>	
Registre dématérialisé	RD033		Privilégier le logement collectif R+3 max avec des espaces verts. Proposer des exonérations pour tout habitant qui réhabilite de l'ancien	A08 SCoT : Habitat	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD034		Prévoir une rencontre par an entre différentes écoles primaires afin d'apprendre à se connaître.	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD036		Sur le rapport de présentation, un seul signallement sur l'EAU POTABLE : "Limiter les coûts de gestion et d'entretiens des réseaux et réduire les pertes (fuites des réseaux d'eau potable...)", prescription insuffisante au regard des périodes de sur-affluence. Les réseaux d'AEP pourraient arriver en limite de capacité. Le SCoT se devrait de signaler quelles sont les interconnexions possibles avec les réseaux d'AEP des communautés voisines, estimer leurs possibilités de fourniture d'eau potable (et réciproquement) etc. Manquerait aussi un graphe présentant la consommation d'eau potable mois par mois et la capacité de réponse endogène de l'intercommunalité mois par mois	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	Cette question est abordée dans le livret 3 du rapport de présentation, elle sera davantage détaillée dans la version pour approbation.	
Registre dématérialisé	RD042		Consommation foncière dédiée à l'habitat. Le scénario de croissance démographique proposé ne se justifie pas correctement en termes de "capacités d'accueil" du territoire. Ratio de 1 logement pour 1 habitant pouvant dissimuler une politique favorable aux résidences secondaires. Quelle est la stratégie des communes dans ce domaine ?	A08 SCoT : Habitat	Toutes les communes	La capacité d'accueil est déterminée dans le livret 3 du rapport de présentation, elle sera davantage détaillée dans la version pour approbation. Concernant le ratio 1 pour 1, il est à la fois la résultante du phénomène de décohabitation notamment lié au vieillissement des ménages mais aussi effectivement aux résidences secondaires. La question des résidences secondaires est délicate dans le sens où il n'est pas possible d'interdire les résidences secondaires ou le passage d'une résidence principale en résidence secondaire par exemple.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Registre dématérialisé	RD045		CRITERES DE DELIMITATION DES SDU. Remplacer le critère "la présence au minimum d'environ 25 bâtiments situés en continuité les uns des autres" par une formulation du type "la présence au minimum de 25 bâtiments situés en continuité". Préciser le terme de continuité, trop flou et la distance séparant 2 bâtiments.Deux bâtiments séparés de 30 m sont ils en continuité d'urbanisation? Deux bâtiments séparés de 50m ? Enfin, la loi ELAN aborde la notion de densité. Le nombre de bâtiments (25 environ) ne donne aucune garantie. De plus, la rédaction de ce critère dans le SCOT écarte les secteurs qui seraient composés de 15 à 20 logements mais présenteraient une forte densité (par exemple une densité de 20 logements/ha), ce qui est contraire à l'esprit même de la loi ELAN	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Les critères proposés dans le SCoT sont des critères formant un faisceau d'indices permettant de caractériser un SDU. Le SCoT pourra être modifié afin de clarifier la définition des SDU et la méthodologie d'identification. Il est toutefois rappelé que les orientations d'un SCOT ne peuvent être d'un niveau de précision et de contrainte équivalent à celui d'un PLU.	
Registre dématérialisé	RD046		BILAN DE LA CONCERTATION. 10 observations du public sur les registres pour 160.000 habitants, approbation du projet par les élus, avis favorable dans l'ensemble des communes : ne sait pas quoi penser de" tout cet arsenal mis en oeuvre", du procédé utilisé... Salue le travail mené par les structures techniques	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	226 dépositions ont été enregistrées dans le registre dématérialisé, les registres papiers ou encore par mails et courriers. Le projet de SCoT est un projet qui a été élaboré pendant 18 mois en concertation avec les élus et qui a abouti à un consensus. C'est le consensus obtenu qui permet de mettre à l'Enquête publique le document et d'engager la phase d'approbation.	
Registre dématérialisé	RD047		Analyse des besoins fonciers pour les activités économiques à approfondir	A04 SCoT : Activités économiques	Toutes les communes	La justification de ces besoins sera davantage détaillée dans la version pour approbation.	
Registre dématérialisé	RD048		Absence de proposition d'actions pour réhabiliter les bâtiments d'activité économique abandonnés	A04 SCoT : Activités économiques	Toutes les communes	"Dans l'objectif 9.4 qui traite l'optimisation du foncier économique dédié, le SCoT définit les conditions d'ouverture à l'urbanisation de nouveaux fonciers à vocation économique. Dans le second alinéa de ces conditions, il est écrit qu' "en cas de friche(s) économique(s) au sein de la ZAE à étendre, le porteur de projet devra démontrer l'impossibilité de réutiliser les bâtiments existants vacants en vue de nouvelles implantations à vocation économique, ou l'existence d'un projet acté de réoccupation ou de renouvellement de ces bâtiments." Le SCoT souligne donc cet enjeu, mais il n'a pas vocation à constituer un plan d'actions.	
Registre dématérialisé	RD049		Le taux de 0,97% annuel concernant la croissance démographique ne semble pas avoir été réfléchi parmi d'autres hypothèses prospectives. Le lien avec le SCOT n'est pas suffisamment étayé.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Les différentes réflexions relatives à l'approche démographique sont présentées dans le livret 3 du rapport de présentation.	
Registre dématérialisé	RD058	HELAS Jean-François	objectif 4.2 du PADD: inclure dans la revalorisation de tous les patrimoines les murets en pierre sèche limitant les champs et les chemins creux, au même titre que les puits etc... art 4.3 : la préservation des coupures d'urbanisation et le respect des espaces remarquables pressentis n'est pas suffisamment prescriptive	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Des mentions aux murets en pierre sèche et chemins creux pourront être ajoutées. Concernant les coupures d'urbanisation et les espaces remarquables, c'est la loi "littoral" qui s'applique et qui donc est prescriptive puisqu'elle se décline ensuite dans les PLU et les autorisations d'urbanisme.	
Registre dématérialisé	RD063	GIACINTI-DIEBOLT Claudine et Francis	Soutiennent les demandes et propositions de la Fédération d'Associations de Protection de l'Environnement du Golfe du Morbihan	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Voir remarques précédentes.	
Registre dématérialisé	RD065		Le diagnostic ne fait pas apparaître la part de l'emploi salarié relevant du secteur public (Ex : 32 % du total des salariés dans la zone d'emploi INSEE de Vannes en 2016)	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	N'appelle pas de réponse.	
Registre dématérialisé	RD066		Mobilisation foncière pour le logement : peu de référence aux actions de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne	A08 SCoT : Habitat	Toutes les communes	L'EPF peut-être un des outils de mise en œuvre des orientations et objectifs du SCoT en matière de foncier. Le SCoT n'a pas à imposer un outil plus qu'un autre. Le SCoT pourra ajouter une mention de l'outil en encart "pour aller plus loin".	
Vannes	RD067	COUSTERE-PAUTY Vincent	Relève plusieurs lacunes concernant la politique du patrimoine architectural et historique. Objectif de densification et renouvellement urbain, résorption des logements vacants : note en particulier le risque pour le patrimoine si sa valorisation et la préservation des éléments anciens ne sont pas mentionnés / regrette l'absence de références aux aides en termes de réhabilitation de l'ancien	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Ces différents objectifs sont inscrits dans le DOO. Le PLH va plus loin que le SCoT sur les questions de réhabilitation des logements.	
Vannes	RD068		Met en doute l'efficience des prévisions de croissance démographique : référence à des données non actualisées, méthode de répartition des logements supplémentaires au niveau de chaque commune, équation 1700 hab / 1700 log par an sans chiffrage du phénomène de resserrement des ménages, taux de croissance démographique de 1% sans fondement. Il aurait été bon de fournir des arguments chiffrés du choix et de proposer de variantes.Politique foncière qui ne travaille par sur les résidences principales mais inclut les autres formes résidentielles	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	La publication des données INSEE souffre toujours d'un décalage d'environ 3 ans, ce sont les données les plus fiables et les plus récentes qui ont été utilisées pour le SCOT. Les éléments d'explication des scénarios démographiques et de l'organsiation territoriale sont détaillés dans le livret 3 du rapport de présentation. L'équation 1700/1700 tient compte du phénomène de décohabitation des ménages qui est présenté mais aussi des phénomènes de vacance des logements et surtout des résidences secondaires.	
Registre dématérialisé	RD073 et RD074	Association « OBSERVATOIRE DE RHUYS » - Guy Toureaux	On assiste à un vieillissement accéléré de la population, une augmentation de la population "secondaire", une stagnation , voire une régression, de la population permanente et jeune. Le SCoT entérine cette situation	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Au contraire, c'est clairement l'objectif du SCoT que de donner un cadre permettant d'engager les actions en faveur d'un accueil équilibré de la population, sur la base du constat réalisé dans le diagnostic.	
Registre dématérialisé	RD073 et RD074	Association « OBSERVATOIRE DE RHUYS » - Guy Toureaux	Changement climatique (mutation des eaux marines, submersion marine et érosion du trait de côte, espaces de repli) : le SCOT doit être plus ambitieux, plus prescriptif et plus détaillé . On note des oublis , par ex réflexion sur les zones de repli, le développement touristique à l'aune des aléas à venir	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Le SCoT est très ambitieux sur de nombreux domaines, notamment en matière de transition énergétique (davantage détaillées dans le PCAET). Les zones de repli caravanier sont un des objectif du DOO. Le changement climatique pour le développement touristique est également pris en compte.	
Registre dématérialisé	RD073 et RD074	Association « OBSERVATOIRE DE RHUYS » - Guy Toureaux	Dossier de 11 pages intitulé "Etude concernant le secteur «Mer et Littoral » . Volet maritime nécessaire pour prendre en compte la partie "Atlantique" du territoire	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Effectivement, le SCoT ne dispose pas d'un volet littoral et ne traite donc pas des parties en mer de la façade atlantique.	
Registre dématérialisé	RD073 et RD074	Association « OBSERVATOIRE DE RHUYS » - Guy Toureaux	Absence claire de la DEFINITION DE LA CAPACITE D'ACCUEIL DU LITTORAL et des critères de répartition des logements . Interrogations sur les prévisions démographiques, la prise en compte de la population permanente, saisonnière et estivale. La résidence secondaire semble privilégiée. Impacts de la croissance démographique, du changement climatique (réfugiés climatiques) et du développement touristique omniprésents peu ou pas abordés : environnement, déchets, eau, énergie, déplacements,aspect social ...	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	La capacité d'accueil est déterminée dans le livret 3 du rapport de présentation, elle sera davantage détaillée dans la version pour approbation. Les prévisions démographiques et résidentielles et les différents impacts sont justifiés et évalués dans le même livret 3 valant évaluation environnementale.	
Registre dématérialisé	RD073 et RD074	Association « OBSERVATOIRE DE RHUYS » - Guy Toureaux	Application loi ELAN : Il appartiendra aux PLU de faire la difficile distinction entre SDU et secteurs d'urbanisation, ce qu'on peut regretter par crainte d'un manque de cohérence entre les communes	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Les SDU sont listés dans le SCoT comme le code de l'urbanisme l'impose. Les PLU doivent les délimiter, comme le code l'impose également.	
Registre dématérialisé	RD073 et RD074	Association « OBSERVATOIRE DE RHUYS » - Guy Toureaux	Il manque une CARTOGRAPHIE du littoral atlantique reprenant tous les éléments le constituant, tels que les les espaces protégés, les espaces dunaires, les principales zones d'échouage des algues, les périmètres de protection des risques, les digues...	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Le SCoT ne présente effectivement pas une telle carte, mais la majorité des éléments sont évoqués (espaces protégés et PPR notamment).	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Registre dématérialisé	RD077	LE MOAL Yveline	Protéger les zones humides dulciroles et marines et tous les milieux marins Protéger toutes les zones de liaison écologique entre ces 2 types de zones humides Surveiller la montée des eaux et les conséquences de l'hydrodynamisme, leur impact sur les écosystèmes Evaluer les contaminations concentrées dans les sédiments du Golfe. Ne pas oublier que les réseaux d'épuration sont anciens, souvent non séparatifs, de nombreuses maisons n'y sont pas reliées, les performances des stations d'épuration ont des limites.Tous les éléments écosystémiques interconnectés doivent être étudiables, évaluables et protégés	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Ce que le SCoT peut faire en la matière, il le fait, notamment à travers la trame verte et bleue, mais le reste ne relève pas du champ d'application du SCoT.	
Registre dématérialisé	RD079		TRAIT DE COTE : sujet peu traité..Plan du SCoT à reprendre en utilisant les éléments des plans de submersion et PPRL	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	<p>Le SCoT se met comme objectif de proposer une politique de planification qui intègre les risques, leurs connaissances actuelles et incitent à développer cette connaissance pour permettre des choix s'appuyant sur des bases solides. Ainsi, l'objectif 6.4 assure, dans un corpus réglementaire strict, d'intégrer à la fois les données du type PPR, d'aléas, du PGRI, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, de garantir la conservation des capacités d'expansion de crues, de ne pas influencer de quelque façon que ce soit sur le chemin de l'eau, préservation du trait de côte, etc...</p> <p>Conscient des enjeux et en transversalité avec l'élaboration du SCoT et du PCAET, GMVA a élaboré courant 2018 et 2019 un PAPI (Plan d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention qui a été labellisé par l'Etat. Ce PAPI d'intention présente au travers d'un diagnostic de territoire, la stratégie et le programme d'études retenus pour 3 ans (2019-2022) suivant la labellisation. Il est destiné à la mise en œuvre d'actions et d'études d'amélioration de la connaissance afin d'élaborer une stratégie assortie d'un programme d'actions et de travaux qui seront à définir, estimer et justifier dans le cadre d'un futur PAPI complet. Ainsi 6 objectifs ont été retenus :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Apporter un complément des éléments de connaissance et de diagnostic de territoire2. Sensibiliser le public sur les risques du territoire et la politique de prévention des inondations3. Anticiper un événement dommageable et optimiser la gestion de crise4. Favoriser un aménagement du territoire résilient5. Concevoir une stratégie de réduction de l'aléa ruissellement et débordement de cours d'eau6. Définir les ouvrages de protection contre les inondations dans le cadre de la prise de compétence GEMAPI	
Registre dématérialisé	RD080		Mode d'emploi du registre dématérialisé : procédé réducteur car il faut choisir entre toutes les communes ou une seule puis entre SCoT et PDU	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Ce mode de fonctionnement n'impacte pas la prise en compte des diverses observations.	
Registre dématérialisé	RD081		Des lacunes sur la gestion des déchets. Pas de chiffres. Justification du besoin d'une nouvelle installation dans la presqu'île de Rhuys insuffisante	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	<p>Livret 2 du RP (p192 à 203) comprend un chapitre dédié aux déchets.</p> <p>Concernant la P. de Rhuys, le besoin en déchèterie s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none">- La saturation des 3 sites actuels: <p>La fréquentation de chacun des 3 sites, notamment en période estivale Juin – Septembre ne permet pas un accueil et un tri de qualité. La surfréquentation est source de danger sur et en dehors des sites, notamment à cause des remontées de file d'attente sur la voie publique.</p> <ul style="list-style-type: none">- Des sites actuels devenus trop exigus au regard du développement de nouvelles filières de valorisation : <p>Les 3 sites actuels ne peuvent plus accueillir de nouvelles filières permettant de trier et de valoriser les déchets.</p> <p>Des difficultés pour la mise en place de caissons pour la filière EcoDDS, pas de benne DEA (mobilier) à Sarzeau, impossibilité de proposer la collecte séparée du plâtre.</p> <ul style="list-style-type: none">- Le besoin d'un nouvel équipement répondant aux objectifs du territoire engagé dans une démarche Zero Gaspillage et permettant une maîtrise des coûts : <p>Lors de la présentation de l' étude pour le développement du réseau de réemploi sur le territoire de GMVA, le bureau des maire a retenu un scénario incluant une déchèterie « améliorée » sur le pôle de développement de Sarzeau permettant une maîtrise des coûts en limitant le recours à l'enfouissement.</p>	
Registre dématérialisé	RD088	LE LIEPVRE Hubert et Sophie	Soutien aux remarques de l'association des Amis de la Ronde : respect de la loi littoral, des zones Natura 2000, espaces remarquables. Limiter l'artificialisation des sols en limitant, par exemple, le nombre de PC dans la bande de 300m	A09 SCoT : Loi littoral	Toutes les communes	Voir remarques associées.	
Registre dématérialisé	RD090		Le SCoT n'encourage pas les communes à préserver le patrimoine naturel et bâti. Les différentes formes de protection sont à rappeler	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	C'est un objectif du DOO.	
Registre dématérialisé	RD092 et RD093	ASSOCIATION DIJET - St Gildas de Rhuys	Indique en conclusion être en phase avec les objectifs du SCoT et du PADD	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	N'appelle pas de remarque.	
Registre dématérialisé	RD092 et RD093	ASSOCIATION DIJET - St Gildas de Rhuys	Identification des SDU : quelle est la justification du nombre minimum de bâtiments ?	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Registre dématérialisé	RD092 et RD093	ASSOCIATION DIJET - St Gildas de Rhuys	Cartes illisibles. Absence de glossaire. Texte tronqué page 140 du livret 1. Pages 164 à 181 du DOO : copié/collé malencontreux le "document local d'urbanisme couvrant la commune de Baden" est répété pour chaque commune. Quelles sont les définitions de : secteur de grande taille ; grande emprise ; parcelle de taille généreuse & grande parcelle ; petite dent creuse ; coeur d'ilôt ; dent creuse et dent creuse en coeur d'ilot ? Quelle est la différence entre grange et bâtiment agricole,?	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	<p>La cartographie du SCoT est réalisée à une échelle adaptée pour un SCoT. Une attention particulière sera apportée à la lisibilité des cartes dans la version soumise à l'approbation et un glossaire sera ajouté.</p> <p>Il s'agit d'une erreur matérielle qui sera corrigée et qui ne remet pas en cause la compréhension du document.</p> <p>Un effort d'uniformisation des termes employés sera apporté et si nécessaire une définition sera versée au glossaire</p>	
Registre dématérialisé	RD096	RIEDI MC au nom de la liste des élus de "Sarzeau, un avenir partagé"	Signale des erreurs pages 164 à 182 du DOO : on retrouve le même texte se rapportant au document Local d'urbanisme de Baden	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Il s'agit d'une erreur matérielle qui sera corrigée et qui ne remet pas en cause la compréhension du document.	
Registre dématérialisé	RD107		ECONOMIES D'EAU POTABLE : inciter les collectivités à refaire à neuf leurs réseaux d'eau potable ; imposer dans les dossiers de construction de bâtiments neufs l'installation d'un circuit de réutilisation d'eaux usées Effets positifs directs la ressource en eau potable et indirects sur l'assainissement et le bon fonctionnement des stations d'épuration.	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD109		L'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture n'est pas abordée. Le SCoT devrait prioriser la nécessité de développer des pratiques agricoles propres et respectueuses de l'environnement et de la santé des citoyens	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Registre dématérialisé	RD110		Soutien aux "PLUmés du Morbihan" . Le SCoT ne doit pas fixer de nombre de constructions pour l'identification des SDU, conformément à la loi ELAN	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO.	
Registre dématérialisé	RD112		A l'aune des expertises divulguées récemment sur le risque d'effondrement de notre système sociétal, la projection sur 10–15 ans menée sur la base de certaines hypothèses est dépassée. L'accueil de 200 000 habitants est-il pertinent ? Ne faudrait-il pas lier des partenariats politiques avec les autres agglomérations et communautés de communes voisines, moins peuplées, pour rendre leur territoire plus attractif ? De même, densifier une ville comme Vannes, déjà très urbanisée et en proie à des problèmes de circulation croissants, est-il pertinent ? Ne faudrait-il pas plus développer l'agriculture urbaine pour garantir une certaine autonomie de production locale ?	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	<p>Le contexte de transition du modèle sociétal et les incertitudes associées ont été prises en compte dans la mise en œuvre du projet proposé dans le SCoT.</p> <p>L'attractivité et l'accueil démographique ne sont pas un "vase communicant".</p>	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Registre dématérialisé	RD112		Dénonce un grave problème méthodologique et s'interroge sur la valabilité de la consultation publique : dossier de 1500 pages sans synthèse, seulement un mois d'enquête publique, contribution très basse du public (seulement 110 observations sur le registre dématérialisé). Salue un travail de prospective effectué en regrettant que les habitants n'y soient pas plus associés	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	Le dossier de SCoT comporte un résumé non technique (p160 à 178 livret 3 du Rapport de présentation) afin de se faire une idée générale du projet et de ses impacts conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Il permet de faciliter la prise de connaissance par le public. Le public a été informé tout au long de la procédure d'élaboration des projets via le site internet de GMVA : documents de travail, expositions numériques, etc. ont permis d'informer le public. Les projets, une fois arrêtés, ont été mis sans délais à la disposition du public en amont de l'enquête publique.	
Sarzeau	SAR RP08	DALIBOT CHAVASSIEU Floriane	PNR : préservation du patrimoine NATUREL, stopper la densification et l'étalement de l'urbanisation, préservation des terres agricoles, plantation d'arbres, préservation ou renforcement des espaces verts, avec le moins de bétonnage et de constructions possibles	A07 SCoT : PNR	Toutes les communes	Selon la définition de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France, "un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel." Les PNR n'ont pas vocation à interdire tout développement. Selon le Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, les SCoTs sont "destinés à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilités, d'aménagement commercial, d'environnement, etc. Le SCoT doit respecter les principes du développement durable." Le SCoT transpose les dispositions pertinentes de la charte du parc naturel régional et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme."	
Sarzeau	SAR RP11		SCoT plus sérieux que les engagements prévus depuis 2009 ?	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	N'appelle pas de réponse.	
Sarzeau	SAR RP11		Mise en place de composteurs dans les ménages et immeubles, taxe d'incitation au tri, tri plus précis à disposition des habitants	A02 SCoT : Autres	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Sarzeau	SAR RP11		Meilleur accès aux piétons des zones commerciales (accès et dépôt)	A06 SCoT : Déplacements	Toutes les communes	Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un programme d'actions : il pointe les enjeux d'aménagement en matière de transport et de mobilité, il fixe les orientations et les objectifs à atteindre. Le Plan de Déplacements Urbains, élaboré conjointement au SCoT, décline les objectifs en programme d'actions.	
Sarzeau	SAR RP11		Est-ce qu'une pression suffisante sera faite sur les gérants immobiliers pour rénover leurs parcs immobiliers?	A08 SCoT : Habitat	Toutes les communes	Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un programme d'actions, incluant des rénovations énergétiques de bâtiments. Il pointe les enjeux d'aménagement, fixe les orientations et les objectifs à atteindre. Le Programme Local de l'Habitat, élaboré conjointement avec le SCoT, décline un plan d'actions. Le PLH intègre une action en matière de rénovation énergétique du parc privé, l'Opération Rénovée. Tous les propriétaires occupants peuvent bénéficier d'un accompagnement pour mener à bien leur projet, ainsi que d'une aide financière à la réalisation de travaux d'économie d'énergie selon critères d'éligibilité (notamment liés aux ressources).	
Sarzeau	SAR RP13	FAYOLE Maryvonne pour l'association BYCYRHUYS	Clarifier les appellations différentes p24 et 25 du PDU	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	PDU	
Sarzeau	SAR RP13	FAYOLE Maryvonne pour l'associationBYCYRHUYS	3ème alinéa : compléter : collèges, lycées, universités par pôles économiques et administratifs compléter le texte : s'appuyer sur l'expérience des acteurs locaux (dont les associations) pour les aménagements. deux contre exemples : aire de covoiturage de Sarzeau, abri vélo inadapté, restauration de la piste vélo Saint Gildas-Arzon, revêtement inadapté (sable non stabilisé)	C1 Qualité du dossier et de la concertation	Toutes les communes	PDU	
Vannes	VAN RP09		Consultation SCoT.	C2 Prise de renseignements	Toutes les communes	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	VAN RP31	KELLIMER F	Objectif 3.1 du SCoT : il est impératif de construire des aménagements cyclistes sécurisés entre les villes	A06 SCoT : Déplacements	Toutes les communes	Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un programme d'actions : il pointe les enjeux d'aménagement en matière de transport et de mobilité, il fixe les orientations et les objectifs à atteindre. Le Plan de Déplacements Urbains, élaboré conjointement au SCoT, décline les objectifs en programme d'actions.	
Vannes	VAN RP70	LE MOAL Evelyne	Complément RD77. LES MILIEUX AQUATIQUES. Protéger , reconnaître, évaluer et suivre toutes les zones humides ainsi que leurs connexions. A protéger dans les PLU, de même que leurs liens écologiques. Le territoire manque cruellement d'un Institut scientifique d'études des milieux aquatiques. Etude des pollutions nécessaire.	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Ne relève pas du champ d'application des SCoT	
Vannes	VAN RP70	LE MOAL Evelyne	Complément RD 76. ENERGIE DECARBONEE. Propose un tramway électrique du nord de Vannesau moins jusqu'au port, voies ferroviaires avec arrêts locaux afin de faire circuler des trains intercités électrifiés du nord vers le sud du territoire, navettes maritimes électriques, recours aux éoliennes off shore (soutien de Morbihan Energie ?)	A05 SCoT : Ressources	Toutes les communes	Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un programme d'actions : il pointe les enjeux d'aménagement en matière de transport et de mobilité, il fixe les orientations et les objectifs à atteindre. Le Plan de Déplacement Urbains, élaboré conjointement au SCoT, décline les objectifs en programme d'actions.	
Vannes	VAN RP71	Association des PLUmés de Crac'h	Soutient la requête des PLUmés du Morbihan. Ajoute que le législateur a précisé que les autorisations de construire devaient répondre à une "amélioration de l'offre de logements". Afin de favoriser la mixité sociale, pourquoi ne pas introduire la notion de logements permanents dans les critères SDU ?	A11 SCoT : Secteurs Déjà Urbanisés	Toutes les communes	Le loi ELAN confie aux SCoTs le soin de définir les critères d'identification des SDU et de les localiser. Les critères énoncés dans la loi ne sont pas exhaustifs, il revient aux SCoTs de les préciser et compléter au regard des conditions locales. Par ailleurs la loi ELAN précise qu'un SDU se distingue de l'urbanisation diffuse. Le critère de 25 constructions a été retenu pour distinguer les SDU de l'urbanisation diffuse. Il ne s'agit pas d'un critère interdit pas la loi ELAN. Ce critère doit par ailleurs être combiné avec les autres critères énoncés par le DOO. La notion de "logement permanent" n'existe pas dans le code de l'urbanisme.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	L'articulation entre SCOT, PCAET, PDU ne ressort pas dans le dossier : plus méthodologie que temporalité, absence d'évaluation environnementale commune Inexistence de bilan ou d'évaluatino des SCOT précédents. Absence de vision globale du territoire sans justification du développement urbain, sans qualification et quantification des capacités d'accueil du territoire. En urbanisme, absence de méthodologie. Pourquoi ne pas définir des priorités d'urbanisation avant d'étendre en zone agricole? Questions d'ubanisme soumises à la décision des élus au travers du PLU. Le SCOT rappelle les contraintes des textes réglementaires mais leur intégration dans les constats et les éventuelles propositions ne semble pas les prendre en compte. Flou par rapport à la prise en compte de la nature dans l'ensemble des projets : réalisation et/ou intégration des inventaires obligatoires, caractérisation de la trame verte et bleue du premier SCOT pas reprise, absence de qualification des obstacles aux trames,trames forestières oubliées, rôle et protection des têtes de bassin (zonage A insuffisant)	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Même si les 4 document ont été réalisés en même temps, ils sont bien distincts juridiquement et ne peuvent donc faire l'objet d'un document mutualisé. Les SCoT précédents ont été approuvés en 2016, les PLU avait jusqu'à 3 ans pour se mettre en compatibilité, leurs effets ne sont donc tout simplement pas encore perceptibles. La vision globale du territoire est clairement mise en avant tout comme la priorisation donnée au renouvellement urbain. La méthodologie de la trame verte et bleue est précisée dans l'évaluation environnementale.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	Milieux agricoles : certaines données sont anciennes, le choix de consommation n'est jamais fait au regard des espaces agricoles et naturels, la capacité d'accueil du territoire n'est pas clairement définie Maintien d'une agriculture pérenne : mise en place de zones agricoles protégées pour empêcher la rétention du foncier, encourager les exploitations existantes à se diversifier, engager des contractualisations pour gérer les espaces sensibles, autoriser ou non les épandages de boues et d'algues Quelle cohérence apporte le SCOT dans les orientations fondamentales opposables aux PLU ?	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	La capacité d'accueil est déterminée dans le livret 3 du rapport de présentation. Des compléments détaillés seront apportés dans la version pour approbation. Des compléments sur les outils existants seront également effectués dans la version pour approbation.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	Biodiversité et protection de l'environnement : demande la prise en compte concrète de l'environnement dans tous les projets ainsi que les actions liées au climat	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Le DOO répond à cet objectif.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	Nature en ville : demande l'intégration de ce thème dans l'ensemble des actions du SCOT	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Le DOO répond à cet objectif.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	Extension urbaine : demande de prise en compte de l'objectif "zéro artificialisation nette" du plan national pour la biodiversité et une coordination avec le futur SMVM	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Concernant le fait que le SCoT permet encore une artificialisation des sols, même de manière beaucoup plus limitée que ce qui est inscrit dans les deux SCoT en vigueur : il n'apparaît pas pertinent ni possible de stopper d'un seul coup cette artificialisation, au regard des projets déjà en cours, du besoin de loger des personnes et du temps que nécessite le développement programmé de la densification de l'ensemble du territoire. Le zéro artificialisation nette n'est pas un élément réglementaire, mais bien un objectif à moyen ou long terme, terme qui n'a pas été fixé dans le Plan de biodiversité de 2018. Celui-ci indique dans son action 10 : " Nous définirons, en concertation avec les parties prenantes, l'horizon temporel à retenir pour atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » et la trajectoire pour y parvenir progressivement. Les collectivités, à l'occasion du renouvellement de leurs documents d'urbanisme, devront se fixer un objectif de maîtrise ou de réduction de l'artificialisation des sols compatible avec la trajectoire définie au niveau national, tout en tenant compte des spécificités locales. " Le SCoT en inscrivant une diminution de 50% de ses consommations foncières, engage le territoire dans cet objectif.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	SCOT et SDAGE/SAGE : demande de la prise en compte du SAGE	A01 SCoT : Généralités	Toutes les communes	Ces documents sont pris en compte et l'évaluation environnementale le détaille.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	Transports et mobilité : demande, dans le cadre du PCAET, une étude sérieuse de la mobilité sous toutes ses formes sur le territoire de GMVA	A06 SCoT : Déplacements	Toutes les communes	Cette remarque concerne le PCAET et ne relève pas du SCoT. Le PCAET en cours d'élaboration est soumis à la consultation du public du 30/09 au 30/10.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	SCOT et PNR : demande de la conformité du SCOT avec les objectifs de la charte et en particulier le respect de la parole publique donnée dans les engagements pris au titre du PNR	A07 SCoT : PNR	Toutes les communes	Les SCoTs transposent les dispositions pertinentes des chartes de parcs naturels régionaux et leurs délimitations cartographiques à une échelle appropriée, afin de permettre leur mise en œuvre dans les plans locaux d'urbanisme. La Charte du PNR été prise en compte dans le SCoT (au regard de ce qu'un SCoT a le droit d'écrire), les justifications figurant au RP seront précisées le cas échéant.	
Vannes	VAN RP80	PHILIPPON Patrick pour Bretagne Vivante	SCOT et loi littoral : demande la compatibilité du SCOT avec la loi Littoral, une application de la loi Littoral territorialisée à l'échelle du SCOT, l'intégration de la loi Littoral par le SCOT	A09 SCoT : Loi littoral	Toutes les communes	Le SCoT est pleinement compatible avec la loi Littoral.	
Elven	ELV RP02		Consultation SCoT - Lien avec le projet de PLU à Tréffléan	C2 Prise de renseignements	Treffléan	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	VAN RP02		Demande de renseignement sur une parcelle classée en zone agricole sur le projet de PLU à Tréffléan	C2 Prise de renseignements	Treffléan	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	C67	BOURDIER Stéphane pour groupe CARREFOUR	Le centre commercial CARREFOUR est situé dans le cadre du Document d'Aménagement Artisanal et Commercial comme un site d'implantation périphérique majeur La localisation préférentielle proposée apparaît peu lisible au vu des enjeux Souhaite collaborer à la définition des périmètres des secteurs prioritaires de réorganisation Les orientations du DAAC pour l'accueil de nouvelles surfaces à destination du commerce paraissent fortement contraignantes et d'interprétation très large Le groupe CARREFOUR souhaite que des précisions soient apportées sur l'ensemble des prescriptions/recommandations lorsque des réflexions sont menées sur des projets intégrant de la mixité fonctionnelle, une mutation/restructuration d'activités commerciales La fluidité et l'accessibilité du rond point de Luscanen depuis le centre CARREFOUR ne semble pas identifié par le DAAC Le groupe CARREFOUR a toujours travaillé en concertation avec les collectivités (commune ou agglomération	A03 SCoT : DAAC	Vannes	1. Le SCoT n'a pas vocation délimiter le périmètre des enjeux, mais à apporter simplement une localisation qui sera précisée dans les documents d'urbanisme locaux. 2. Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un projet de renouvellement urbain, incluant des réaménagements d'accès routiers : il pointe juste les enjeux de réorganisation. 3. Les prescriptions n'apportent qu'une contrainte limitée à l'implantation de nouveaux locaux commerciaux. Seule une taille minimum par bâtiment est demandée (300 m² SDP) et la construction d'un étage, sur tout ou partie du bâtiment. S'agissant d'un site qui présente surtout des enjeux de renouvellement, de réorganisation et en conséquence d'intensité, ces prescriptions visent plutôt à rechercher une cohérence d'ensemble au site, et de densité.	
Registre dématérialisé	RD076	LE MOAL Yveline	Prévoir un transport électrique entre la sortie Nord Vannes et les boulevards périphériques jusqu'à Conleau Prévoir des navettes maritimes électriques sur chaque rive du Golfe Travailler la desserte ferroviaire Vannes-Auray-sud avec des trains inter-cité. Energie Morbihan devrait soutenir et utiliser les éoliennes offshore	A06 SCoT : Déplacements	Vannes	Le SCoT n'a pas vocation à définir précisément un programme d'actions : il pointe les enjeux d'aménagement en matière de transport et de mobilité, il fixe les orientations et les objectifs à atteindre. Le Plan de Déplacements Urbains, élaboré conjointement au SCoT, décline les objectifs en programme d'actions.	
Vannes	VAN RP03		Prise de renseignement sur le maintien de plusieurs terrains classés en zone agricole, à Vannes	C2 Prise de renseignements	Vannes	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	VAN RP05		Consultation projets SCOT et PDU	C2 Prise de renseignements	Vannes	Demande de renseignements qui n'appelle pas de réponse dans le cadre de l'Enquête	
Vannes	C57	SOREL Françoise Association DJET Saint Gildas de Rhuys	Voir RD92-93			Voir RD92-93	
Vannes	C68	PRIMA Claudie	Idem C53			Idem C53	
Registre dématérialisé	RD050	Eaux et Rivières de Bretagne	Copie courriel C3			Copie courriel C3	
Registre dématérialisé	RD105	Collectif riverains Renneveu Pont-Silio	Idem RD103			Ce type d'installation, qui devra être développé au vu de l'importance du renouvellement urbain, doit être positionné de manière à limiter les impacts et les nuisances. Leur place est à privilégier dans les zones d'activités et dans / à proximité des carrières pour avoir un maillage territorial suffisant compte tenu des tonnages en jeu sur les déchets de la déconstruction.	

Registre	Réf. Observation (suivant registre)	NOM Prénom (intervenant)	Nature et détail de l'observation	Thème	Découpage	Eléments du mémoire en réponse du maître d'ouvrage	Avis de la commission d'enquête
----------	-------------------------------------	--------------------------	-----------------------------------	-------	-----------	--	---------------------------------

SCoT Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération

Analyse des Avis PPA sur le projet arrêté

Sommaire

Sommaire	2
Avis du Centre National de la Propriété Forestière Délégation de Bretagne – Pays de la Loire	6
- Avis Favorable sans remarque (fait le 16 mai 2019)	6
Avis de la DDTM du Morbihan	6
- Avis Favorable sous réserves (transmis le 25 juin 2019)	6
Avis du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan	13
- Avis Favorable assorti de remarques (affiché le 1 ^{er} juillet 2019)	13
Avis de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Morbihan	16
- Avis non précisé avec remarques (reçu par GMVA le 18 juillet 2019)	16
Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité	17
- Avis sans objection (fait le 10 juillet 2019)	17
Avis du Comité Régional de la Conchyliculture de Bretagne Sud	17
- Avis favorable (fait le 28 juin 2019)	17
Avis des SCoT voisins	17
- Arc Sud Bretagne, Avis Favorable sans remarque (reçu par GMVA le 8 juillet 2019)	17
- Questembert Communauté, Avis Favorable avec réserve (reçu en préfecture le 25 juin 2019)	17
- Pays d'Auray, Avis tacitement favorable (courrier reçu par GMVA le 22 juillet 2019)	17
Avis des communes membre de GMVA	19
- Arradon, Avis Favorable sans remarque (affiché le 7 juin 2019)	19
- Arzon, Avis Favorable sans remarque (affiché le 3 juillet 2019)	19
- Colpo, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 2 juillet 2019)	19
- Elven, Avis favorable avec la réserve ci-après (affiché le 15 juillet 2019)	19
- Grand-Champ, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juillet 2019)	19
- Ile aux Moines, Avis Favorable sans remarque (affiché le 11 juillet 2019)	19
- Ile d'Arz, Vote minoritaire (1 Contre, 4 Abstentions et 3 Pour) (affiché le 1 ^{er} août 2019)	20
- La Trinité Surzur, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 27 juin 2019)	20
- Larmor Baden, Avis Favorable sans remarque (affiché le 26 juin 2019)	20
- Le Bono, Avis Favorable sans remarque (affiché le 27 mai 2019)	20
- Le Hézo, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juin 2019)	20
- Locmaria-Grand-Champ, Avis Favorable avec réserve (affiché le 12 juillet 2019)	20
- Locqueltas, Avis Favorable sans remarque (affiché le 23 mai 2019)	21
- Le Tour du Parc, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juin 2019)	21
- Meucon, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 9 juillet 2019)	21
- Monterblanc, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 9 juillet 2019)	21

- Plaudren, Avis Favorable sans remarque (affiché le 16 mai 2019)	21
- Plescop, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juin 2019)	21
- Ploeren, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 3 juillet 2019)	21
- Plougoumelen, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 5 juillet 2019)	21
- Sarzeau, Avis Favorable avec réserve (affiché le 7 juin 2019)	21
- Saint-Gildas de Rhuys, Avis Favorable avec réserve (affiché le 3 juin 2019)	25
- Séné, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 9 juillet 2019)	25
- Saint-Armel, Avis Favorable sans remarque (affiché le 15 juillet 2019)	25
- Saint-Avé, Avis Favorable sans remarque (affiché le 9 juillet 2019)	25
- Saint-Nolff, Avis Favorable sans remarque (affiché le 7 juin 2019)	25
- Sulniac, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 5 juillet 2019)	25
- Surzur, Avis Favorable avec 3 réserves (reçu en préfecture le 18 juillet 2019)	25
- Theix-Noyalo, Avis Favorable avec réserve (reçu en préfecture le 28 juin 2019)	26
- Trédion, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 3 juin 2019)	26
- Vannes, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 3 juillet 2019)	26
Avis des collectivités voisines	26
- Commune de Berric, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 5 juillet 2019)	26
- Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique, Avis favorable (reçu en préfecture, le 15/07/2019)	26
AVIS de la MRAE	27
AVIS CHAMBRE D'AGRICULTURE	40
- Avis favorable avec remarques (fait le 24 juillet 2019)	40
AVIS Du Conseil Départemental du Morbihan	47
- Avis favorable (fait le 29 juillet 2019)	47
AVIS DE LA CDPENAF	48
- Avis favorable sous réserve de la commission réunion le 23 juillet 2019	48

Liste des Avis

ORGANISMES	Date d'avis
Préfecture du Morbihan	25/07/2019
Conseil Départemental du Morbihan	29/07/2019
Chambre du Commerce et de l'Industrie du Morbihan	15/07/2019
Chambre d'Agriculture	24/07/2019
Section Régionale de Conchyliculture de Bretagne Sud	28/06/2019
INAO	10/07/2019
PNR Golfe du Morbihan	28/06/2019
Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)	16/05/2019
Auray Quiberon Terre Atlantique	12/07/2019
Communauté de communes Arc Sud Bretagne	04/07/2019
QUESTEMBERT COMMUNAUTE	17/06/2019
Syndicat Mixte du Pays d'Auray	17/07/2019
Centre Régional de la Propriété Forestière - Bretagne - Pays de la Loire	16/05/2019
Mairie ARRADON	04/06/2019
Mairie ARZON	01/07/2019
Mairie COLPO	26/06/2019
Mairie ELVEN	08/07/2019
Mairie GRAND-CHAMP	04/07/2019
Mairie L'ILE AUX MOINES	08/07/2019
Mairie L'ILE D'ARZ	26/07/2019
Mairie LARMOR-BADEN	24/06/2019
Mairie LE BONO	20/05/2019
Mairie LE HEZO	03/06/2019
Mairie LE TOUR DU PARC	06/06/2019
Mairie LOCMARIA - GRAND-CHAMP	09/07/2019
Mairie LOCQUETAS	20/05/2019
Mairie MEUCON	04/07/2019

ORGANISMES	Date d'avis
Mairie MONTERBLANC	04/07/2019
Mairie PLAUDREN	14/05/2019
Mairie PLESCOP	03/06/2019
Mairie PLOEREN	01/07/2019
Mairie PLOUGOUMELLEN	04/07/2019
Mairie SAINT-ARMEL	07/07/2019
Mairie SAINT-AVE	04/07/2019
Mairie SAINT GILDAS DE RHUYS	23/05/2019
Mairie SAINT-NOLFF	06/06/2019
Mairie SARZEAU	06/06/2019
Mairie SENE	04/07/2019
Mairie SULNIAC	20/06/2019
Mairie SURZUR	15/07/2019
Mairie THEIX-NOYALO	24/06/2019
Mairie TREDION	23/05/2019
Mairie LA TRINITE-SURZUR	24/06/2019
Mairie VANNES	28/06/2019
Mairie BERRIC	03/07/2019

Avis du Centre National de la Propriété Forestière Délégation de Bretagne – Pays de la Loire

- Avis Favorable sans remarque (fait le 16 mai 2019)

Observation technique du CNPF :

Bonne prise en compte des remarques et recommandations du CNPF. L'activité sylvicole est bien présentée dans toutes ses composantes, à la fois, environnementales, sociales mais aussi économiques. Les documents de gestion durable des forêts privées sont également bien mis en avant.

Avis de la DDTM du Morbihan

- Avis Favorable sous réserves (transmis le 25 juin 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
Le SCoT définit ensuite un objectif de besoin foncier de 60 ha pour les grands équipements en précisant quelques projets prévus, et un besoin de 40 ha pour les équipements et services de proximité . La justification des besoins correspondant à ces deux enveloppes devra être précisée.	RP	<u>Voir réponse CDPENAF</u>
Le DOO ne comporte pas de partie spécifique répondant à cette obligation d'explicitation la capacité d'accueil du territoire en application de l'article L 121-21.		Non, ça n'est pas le rôle du DOO. En revanche le Rapport de Présentation dispose bien d'une partie dédiée à la justification du projet au regard de la capacité d'accueil. Cette partie pourra être complétée si besoin (voir observations spécifiques sur la capacité d'accueil).
b) Coupure d'urbanisation Le projet de SCoT mentionne en page 48 du DOO, que seuls peuvent être admis dans les coupures d'urbanisation, des constructions ou aménagements ne compromettant pas le caractère naturel de la coupure. L'enjeu des coupures d'urbanisation, auquel répond le classement en zone non constructible, est de préserver l'espace naturel de toute construction. Notamment dans un rapport de compatibilité aux dispositions du SMVM, cette possibilité doit être interdite, seule l'extension limitée des bâtiments agricoles existants étant autorisée.		Selon le SMVM en vigueur : dans les coupures d'urbanisation, une extension limitée de l'urbanisation est admise à condition que les fonctionnalités urbaines, paysagères et écologiques ne soient pas altérées.

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>- Villages</p> <p>Conformément à la jurisprudence du Conseil d'État de Porto-Vecchio arrêt du 09/11/2015, les villages doivent présenter les critères de nombre de constructions et de densité significatifs.</p> <p>1 Le secteur de La Croix/Trévas à Larmor Baden a fait l'objet d'un arrêt de la CAA de Nantes du 11 mai 2015 qui a qualifié ce lieu-dit de zone d'urbanisation diffuse dans lequel seule est admise l'extension limitée des constructions existantes, toute densification y étant interdite. Il devra donc être retiré de la liste des villages.</p> <p>2 Par ailleurs, certains lieux-dits présentent une fragilité juridique réelle quant à la qualification de village en raison de leur organisation urbaine éloignée des critères habituellement retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les secteurs de Kerno et Kerbillio/Brouel sur l'île aux Moines. 	DOO	<p>1/ Secteur La Croix/Trévas à Larmor Baden. L'arrêt mentionné est antérieur à la promulgation de la loi Elan, qui impose aux SCoT de définir leurs propres critères. Il ne peut donc être regardé comme cadre d'application de la définition d'un village sur le secteur concerné à date d'approbation du SCoT.</p> <p>2/ Au regard de l'application de la loi Elan, le SCoT a défini ses propres critères d'identification des villages. De surcroît, la volonté des auteurs du SCOT a été de tenir compte de la spécificité des territoires insulaires : et notamment le fait que « les territoires insulaires, les agglomérations et villages peuvent également correspondre à des secteurs urbanisés qui ne présentent pas une densité significative de constructions mais qui sont caractérisés par la présence de maisons ou de fermes anciennes (XVI^e au XVIII^e siècles, etc.) et témoignent ainsi d'une présence villageoise très ancienne. A ce titre, ont été retenus les villages de Kerno et Kerbillio/ Brouel sur l'île aux Moines. »</p>
<p>- Secteurs déjà urbanisés</p> <p>1 Le secteur de Kerhuillieu à Séné est situé en espace proche du rivage. La qualification de SDU ne peut donc être retenue au titre des dispositions de la loi littoral modifiée par la loi ELAN (cf arrêt CE 3/06/2009 n°310587 – commune de Rognac). Il devra donc être retiré de la liste des secteurs déjà urbanisés.</p>		Le secteur est situé en frange d'Espace Proche du Rivage à l'échelle SCoT mais l'analyse parcellaire réalisée à l'échelle du PLU semble démontrer qu'il est effectivement situé entièrement au sein des espaces proches du rivage. Il sera retiré de la liste dans la version approuvée sauf s'il est constaté que des parcelles constructibles au sein de cet espace peuvent être considérées comme étant situées hors EPR.
<p>2 Par ailleurs, au vu des critères du SDU énoncés dans l'article L 121-8 du code de l'urbanisme et de ceux développés dans le SCoT, la qualification en SDU des secteurs énumérés ci-après présente, à mon sens, une fragilité juridique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Larguéven à Saint-Gildas-de-Rhuys, du fait de son faible nombre de constructions et de son absence de structuration, - Kerfraival à Sarzeau, du fait de sa faible densité et du faible nombre de constructions. 		En application de la Loi ELAN, le SCoT a défini les critères d'identification des SDU. Au regard des remarques formulées, les critères et secteurs pourront être questionnés.
<p>d) Espaces proches du rivage</p> <p>La notion d'extension limitée en espace proche du rivage devra être complétée par la nécessité de respecter dans les PLU les densités et hauteur « du quartier environnant » en conformité à la jurisprudence du conseil d'Etat « Soleil d'Or » ,</p>		Le DOO précise bien p49 que « De façon générale, sont exclues les opérations qui créent une rupture de proportion importante au sein d'un tissu urbain existant environnant ou en continuité duquel elles viennent s'implanter. »
<p>e) Bande des 100 m</p> <p>Le DOO du SCoT devra rappeler l'interdiction des extensions de constructions existantes ou des changements de destination dans les espaces non urbanisés de la bande littorale des 100 mètres.</p>		Le SCoT n'a pas à rappeler tous les articles du Code de l'urbanisme. Ces règles de la loi Littoral s'appliquent quelle que soit la rédaction du SCoT.

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>3 - Le volet biodiversité - évaluation d'incidence sur Natura 2000 de certains projets</p> <p>Dans le cadre de l'élaboration du SCoT, l'analyse des incidences sur le réseau Natura 2000 a été ciblée sur les secteurs d'ouverture à l'urbanisation prévus dans le SCoT et faisant l'objet d'une spatialisation (sans donner les détails de l'analyse). Il s'agit de 26 projets, à vocation d'activité économique, de tourisme ou d'infrastructures de transport. Dans certains cas, il conviendrait de produire une analyse à l'échelle de l'aire d'influence du projet.</p> <p>Par exemple, le projet de téléski sur les anciennes lagunes à Le-Tour-du-Parc se situe en bordure immédiate du site Natura 2000 de la rivière de Pénerf dans un secteur d'importance pour les oiseaux. De même, le projet d'aménagement des abords du château de Suscinio a pour vocation d'accompagner un accueil plus important de public sur ce site fragile. Ces projets sont donc de nature à intensifier la fréquentation sur ces sites.</p>		<p>Il pourrait être intéressant de proposer des mesures d'évitement et de réduction en fonction des projets. Les mesures d'incidence demandées paraissent très prématurées compte tenu de l'état d'avancement de la réflexion. Aujourd'hui le SCOT prévoit des enveloppes foncières en vue de la réalisation de projets qui restent à préciser.</p> <p>L'analyse a été réalisée conformément aux demandes réglementaires. Elle intègre les effets directs et indirects.</p> <p>Par ailleurs, l'analyse se conforme au niveau de précision actuel de connaissance des projets et ne peut donc réellement entrer dans des détails précis sans risquer d'identifier des incidences erronées dû à la non connaissance du projet.</p> <p>Ces projets seront soumis à évaluation environnementale et étude N2000 dans leur phase opérationnelle.</p>
<p>1 – Déplacements et PCAET</p> <p>Le projet de création de pôles d'échanges multimodaux secondaires dans toutes les centralités est très intéressant, mais il n'a pas abouti jusqu'à la localisation de ces pôles, ni des aires de covoiturage. La réflexion sur la desserte de ces pôles mérite d'être poursuivie.</p>		<p>La réflexion sur la localisation de pôles d'échanges multimodaux au sein des centralités n'est pas de l'échelle d'un SCoT.</p>
<p>2 – Transition énergétique et PCAET</p> <p>En lien très étroit avec le Plan Climat Air Energie Territorial, le SCoT a vocation à créer les conditions et fixer les principes d'un aménagement durable, en économisant l'énergie et en favorisant le développement des énergies renouvelables.</p> <p>Le SCoT doit répondre à ces enjeux, notamment sur la rénovation des logements et des bâtiments tertiaires et industriels, sur les performances énergétiques des futurs logements, sur la promotion de formes urbaines moins consommatrices d'espaces, sur le développement d'installation productive d'énergie renouvelable.</p> <p>Le SCoT répond bien à ce nouveau défi.</p> <p>Toutefois, le SCoT ne prévoit pas de prescription sur les performances environnementales et énergétiques (cf L 141-22 du code de l'urbanisme).</p>		<p>Il s'agit effectivement d'une possibilité qui n'est pas mobilisée dans le SCoT du fait de la réglementation nationale suffisante.</p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>a) Eaux usées</p> <p>Le DOO du SCoT traite dans l'objectif 7.2 de la présentation et gestion des ressources. Il devra être complété concernant les eaux usées.</p> <p>Si cette partie aborde l'acceptabilité des milieux récepteurs, elle n'aborde pas le cas des cours d'eau en incapacité de recevoir des rejets supplémentaires (même traités) lorsque certaines masses d'eau au sens de la directive cadre sur l'eau (DCE) sont déjà dégradées du point de vue physico-chimique et biologique.</p> <p>Le SCoT mériterait de demander, dans les PLU, la mise en œuvre d'une politique globale de gestion des pollutions, consolidée à l'échelle des communes, voire de la communauté d'agglomération en généralisant la réalisation des schémas d'assainissement des eaux usées et en veillant à leur mise à jour en fonction des projets de développement.</p> <p>Concernant en particulier les zones destinées à l'urbanisation et qui seraient dédiées à l'assainissement non collectif, le document devrait rappeler qu'il convient de s'assurer que les sols sont aptes à recevoir des dispositifs de traitement et d'infiltration ou, au moins, à assurer une dispersion efficace des effluents traités évitant ainsi les rejets dans le milieu hydraulique superficiel. Les projets d'urbanisation sur des terrains inaptes à l'infiltration des eaux usées traitées pourraient être reconsidérés voire abandonnés.</p> <p>Ces orientations mériteraient d'être mises en évidence dans le DOO du SCoT afin que ces mesures soient bien prises en compte dans les PLU.</p>		<p>Une partie de l'objectif 7.2 traite déjà de la question des eaux usées : « Assurer une amélioration globale des solutions d'assainissement des eaux usées et pluviales »</p> <p>Les cours d'eau dans l'incapacité de recevoir des rejets supplémentaires (même traités) correspondent à une non-acceptabilité des milieux récepteurs. Cette question est donc bien abordée.</p> <p>Le SCoT est compatible avec le SDAGE et les SAGE dont les orientations ont été prises en compte. Conformément à la loi NOTRE, l'agglomération se dote de la compétence eau et assainissement (dont pluviale) à partir du 1er janvier 2020 pour permettre une articulation efficiente entre capacité d'urbanisation et capacité d'accueil.</p>
<p>b) Eaux pluviales</p> <p>En accord avec les principes fondamentaux du SDAGE Loire-Bretagne, le SCoT devra exiger la mise en œuvre des schémas de gestion des eaux pluviales, notamment sur les communes littorales afin de visualiser les actions à mettre en œuvre pour améliorer la gestion des eaux pluviales et leurs impacts potentiels sur les usages conchylicoles et la baignade.</p>		<p>Cf.ci-dessus.</p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>4 – Volet domaine public maritime - Gestion du trait de côte</p> <p>Le DOO prend en compte l'érosion côtière en prévoyant notamment que « les documents d'urbanisme locaux veillent à limiter les implantations dans les secteurs sous tension. Outre les mesures visant à réduire l'érosion côtière, les documents d'urbanisme locaux anticipent, le cas échéant, le repli » notamment pour les sentiers côtiers (« à la fois sécuriser les parcours et maintenir les accès »), les logements, les activités et les équipements sur les secteurs les plus sensibles.</p> <p>« Dans tous les cas, les choix d'aménagement des collectivités devront (...) mettre en œuvre des mesures assurant la non-aggravation, voire la réduction des risques connus et avérés (notamment ceux liés à l'érosion du trait de côte). »</p> <p>Il conviendra donc de signaler la nécessité de prendre en considération dans les stratégies d'aménagement, les hypothèses de l'étude portant sur le recul du trait de côte à moyen et long terme.</p> <p>Après comparaison des cartes du recul probable du trait de côte issu de cette étude et du SCoT, il apparaît que des zones déjà urbanisées et/ou à densifier sont concernées par un aléa à moyen et long terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sud-ouest du bourg de Larmor Baden, - sud-est du bourg d'Arradon, - bourg de Saint Armel, - Moustérian à Séné, - Brillac à Sarzeau. <p>Le SCoT devra identifier ces secteurs et préciser qu'ils devront faire l'objet d'une attention particulière.</p>		<p>Le SCoT pourra être complété en ce sens.</p> <p>Le SCoT formule comme objectif de proposer une politique de planification qui intègre les risques, leurs connaissances actuelles et incitent à développer cette connaissance pour permettre des choix s'appuyant sur des bases solides. Ainsi, l'objectif 6.4 assure, dans un corpus réglementaire strict, intégrer à la fois les données du type PPR, d'aléas, du PGRI, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, de garantir la conservation des capacités d'expansion de crues, de ne pas influencer de quelque façon que ce soit sur le chemin de l'eau, préservation du trait de côte, etc.</p> <p>Conscient des enjeux, et en transversalité avec l'élaboration du SCoT et du PCAET, GMVA a élaboré courant 2018 et 2019 un PAPI (Plan d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention qui a été labellisé par l'Etat. Ce PAPI d'intention présente au travers d'un diagnostic de territoire, la stratégie et le programme d'études retenus pour 3 ans (2019-2022) suivant la labellisation. Il est destiné à la mise en œuvre d'actions et d'études d'amélioration de la connaissance afin d'élaborer une stratégie assortie d'un programme d'actions et de travaux qui seront à définir, estimer et justifier dans le cadre d'un futur PAPI complet. Ainsi 6 objectifs ont été retenus :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Apporter un complément des éléments de connaissance et de diagnostic de territoire 2. Sensibiliser le public sur les risques du territoire et la politique de prévention des inondations 3. Anticiper un événement dommageable et optimiser la gestion de crise 4. Favoriser un aménagement du territoire résilient 5. Concevoir une stratégie de réduction de l'aléa ruissellement et débordement de cours d'eau 6. Définir les ouvrages de protection contre les inondations dans le cadre de la prise de compétence GEMAPI

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>- L'identification de la TVB</p> <p>Concernant le diagnostic sur les milieux naturels, il conviendrait d'améliorer la cohérence interne des références entre les différentes sous-parties du document.</p> <p>Concernant Natura 2000, le document ne fait pas référence aux documents d'objectifs.</p> <p>Concernant la restitution, une carte récapitulative est produite rendant difficilement lisible par l'échelle de représentation choisie. La carte de synthèse identifiant les principaux corridors sous forme de flèche aurait mérité d'être travaillée plus finement, notamment pour identifier les principaux enjeux et points de conflits.</p> <p>Le diagnostic conclut que les grandes fonctionnalités écologiques du territoire sont aujourd'hui maintenues, mais que néanmoins le développement croissant de Vannes et sa première couronne, l'extension des zones d'activité le long des principaux axes de déplacement, ainsi que la consommation d'espaces en général, posent des questions sur le maintien de ces fonctionnalités.</p>		<p>Une carte TVB sous format d'atlas au 1/25 000 ou 1/50 000 pour en faciliter la lecture sera réalisée.</p> <p>Concernant les références du diagnostic, les éléments seront modifiés.</p> <p>Concernant les DOCOB, les points importants seront développés le cas échéant.</p> <p>Les fonctionnalités actuelles sont le résultat d'une dégradation de longue date, ce n'est pas le développement du SCoT qui va faire évoluer fortement cette dégradation des continuités. Il est important de conserver une vision dynamique des atteintes aux continuités.</p>
<p>- Les objectifs liés à la TVB et leur traduction dans les différentes pièces du SCoT :</p> <p>Conserver une armature verte et bleue fonctionnelle est un des objectifs du SCoT « cela passe notamment par l'identification et la restauration des continuités écologiques dégradées ». Sur ce dernier point, les continuités dégradées ne sont pas clairement identifiées.</p> <p>Le SCoT renvoie au PLU la protection de la TVB : « Les PLU délimitent à l'échelle parcellaire les réservoirs de biodiversité et assurent la conservation de l'intégrité écologique de ces espaces par une limitation stricte de l'urbanisation tout en permettant leur bonne gestion. », mais aussi « les espaces protégés au titre des corridors qui assurent le maintien pérenne de leur fonctionnalité afin de les préserver de toute urbanisation ».</p> <p>De même, tout nouveau projet d'infrastructures de transport impactant un corridor devra être aménagé afin d'intégrer les besoins en déplacement des espèces (avec selon les cas, des espaces relais et/ou de passage sous ces infrastructures, etc.).</p>		<p>Les continuités dégradées pourront être identifiées le cas échéant</p>
<p>6 – Préservation de la qualité de l'environnement</p> <p>Le rapport comprend une estimation des émissions de polluants atmosphériques par secteur d'activité.</p> <p>Sauf erreur, le rapport ne précise pas que certaines communes de GMVA sont classées en zone sensible pour la qualité de l'air dans le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie 2013-2018 (SRCAE). Il s'agit de Vannes, La Trinité-Surzur, Theix, Surzur, Séné, Saint-Nolff, Saint-Avé, Plougoumelen, Ploeren et Elven.</p>		<p>Les éléments nécessaires seront précisés.</p>
<p>a) Qualité des sols (sites et sols pollués)</p> <p>L'état initial de l'environnement comprend un bilan exhaustif des sites et sols pollués recensés sur GMVA (EIE – p.224 à 231). Il est noté que les enjeux sanitaires représentés par des sols pollués ou éventuellement pollués sont bien pris en compte et que leur présence doit être recherchée dans les zones de projets. Sauf erreur, le PADD et le DOO ne comportent pas de politique de gestion de ces secteurs.</p>		<p>Le suivi des sites et la gestion éventuelle des dépollutions ne relèvent pas du SCoT.</p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>b) La prise en compte des cours d'eau</p> <p>Le SCoT mériterait d'être complété par des orientations pour les PLU : les lits des cours d'eau et les espaces rivulaires devraient être identifiés à la parcelle, l'implantation des nouvelles urbanisations en retrait par rapport aux berges des cours d'eau devra être favorisée.</p>		<p>Le SCoT de GMVA indique la nécessité de protection de l'ensemble des cours d'eau et de leurs berges. Il n'est pas de son ressort de préconiser des moyens d'actions à destination des PLUs,</p> <p>Le SCOT n'est pas habilité à déterminer le contenu matériel des PLU, et notamment à lui imposer la réalisation d'inventaires.</p> <p>Il pourra comprendre des orientations relatives à l'urbanisation des berges.</p>
<p>Les éléments exposés dans le DOO sont en adéquation pour répondre aux enjeux de la charte conchylicole notamment en ce qui concerne :</p> <p>« la préservation et la reconquête de la qualité des eaux littorales, la réduction de la vulnérabilité des zones conchylicoles avec pollutions bactériologiques »,</p> <p>« la préservation des sites conchylicoles en mer et à terre. »</p> <p>Cependant, quelques points sont à compléter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conchyliculture n'est pas citée parmi les usages se partageant la ressource maritime, - les cartes relatives aux activités liées à la mer et au classement sanitaires sont à clarifier afin de mieux visualiser les implantations conchylicoles et l'ensemble du classement sanitaire. 		<p>Le SCoT pourra être complété en ce sens et la cartographie améliorée.</p>
<p>a) Secteurs déjà urbanisés</p> <p>S'ils devaient être confirmés comme secteurs déjà urbanisés, les secteurs de Kergounieux à Theix-Noyalo et Meudon à Vannes devraient indiquer la nécessité d'un zonage prenant en compte, respectivement, les enjeux de sécurité routière et qualité paysagère et patrimoniale.</p>		<p>Le SCoT n'est pas compétent en matière de sécurité routière.</p> <p>Le SCoT prévoit déjà pour l'ensemble des secteurs déjà urbanisés les enjeux paysagers et patrimoniaux (p55 du DOO):</p> <p>« Les documents d'urbanisme inscrivent une réglementation adaptée au contexte du secteur de manière à en conserver les caractéristiques paysagères, environnementales et urbaines. Ils veillent également à ne pas dénaturer le secteur, à répondre aux enjeux, le cas échéant, d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics. »</p>
<p>b) Espaces proches du rivage</p> <p>Le projet de SCoT précise bien en pages 48 et 49 du DOO, les critères à prendre en compte pour la délimitation des EPR conformément à la jurisprudence existante et mentionne que les documents d'urbanisme locaux traduisent, par une approche géographique concrète, ces différents critères à l'échelle locale sans que l'un des critères soit prédominant.</p> <p>Le SCoT devra inciter les PLU à établir une carte reportant à une échelle précise le périmètre des espaces proches du rivage, compte-tenu de l'impact de cette délimitation, pour les secteurs déjà urbanisés, les extensions limitées et les bâtiments agricoles.</p>		<p>Le SCoT fixe des objectifs et pas la manière de les atteindre. En effet, il n'est pas habilité à déterminer le contenu matériel des PLU.</p>

Avis du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan

- Avis Favorable assorti de remarques (affiché le 1^{er} juillet 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>Après analyse du projet de SCoT, plusieurs observations et remarques peuvent être formulées et sont détaillées dans le présent avis (en gras).</p> <p>Observations : Depuis la parution du décret n° 2018-1193 du 20 décembre 2018, le périmètre labélisé est passé de 29 à 33 communes. Le rapport de présentation livret 2 sera à actualiser. La carte page 82 sera également à actualiser, pour présenter le nouveau périmètre labélisé. La parution du décret n° 2017-1711 du 19 décembre 2017 porte prorogation du classement du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan et classe le territoire pour une durée de 15 ans et de ce fait jusqu'en 2029, et non plus 2026. Les échéances à 6 ans du classement mentionnés dans le projet devront être corrigés.</p> <p>Concernant l'analyse de l'articulation du SCoT avec la Charte du Parc, la mention au Plan de Parc à jour devra être corrigé : le Plan de Parc à jour figurant page 88. La justification concernant la mesure 22.1 de la Charte (se référer aux remarques ci-après), page 82 sera à modifier.</p>	EIE et ensemble du SCoT	<p>Les cartes seront modifiées, le cas échéant et les échéances seront précisées.</p> <p>Pour la justification de la mesure 22.1, la démonstration sera modifiée en conséquence :</p> <p>Le SCoT est bien compatible avec les objectifs de consommation foncière inscrits dans la charte du PNR.</p> <p>La charte du PNR liste les zones U et AU (1AU et 2AU) + NH des documents en vigueur à la date d'élaboration de la charte (8920 hectares) et permet 276 hectares de consommation foncière en plus, soit 9196 ha maximum en 2029.</p> <p>A la date de l'arrêt du SCoT, les zones U + 1AU +NH représentent 8451 ha. A noter que parmi les zones 1AU, certaines ne sont pas urbanisées et seront donc intégrées dans la consommation foncière du territoire.</p> <p>En additionnant les 8451 hectares déjà classés en U, 1AU et NH et les 600 hectares maximums de consommation foncière potentielle inscrits dans le SCoT à l'horizon 2035, cela revient à 9 051 hectares, soit 145 hectares de moins que ce que permet la charte à l'horizon 2030.</p>
<p>Remarque : De manière générale, l'état des lieux environnemental est très général, avec un manque de contextualisation local : beaucoup de listing qui ne mettent pas réellement en avant les éléments d'enjeux locaux.</p> <p>Concernant la partie Natura 2000, certains éléments d'ordres généraux mentionnés ne sont pas forcément pertinents dans le contexte (paragraphe sur les SIC) en revanche, il manque les informations sur le dispositif local existant (gouvernance, DocOB, animation). L'ensemble des 5 sites Natura 2000 disposent d'un Document d'Objectif (DocOb). Ces documents pourraient être mentionnés dans le rapport de présentation, à minima, sur leurs parties enjeux et objectifs à long terme.</p> <p>Concernant la partie Faune/Flore, outre l'approche par statuts réglementaires, des mises en perspective régionales, voir locales seraient plus pertinentes, en s'appuyant principalement sur les différentes listes rouges régionales.</p>	EIE	<p>Le SCoT pourra être modifié pour intégrer les DOCOB et un listing des espèces liste rouge</p>
<p>zonage approprié, les ENS du Département</p> <p>Les sites propriétés du Conservatoire du Littoral sont localisés sur la carte page 65 et les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont présentés pages 85 et 86 du rapport de présentation livret 2 et sont localisés sur la carte page 87.</p> <p>Remarque : Les espaces naturels sensibles seraient à intégrer dans les réservoirs de biodiversité majeurs listés page 61 du DOO, dans l'objectif 6.2 «Diffuser la biodiversité en s'appuyant sur la Trame Verte et Bleue».</p>		<p>Les ENS seront ajoutés en tant que réservoirs de biodiversité réglementaire dans la carte TVB du DOO.</p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>La notion d'espèces exotiques envahissantes est mentionnée dans les inventaires.</p> <p>Remarques : On peut noter des manques sur les cartes d'identification des sous-trames présentes dans le rapport de présentation. Concernant les zones humides (page 48 livret 2), il manque des données sur les communes de Colpo, Plaudren, Trédion, Sulniac, Trefflean et Le Tour du Parc (probablement non exhaustif). Concernant les cours d'eau (carte page 91 du livret 2), il y en a quelques manques liés aux mises à jours des inventaires notamment sur Colpo et Plaudren. Concernant la carte sur la sous-trame littorale, seules les communes de la Presqu'île de Rhuy sont traitées. Le Parc étant actuellement en cours d'élaboration du plan d'action territorial Trame Verte et Bleue, nous venons de finaliser le rassemblement de l'ensemble de ces éléments que nous pouvons vous transmettre, afin de compléter ces différentes cartes du rapport de présentation.</p>		Ces éléments pourront être ajoutés
<p>Dans l'objectif 6.3, il est recommandé de privilégier dans la palette végétale des aménagements publics, espaces verts et futures opérations, les essences d'usage traditionnel ou adaptées au changement climatique et moins productrices de déchets. Il serait intéressant également d'introduire la notion de végétal local dans cette mesure.</p> <p>De plus, la référence au Plan d'action territorial Trame Verte et Bleue, en cours d'élaboration par le Parc (finalisation fin 2019), en déclinaison du SRCE, pourrait être mentionné dans un encart «Pour aller plus loin».</p>		Le SCoT sera complété en ce sens.
<p>Remarque : concernant le bocage, le SCoT pourrait préconiser le classement le plus exhaustif possible de l'ensemble du linéaire inventorié au niveau communal, avec une réglementation adaptée (DOO page 57 et page 63).</p>		Les objectifs du DOO (p57 et 63) fixent un maintien et un développement de la densité bocagère. Il appartient aux PLU de mettre en œuvre leur application avec les outils qu'ils jugent le plus pertinents.
<p>Remarque : le Plan de paysage «renouvellement de la végétation arborée des rivages du Golfe» en cours d'élaboration par le Parc (qui se déclinera dans un programme d'actions dans lequel figurera ces notions) pourrait être mentionné.</p>		Le document en question n'étant pas achevé, il paraît difficile, à ce stade, de l'intégrer.
<p>Remarque : La mention page 119 sur le portage du contrat de bassin versant de Pernerf sera à actualiser, l'animation par le Parc naturel régional s'étant terminée en décembre 2018.</p>	EIE	Le SCoT sera complété en ce sens.
<p>Remarque : une référence aux Plans de paysage «campagne des transitions» et «renouvellement de la végétation arborée des rivages du Golfe», qui intègrent plusieurs fiches actions appuyant les objectifs du SCoT pourrait figurer dans un encart «Pour aller plus loin».</p>	EIE	Une telle mention pourra être ajoutée.
<p>Remarque : Des «vues emblématiques» sont d'ores et déjà identifiées sur le Plan de Parc. Elles seraient à mentionner et à intégrer à minima. La référence à la vue emblématique du Petit Mont dans le tableau page 80 du rapport de présentation livre 3 ne trouve pas de correspondance dans le DOO, et semble plutôt être un extrait du SCoT actuel de la Presqu'île de Rhuy.</p>		Les vues emblématiques pourraient être ajoutées. Le tableau page 80 du livret 3 sera adapté le cas échéant.
<p>Remarque : De nombreux inventaires existent déjà sur le territoire, comme notamment l'inventaire du patrimoine bâti maritime actuellement en cours de finalisation par le Parc qui est intégré à la base de données Kartenn de la région Bretagne. Ainsi la rédaction de la mesure page 34 du DOO, pourrait être ajustée pour intégrer l'existence de ces inventaires déjà réalisés, en incitant les communes à protéger les éléments de patrimoine d'ores et déjà inventoriés dans les PLU en instaurant des mesures de protection au titre de la Loi Paysage et à compléter ces inventaires si nécessaire. Dans ce sens, un guide méthodologique «Préserver, entretenir, restaurer, réhabiliter, valoriser le patrimoine bâti maritime» est en cours de finalisation par le Parc. Il pourrait faire l'objet d'une référence dans un encart «Pour aller plus loin».</p>		L'article 4.2 pourra être complété pour souligner l'existence d'inventaires et l'intérêt de s'appuyer sur ceux-ci. Le document en question n'étant pas achevé, il paraît difficile, à ce stade, de l'intégrer.

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>Remarque : La justification de la compatibilité de la Charte du Parc pour cette orientation présente en page 89-90 du rapport de présentation livret 3 est à préciser, car elle s'appuie sur la date initiale de fin de classement de 2026. En effet, la parution du décret n° 2017-1711 du 19 décembre 2017 porte prorogation du classement du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan et classe le territoire pour une durée de 15 ans et de ce fait jusqu'en 2029, et non plus 2026. Ainsi, la justification d'une consommation globale du SCoT de 40 hectares/an à savoir 240 hectares d'ici 2026 à l'échelle du SCoT, soit 36 hectares de moins que le plafond de consommation de 276 hectares défini sur le territoire du Parc ne peut être retenu comme justification. L'estimation des ouvertures à l'urbanisation à l'échelle du SCoT à l'horizon de 2029 sera de 360 hectares dont 320 à 330 sur le territoire du Parc au regard de l'analyse réalisée ci-dessus. De plus il est probable que les projections de consommation du SCoT intègrent des surfaces qui sont d'ores et déjà ouvertes à l'urbanisation dans les PLU. Si cela est le cas, ces surfaces déjà ouvertes à l'urbanisation seraient à estimer et à soustraire des besoins en extension du SCoT afin de justifier uniquement des futures ouvertures à venir sur le territoire du Parc.</p>		<p>Pour la justification de la mesure 22.1, la démonstration sera modifiée en conséquence :</p> <p>Le SCoT est bien compatible avec les objectifs de consommation foncière inscrits dans la charte du PNR.</p> <p>La charte du PNR liste les zones U et AU (1AU et 2AU) + NH des documents en vigueur à date d'élaboration de la charte (8920 hectares) et permet 276 hectares de consommation foncière en plus, soit 9196 ha max en 2029.</p> <p>A la date de l'arrêt du SCoT, les zones U + 1AU +NH représentent 8451 ha. A noter que parmi les zones 1AU, certaines ne sont pas urbanisées et seront donc intégrées dans la consommation foncière du territoire.</p> <p>En additionnant les 8451 hectares déjà classés en U, 1AU et NH et les 600 hectares maximums de consommation foncière potentielle inscrits dans le SCoT à l'horizon 2035, cela revient à 9 051 hectares, soit 145 hectares de moins que ce que permet la charte à l'horizon 2030.</p>
<p>Remarque : Dans l'objectif 2.3, plusieurs communes du Parc ont un objectif de 40% de production de nouveaux logements au sein de l'enveloppe urbaine : Ploeren, Meucon, Monterblanc, Saint-Nolff, Treffléan, Theix-Noyalo, Sulniac, soit un objectif inférieur au SCoT actuellement en vigueur qui fixe un objectif global de 54%. En cohérence avec les PLU arrêtés ou approuvés dernièrement, il est demandé de maintenir une exigence minimum de 50% sur l'ensemble du Parc.</p> <p>Remarque : Il n'est pas fait mention des «limites déterminées» et des «franges d'extension préférentielle de l'urbanisation» dans le projet de SCoT. Comme pour la mesure concernant les «objectifs d'intensité de développement et de structuration urbaine», il serait nécessaire de compléter le DOO en introduisant dans le SCoT une référence à cette mesure de la Charte : pour les communes situées dans le périmètre du Parc, les documents de planification devront respecter les objectifs de maîtrise de l'évolution des bourgs et ville comme défini sur le Plan de Parc. Il est à noter que des ajustements à ces limites sont permis de par la rédaction de la Charte du Parc, s'ils sont justifiés.</p>		<p>L'objectif actuellement en vigueur de 54% constitue une moyenne à l'échelle de l'agglomération. Cet objectif est en réalité décliné par bassin de vie. Sur le cœur d'agglomération tel que défini à l'actuel SCoT un objectif de 64% est fixé. Sur les autres bassins de vie (pôle de Ploeren, pôle d'Elven et pôle de Theix-Noyalo) les objectifs s'échelonnent de 36% à 40%. C'est bien sur ces objectifs différenciés que les PLU ayant fait l'objet d'une révision ont été construits.</p> <p>Les franges préférentielles ne sont, dans certains cas, pas toujours adaptées ou pertinentes. Aussi, après en avoir échangé, seuls le principe en a été repris dans le DOO pour une meilleure applicabilité de la disposition au stade des PLU.</p>
<p>Remarque : Dans cette partie, la localisation de ces objectifs figurant au Plan de Parc n'est pas présentée, ni mentionnée. Il serait nécessaire de compléter la mesure en introduisant une référence au Plan de Parc pour la précision de la localisation des secteurs concernés par les « objectifs d'intensité de développement et de structuration urbaine ».</p>		<p>Le fait de ne pas reprendre les cartes de localisation des objectifs de densification s'explique par le fait qu'elles ne sont pas toujours pertinentes selon les communes. Ainsi, la logique est bonne et ses principes sont repris dans le DOO mais la carte n'est pas pertinente donc non reprise pour une application stricte.</p>
<p>Remarque : Les «objectifs d'intensité de développement et de structuration des zones d'activités» de la Charte du Parc portent sur les zones d'activités existantes et non sur les zones d'extension. L'optimisation des zones existantes étant recherchée par le SCoT, une référence aux objectifs de la Charte du Parc serait à ajouter, notamment comme indicateur d'optimisation pouvant être utilisé dans les PLU.</p>		<p>La référence à des densités de construction pour les zones existantes pourra être ajoutée.</p>

Avis de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Morbihan

- Avis non précisé avec remarques (reçu par GMVA le 18 juillet 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, vous sollicitez l'avis de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan sur le projet de SCOT arrêté par votre conseil communautaire du 25 avril dernier. Par ce document, vous engagez l'avenir de votre territoire pour les quinze prochaines années en prévoyant un apport de quelque 26 000 nouveaux habitants ainsi que 10 000 emplois supplémentaires.</p> <p>Pour l'accueil des entreprises principalement industrielles et artisanales, votre document d'orientation et d'objectifs (DOO) mentionne, au-delà des surfaces actuellement disponibles (60 hectares), la réservation de 125 nouveaux hectares pour les zones d'activités. Nous nous félicitons de cette orientation qui permettra à votre territoire de conserver un volume annuel de commercialisation sensiblement similaire à celui constaté ces dernières années. De même, nous partageons votre objectif de réaliser un site tertiaire majeur dans le cadre de la mise en place du pôle d'échanges multimodal (PEM).</p> <p>En ce qui concerne le volet commerce et le DAAC associé, les axes que vous préconisez s'inscrivent dans la logique des orientations prônées régulièrement par notre compagnie consulaire. Nous notons avec satisfaction que vous souhaitez donner la priorité à l'accueil du commerce dans les centralités urbaines ou de quartiers que chaque commune devra identifier dans son PLU.</p> <p>S'agissant des sites d'implantations périphériques (SIP) ayant vocation à accueillir les surfaces les plus importantes, vous avez fixé un seuil de création minimum de 1000 m² de surface de plancher par bâtiment pour les zones ouest et est de Vannes, seuil abaissé à 300 m² pour les autres SIP. Cette orientation nous paraît primordiale pour préserver et appuyer la vitalité des différentes centralités de votre territoire.</p> <p>Vous évoquez par ailleurs des possibilités encadrées d'implantation commerciale au sein des enveloppes urbaines. Cette notion d'enveloppe urbaine doit, de notre point de vue, être appliquée spatialement de manière restrictive de façon à éviter des installations malencontreuses, guidées exclusivement par une logique de captage des flux générés par les déplacements. Pour ce qui relève des commerces (sans doute peu nombreux) installés aujourd'hui en dehors des localisations préférentielles énoncées par votre document, il nous semblerait nécessaire qu'ils puissent disposer d'une faculté d'évolution sur leur site actuel. Dans le département, plusieurs SCOT ont adopté cette option en fixant une possibilité d'extension limitée à un maximum de 20 % de surface de plancher supplémentaire.</p>	DOO	<p>La demande d'autoriser une extension de 20% de la surface existante n'est pas possible dans le SCoT, même si certains l'ont fait. Cela pose deux difficultés :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. En soi, cela ouvre un droit qui ne peut être justifié sur des critères d'aménagement du territoire. 2. Il faudrait avoir un recensement de toutes les surfaces de plancher à la date de l'approbation du SCoT pour pouvoir analyser les permis de construire avec les bons outils, ce qui s'avère impossible de fait. <p>Pour autant, l'extension en dehors de la localisation préférentielle est toujours possible dans la limite des surfaces plafonds autorisées. Du coup, la plupart des établissements pourront connaître une évolution de leur surface s'ils en ont besoin, sans changer fondamentalement de proportion.</p>

Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité

- Avis sans objection (fait le 10 juillet 2019)

Avis du Comité Régional de la Conchyliculture de Bretagne Sud

- Avis favorable (fait le 28 juin 2019)

Par le projet de territoire défini, ainsi que les orientations et objectifs déclinés, le SCOT :

- répond à l'enjeu de reconquête de la qualité du milieu marin sur le long terme, condition première pour le maintien de l'activité conchylicole.
- soutient sur le long terme l'activité conchylicole, dans sa composante littorale, terrestre et maritime, pour permettre son maintien et son développement.
- valorise la dimension environnementale des activités aquacoles, et préserve leurs conditions d'exercice au sein de la trame verte et bleue.

Avis des SCoT voisins

- Arc Sud Bretagne, Avis Favorable sans remarque (reçu par GMVA le 8 juillet 2019)
- Questembert Communauté, Avis Favorable avec réserve (reçu en préfecture le 25 juin 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
Réserve : Dans l'objectif 3.2 du Document d'Orientation et d'Objectifs « Optimiser les transports collectifs urbains et interurbains » : « organiser des liaisons interurbaines performantes [...] depuis et vers les pôles environnants (Ploërmel, Pontivy, Redon, Auray). » Il est proposé que soit également étudié l'optimisation d'une liaison vers le pôle de Questembert.	DOO	Les pôles environnants énumérés ne constituent pas une liste exhaustive des liaisons à organiser. Le SCoT pourra être modifié en ce sens

- Pays d'Auray, Avis tacitement favorable (courrier reçu par GMVA le 22 juillet 2019)

Avis des communes membre de GMVA

- Arradon, Avis Favorable sans remarque (affiché le 7 juin 2019)
- Arzon, Avis Favorable sans remarque (affiché le 3 juillet 2019)
- Colpo, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 2 juillet 2019)
- Elven, Avis favorable avec la réserve ci-après (affiché le 15 juillet 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p><i>Le SCOT indique que : « Les ZAE de rayonnement visent à proposer de grands tènements fonciers pour répondre aux enjeux de l'économie productive / industries / logistique. L'objectif est de structurer l'offre autour de 15 ZAE de rayonnement existantes (dont la zone de Saint-Avé Poteau Nord en cours de développement). Pour ces 15 ZAE qui totalisent à fin 2018, 662 ha dont 45 ha disponibles (y compris les 21 ha du Poteau Nord), une adaptation de leur offre sera nécessaire. La capacité cumulée d'extensions des zones existantes, afin de répondre aux besoins de développement, est estimée à hauteur de 42 ha sur la période du SCOT (horizon 2035). »</i></p> <p>La zone d'activités du Gohélis représente une superficie totale de 85 ha. La surface de terrains cessibles (hors voirie et aménagements paysagers) est de 69 ha. A ce jour, elle est occupée (terrains achetés ou en passe de l'être) sur 55 ha. Ainsi, il reste sur la zone d'activités du Gohélis, environ 15 ha réellement disponibles.</p> <p>Ces 55 ha sont occupés par 7 établissements. Chaque entreprise occupe donc en moyenne un foncier de 7,8 ha.</p> <p>La zone du Gohélis est la seule destinée à l'accueil d'entreprises industrielles et logistiques sur le territoire de Golfe du Morbihan–Vannes Agglomération. Ainsi, avec seulement 15 ha disponibles à ce jour, dans l'hypothèse où 2 nouvelles entreprises souhaiteraient s'implanter sur l'agglomération, la zone actuelle serait remplie et ne permettrait plus de répondre aux attentes de nouveaux entrepreneurs ou aux besoins d'extension de ceux en place.</p> <p>Les entreprises attendent une réactivité importante des collectivités dès lors qu'elles ont un projet. C'est pourquoi, il convient de préparer l'avenir. Le SCOT doit en conséquence permettre la réalisation de réserves foncières pour l'accueil d'activité industrielle et logistique au-delà des objectifs affichés par le SCOT (soit 42 ha estimé) si cela est nécessaire.</p>	DOO	<p>Le calcul des surfaces foncières et leur répartition entre les communes a fait l'objet de nombreux échanges et s'appuie sur une logique d'économie du foncier ainsi que l'imposent les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Cette gestion économe va dans le sens également des dispositions prévues par la charte du PNR ou le SRADDET en cours de finalisation.</p>

- Grand-Champ, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juillet 2019)
- Ile aux Moines, Avis Favorable sans remarque (affiché le 11 juillet 2019)

- Ile d'Arz, Vote minoritaire (1 Contre, 4 Abstentions et 3 Pour) (affiché le 1^{er} août 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>Malgré la volonté et la proposition de Madame le Maire et de l'Adjoint à l'urbanisme de voter en faveur du SCoT, les membres du conseil municipal ont décidé de ne pas émettre un avis favorable en s'abstenant pour majorité.</p> <p>Motifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'oubli de la place des îles dans ce document alors qu'elles sont un faire-valoir pour l'agglomération - le fait que l'économie de GMVA est considérée comme trop dépendante des résidences secondaires (p. 186), alors qu'il semble acté que îles le soient (p.116) - La desserte par voie maritime évoquée pour le tourisme estival, quid des insulaires le reste de l'année, ? - Quid des transports terrestres et de l'uniformisation des prix sur les îles par rapport à ce qui a été décidé sur le continent ? 		<p>Les îles ne sont pas « oubliées » dans le document.</p> <p>Le constat qu'une partie du territoire soit économiquement dépendante du tourisme et des résidents secondaires est une caractéristique de notre territoire qu'il convient de prendre en compte, mais ne constitue nullement une critique.</p> <p>Les lignes de desserte maritimes « à l'année » sont évoquées dans le diagnostic à travers l'offre de transports en commun (p130 du diagnostic), dans le PADD à travers l'intermodalité « Afin de répondre aux contraintes topographiques et insulaires des déplacements autour du Golfe, la dimension maritime de la mobilité doit être renforcée. » (p.16 du PADD) et font l'objet d'un objectif « Garantir la mobilité maritime » (p.30 du DOO) qui bien qu'évoqué en lien avec la notion touristique ne doit pas se voir comme estival puisque le SCoT souhaite développer un tourisme « à l'année ».</p> <p>La dernière remarque ne relève pas du champs d'application du SCoT.</p>

- La Trinité Surzur, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 27 juin 2019)

- Larmor Baden, Avis Favorable sans remarque (affiché le 26 juin 2019)

- Le Bono, Avis Favorable sans remarque (affiché le 27 mai 2019)

- Le Hézo, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juin 2019)

- Locmaria-Grand-Champ, Avis Favorable avec réserve (affiché le 12 juillet 2019)

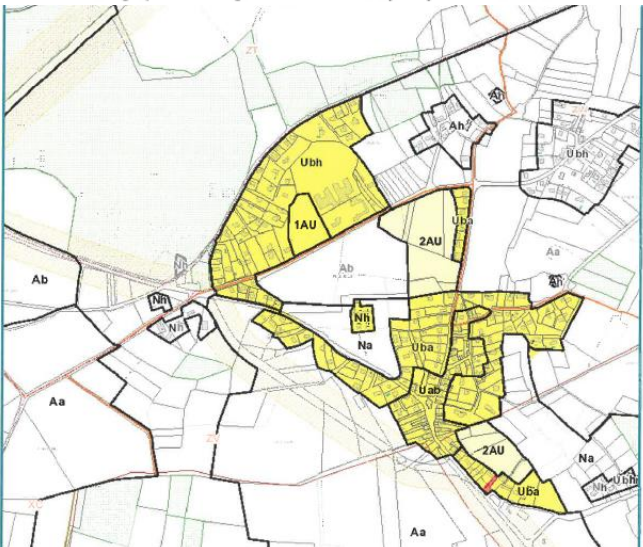
Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>Réserve : Porter à 12 hectares la surface de consommation maximale à vocation résidentielle au lieu de 8 hectares pour la commune de Locmaria-Grand-Champ.</p>	DOO	<p>Le calcul des surfaces foncières et leur répartition entre les communes a fait l'objet de nombreux échanges dans le SCoT. Il découle des objectifs du PLH et s'appuie sur une logique d'économie du foncier ainsi que l'imposent les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Cette gestion économe va dans le sens également des dispositions prévues par la charte du PNR ou le SRADDET en cours de finalisation.</p>

- Locqueltas, Avis Favorable sans remarque (affiché le 23 mai 2019)
- Le Tour du Parc, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juin 2019)
- Meucon, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 9 juillet 2019)
- Monterblanc, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 9 juillet 2019)
- Plaudren, Avis Favorable sans remarque (affiché le 16 mai 2019)
- Plescop, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 12 juin 2019)
- Ploeren, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 3 juillet 2019)
- Plougoumelen, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 5 juillet 2019)
- Sarzeau, Avis Favorable avec réserve (affiché le 7 juin 2019)

Réserve :

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>1. Rapport de présentation – livret 2 – Etat initial de l'environnement - page 32 : il manque le château de Suscinio sur la liste des monuments historiques.</p> <p>2. Rapport de présentation – livret 2 – Etat initial de l'environnement – Page 102 : La carte diagnostic des continuités écologiques représentant la « trame verte et bleue » est illisible et ne fait pas apparaître de manière claire ces trames. Il convient d'adapter cette carte à une échelle suffisante. Par ailleurs, les trames verte et bleue devront tenir compte de la réalité des lieux, des coupures physiques et faire l'objet d'une concertation avec les parties concernées, au regard des dispositions réglementaires récentes. Enfin, les points de conflits doivent être explicités car difficiles à localiser sans qu'on puisse comprendre la nature du conflit.</p>	EIE	L'atlas permettra de répondre à ces questions

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>3. Rapport de présentation – livret 3 – Evaluation environnementale – page 51 : Le paragraphe mentionné ci-après :</p> <p><i>« En cohérence avec la charte PNR mais aussi au regard des enjeux de priorisation du développement en continuité des centralités principales, certains villages font l'objet d'un régime juridique spécifique afin d'éviter leur extension et de privilégier uniquement leur densification ou une extension limitée aux surfaces déjà inscrites dans les documents d'urbanisme en vigueur à la date d'approbation du SCOT. Il s'agit des villages non identifiés comme structurants sur le plan du PNR, à l'exception de Kermoisan- Suscinio qui d'une attention particulière au regard de l'intérêt touristique et patrimonial »</i></p> <p>vise les villages non structurants identifiés à la charte du Parc Naturel Régional.</p> <p>Ces villages sont indiqués au tableau de la page 52 sans être soulignés. Les villages soulignés sont des villages structurants tels qu'identifiés à la charte PNR. Cette précision devrait figurer dans ce paragraphe.</p> <p>Par ailleurs, il manque un verbe à la dernière phrase, ce qui ne la rend pas compréhensible.</p>	EE	Le SCoT pourra être modifié en ce sens

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>4. Rapport de présentation - Livret 3 - Evaluation environnementale – page 52 : il faut une légende pour indiquer la différence entre villages soulignés ou pas tel que précisé en page 40 – objectif 5-1 du Document d'Orientations et d'Objectifs.</p> <p>5. Rapport de présentation – Livret 3 – Evaluation environnementale – page 52 : remplacer « Kerguet » par « Kerguet-Kerblay » dans la liste des villages structurants. En effet, il y a continuité entre Kerguet et Kerblay qui comprend l'Etablissement de Santé Mentale du Morbihan et un lotissement communal.</p> <p>Par ailleurs, l'absence de Kerblay dans la liste des secteurs déjà urbanisés autre que les agglomérations ou villages en dehors des espaces proches du rivage identifiés à la page 59 du présent feuillet démontre que le village est celui de Kerguet- Kerblay.</p> <p>Subsidiairement, s'il ne devait pas être donné une suite favorable au présent alinéa, il conviendrait d'inscrire la partie de Kerblay du village de Kerguet-Kerblay au sein des espaces urbanisés listés à la page 59.</p> <p>Une cartographie du village de Keret – Kerblay est jointe en annexe.</p>  <p>The map shows a detailed urban layout of the Keret-Kerblay area. It features several yellow-shaded zones labeled '1AU', '2AU', and '3AU', which likely represent different urban planning zones. The map includes various street names and other geographical markers, such as 'Ab', 'Aa', 'Na', 'Ubh', 'Uba', and 'Ubaa'. The layout shows a mix of residential and commercial areas, with some zones being more densely built up than others.</p>		

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>6. Rapport de présentation – Livret 3 – Evaluation environnementale – page 56 : remplacer le dernier mot du 1er paragraphe (Suscino) par Kergomrec – Suscino.</p> <p>7. Rapport de présentation – Livret 3 – Evaluation environnementale – page 59 : la liste des secteurs urbanisés devra être complétée pour ceux qui ont des noyaux historiques : Boderin, Bois d'Anic, Calzac Bas, Kerbiboul, Kercoquen, Kergorange, Kerhouët—Saint Colombier, Belle Croix, Le Riellec.</p>		
<p>8. Document d'orientation et d'Objectifs (DOO) – page 40 : remplacer Kerguet par Kerguet-Kerblay conformément aux remarques de l'alinéa 5 du présent article.</p> <p>9. Document d'orientation et d'Objectifs (DOO) – page 41 : remplacer Kerguet par Kerguet-Kerblay conformément aux remarques de l'alinéa 5 du présent article.</p> <p>10. Document d'orientation et d'Objectifs (DOO) – page 79 : ajouter le complexe sportif de la Presqu'île de Rhuy à la liste des équipements structurants.</p> <p>11. Document d'orientation et d'Objectifs (DOO) : aucune mention n'est faite de trois projets d'importance : le repli des campeurs-caravaniers, la rectification de la RD198 à Kerguet – Kerblay et la déviation de Kerentré. Le SCOT de la Presqu'île de Rhuy en faisait état et il est surprenant qu'ils aient été oubliés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le repli des campeurs – caravaniers fait suite à une demande de l'Etat en 1997 et le courrier du Préfet du Morbihan en date du 25 mai 2012 en fixe les modalités. 	DOO	<p>8 et 9. Remplacer Kerguet par Kerguet-Kerblay rend compte de la continuité existante entre les deux lieux-dits et donc qu'un développement de Kerblay tel qu'inscrit au PLU de Sarzeau (zone 1AU) est possible directement à partir du lieu-dit de Kerblay. Comme évoqué par M. le Maire, le fait que Kerblay ne soit pas retenu comme une Secteur déjà urbanisé va dans le sens d'un classement en tant que village. La modification sera apportée.</p> <p>10. Ajout du complexe sportif de la Presqu'île de Rhuy : va dans le sens d'une justification renforcée des besoins en foncier pour les équipements structurants. La demande sera prise en compte.</p> <p>11. Le repli des campeurs-caravaniers est mentionné dans l'objectif 5.4 du DOO, p.50-51, paragraphe « Assurer les conditions d'évolution des terrains de camping et de caravanning », notamment avec les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des secteurs de repli des campeurs caravaniers pourront être identifiés afin de permettre des échanges de terrains, en vue de régulariser ces usages et supprimer progressivement ces installations. • Le SCoT encourage les communes à s'engager dans un processus de réaménagement foncier permettant d'assurer la résorption du phénomène. Les documents d'urbanisme communaux concernés pourront déterminer des sites dédiés. Au regard de l'occupation du sol des secteurs initiaux et de la vocation à retrouver un état naturel ou agricole, les surfaces foncières destinées à devenir des zones de repli ne sont pas comptabilisées comme consommation foncière supplémentaire dès lors qu'un équivalent foncier de 1 pour 1 est observé entre les terrains initiaux et les terrains de repli. <p>Ces éléments correspondent à la Prescription P52 du SCoT de la Presqu'île de Rhuy, à laquelle est ajoutée un complément. La mention des projets en cours pourra être apportée.</p> <p>La demande pourra être prise en compte car comptabilisé dans les besoins en foncier pour les équipements structurants</p> <p>Le SCoT de la Presqu'île de Rhuy, dans sa prescription P43 évoque : « <i>Les documents d'urbanisme des communes veilleront à prévoir, si nécessaire, les emplacements réservés pour la réalisation des ouvrages projetés dans le cadre de l'aménagement des voies.</i></p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
		<i>Ainsi, la rectification de la route départementale 198 au niveau de Kerguet à Sarzeau permettra de soulager la circulation et favorisera les déplacements doux dans ce village. »</i>
12. Document d'Aménagement Artisanal et Commercial – page 181 : la restructuration de la zone de Kerollaire est déjà engagée sous la maîtrise d'ouvrage de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération. Il convient donc de supprimer la phrase visant à « engager une restructuration ».	DAAC	Le DAAC sera modifié afin de tenir compte de cette remarque.

- **Saint-Gildas de Rhuys, Avis Favorable avec réserve (affiché le 3 juin 2019)**

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
Réserve : Modifier le positionnement cartographique du projet de quartier d'activités route de Sarzeau qui est erroné sur le plan figurant page 98 du Document d'Orientation et d'Objectifs.	DOO	Le SCoT pourra être modifié en ce sens.

- **Séné, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 9 juillet 2019)**
- **Saint-Armel, Avis Favorable sans remarque (affiché le 15 juillet 2019)**
- **Saint-Avé, Avis Favorable sans remarque (affiché le 9 juillet 2019)**
- **Saint-Nolff, Avis Favorable sans remarque (affiché le 7 juin 2019)**
- **Sulniac, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 5 juillet 2019)**
- **Surzur, Avis Favorable avec 3 réserves (reçu en préfecture le 18 juillet 2019)**

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<ul style="list-style-type: none"> o la Maison des Services au Public qui échappe à la commune de Surzur, o le manque de locatif annuel surtout de type pavillonnaire sur le territoire pas mis en avant, o pas d'action prévue pour rééquilibrer le déséquilibre des zones ouest/est du territoire en matière de pôle commercial et de services. 	DOO	<ul style="list-style-type: none"> - La question de la maison des services publics ne relève pas du champ d'application du SCoT, - Le SCoT fixe les orientations générales en matière d'habitat et le PLH décline en objectifs opérationnels les besoins en matière de logements, locatifs notamment, - Le SCoT pose comme objectif principal le renforcement des centres-villes en matière commerciale et le rapprochement des populations des services et équipements au sein de chaque commune.

- **Theix-Noyalo, Avis Favorable avec réserve (reçu en préfecture le 28 juin 2019)**

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
Réserve : Le secteur aggloméré de l'est de l'agglomération de Vannes, indiqué Atlantheix concerne la zone agglomérée d'Atlantheix/Saint Léonard (p.39) du projet de SCoT.	DOO	Sera modifié.

- **Trédion, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 3 juin 2019)**

- **Vannes, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 3 juillet 2019)**

Avis des collectivités voisines

- **Commune de Berric, Avis Favorable sans remarque (reçu en préfecture le 5 juillet 2019)**

- **Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique, Avis favorable (reçu en préfecture, le 15/07/2019)**

AVIS de la MRAE

L'autorité environnementale a émis un avis commun aux trois documents élaborés conjointement. Il convient ici d'apporter les réponses aux remarques relevant du SCoT.

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
L'absence de réelle justification de la capacité d'accueil du territoire par le SCoT ne permet pas de fonder le scénario de croissance retenu.		<p>Dès la phase de diagnostic, l'enjeu d'avoir un projet intégrant la notion de capacité d'accueil du territoire a fait l'objet d'un large consensus afin d'assurer un aménagement cohérent, soutenable et réaliste. Ainsi dans la synthèse du diagnostic, une partie rappelle notamment "une pression sur le socle naturel avec une capacité d'accueil limitée".</p> <p>Dans le choix des scénarios d'aménagement et d'accueil de population, la capacité d'accueil a été analysée et a orienté le projet.</p> <p>Le rapport de présentation du SCoT justifie la détermination des capacités d'accueil à la fois dans la partie dédiée "Détermination de la capacité d'accueil" (p 66 et 67 du livret 3 du rapport de présentation) mais aussi dans toutes les parties justificatives associées et plus particulièrement celles relatives à l'organisation territoriale et aux objectifs démographiques et résidentiels (p 21 à 38 du livret 3 du rapport de présentation).</p> <p>Toutefois par souci de clarté, les justifications de la capacité d'accueil seront complétées le cas échéant.</p>
Population, logements et consommation foncière sont répartis sur le territoire en fonction des dynamiques observées, sans travail prospectif autre, en matière de démographie, d'habitat et d'emploi.		<p>Le travail prospectif réalisé dans le cadre de la phase diagnostic a mis en exergue différents scénarios de développement envisageables pour le territoire. Il illustre les points de blocage d'un projet qui ne respecterait pas, localement, les capacités d'accueil du territoire, à la fois sous ses aspects environnementaux et fonciers, mais aussi économiques et sociaux. Cette partie est développée dans la justification des choix démographiques. Basé sur une projection de tendances locales, le travail prospectif a identifié les éventuels points de blocage auxquels il été essentiel d'assurer un changement de trajectoire.</p> <p>A partir de ces projections, plusieurs scénarios de développement démographique et d'organisation territoriale ont été travaillés pour s'assurer de la réponse aux points bloquants.</p> <p>Il en est ressorti notamment que les projections démographiques, résidentielles, économiques et foncières des deux précédents SCoT en vigueur (pour ce qui concerne les ex-intercommunalités de la Presqu'île de Rhuys et de Vannes Agglomération) n'étaient pas souhaitables car trop importantes et potentiellement peu soutenables.</p> <p>Ainsi, sans retenir un scénario parmi ceux présentés, le projet de développement et d'accueil du territoire a été travaillé comme un équilibre entre :</p> <p>-Le respect de ce que l'on pourrait considérer comme la capacité « brute » à accueillir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La capacité d'approvisionnement des ressources (eau potable, énergie, matières premières...) ; • La capacité des milieux récepteurs à accueillir les rejets d'assainissement ; • La capacité foncière limitée entre espaces naturels remarquables, espaces agricoles, secteurs soumis à des risques notamment de submersion ; • Etc. <p>-Et la nécessité de préserver un accueil démographique et économique adapté afin de garantir une mixité sociale et générationnelle, notamment dans les secteurs sous pression foncière du littoral.</p> <p>Le projet de développement démographique et économique s'appuie sur le rôle des communes dans l'armature territoriale, mais aussi de la capacité physique du territoire à offrir du foncier (tant en renouvellement urbain</p>

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
		<p>qu'en extension) et des dynamiques vécues ou potentielles liées aux caractéristiques urbaines et au positionnement des communes.</p> <p>A l'échelle du territoire du SCoT, le PADD illustre également la volonté de renforcer le rôle de la ville de Vannes, d'accompagner l'accueil de population sur secteur des Landes de Lanvaux et de réduire les productions de logements et consommations foncières associées sur la partie littorale, dans une dynamique de rééquilibrage maîtrisé.</p> <p>A ce titre, dans l'objectif 2.3 (spatialiser le développement résidentiel) du DOO, déclinant en partie l'accueil démographique, la proximité avec le littoral s'est traduite par des principes de développement « sans extension urbaine » et de densité renforcés.</p> <p>A noter que l'ensemble des objectifs de traduction locale de la loi Littoral, ainsi que l'ensemble des objectifs relatifs à l'organisation territoriale, à l'optimisation foncière et à la recherche d'une urbanisation cohérente, visent à s'assurer d'un projet tenant pleinement compte de la capacité d'accueil des communes, tant sur les aspects sociaux et environnementaux que sur les aspects économiques.</p>
Le tome 3 du rapport de présentation, relatif à l'évaluation environnementale, est toutefois plus difficile à appréhender, certaines informations y étant dispersées (par exemple pour les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation présentées en p11-12, p111-115, p123-127, p135-137) et l'ensemble du document demandant plusieurs relectures.		Le parti pris du SCoT est de présenter les mesures ERC au fil de l'évaluation environnementale au regard des éléments concernés.
Tome 3 du rapport de présentation : La carte de la trame verte et bleue de l'état initial de l'environnement diffère de celle qui est présentée dans le PADD.		La carte de la TVB de l'état initial est une carte de diagnostic qui effectivement diffère de la carte «du projet politique » du PADD
<p>Le résumé non technique n'apporte qu'une plus-value réduite à l'ensemble des documents et n'est pas en mesure d'éclairer le lecteur de manière synthétique et claire sur les points clés du dossier. La reprise des titres du PADD et du DOO ne permet pas d'en connaître les éléments structurants : armature territoriale proposée, projet démographique, construction de logements attendue, etc., notamment au regard des enjeux environnementaux identifiés dans le rapport de présentation (biodiversité, consommation d'espace, risques, etc.). Les éléments de synthèses (cartes, graphes, etc.) pourtant présentes dans d'autres parties du rapport de présentation, n'y sont pas reproduites.</p> <p>Une synthèse des points caractéristiques du schéma et de l'évaluation, accompagnée de synthèses cartographiques, doit être incluse dans le résumé non technique afin que sa finalité, une compréhension aisée par le public, soit assurée.</p>		Le résumé non technique sera complété.
Le PCAET et le PDU sont très peu évoqués par le dossier du SCOT mais leurs thématiques communes (urbanisme passé et futur, mobilités, énergies renouvelables, GES, changement climatique) sont néanmoins identifiées par le PADD.		Le SCoT sera complété en ce sens afin de mieux identifier les liens entre PDU et PCAET.

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
L'Ae souligne que l'élaboration conjointe des trois documents (SCoT, PCAET et PDU) favorise la cohérence des actions sur le territoire, notamment pour la prise en compte de l'environnement. Une évaluation environnementale commune aurait toutefois permis d'élaborer une prise en compte globale et exhaustive de l'environnement.		Il n'est pas possible réglementairement de faire une évaluation environnementale commune des 3 documents. Une évaluation propre de chaque document est obligatoire. Toutefois, l'agglomération a fait le choix de confier la mission d'évaluation environnementale au travers d'une méthodologie commune à un seul et unique prestataire afin de veiller à la cohérence des démarches en matière environnementale les unes par rapport aux autres et afin que les réflexions s'alimentent les unes par rapport aux autres.
Le PNR Golfe du Morbihan inclut dix-sept communes de GMVA, pour lesquelles le Scot doit être compatible avec la charte du PNR. Celle-ci fixe, entre autres, des consommations maximales ou des densités minimales à respecter par commune pour la période 2014-2026. Les informations fournies dans le rapport environnemental du Scot sont insuffisantes pour démontrer la compatibilité entre les deux documents concernant la consommation d'espace, en ne tenant pas compte des consommations d'espace ayant eu lieu entre 2014 et 2019. Afin d'améliorer la démonstration, il est nécessaire d'inclure ces éléments dans le calcul.		Le SCoT est compatible avec les objectifs de consommation foncière inscrits dans la charte du PNR. La charte du PNR liste les zones U et AU (1AU et 2AU) + NH des documents en vigueur à date d'élaboration de la charte (8920 hectares) et permet 276 hectares de consommation foncière en plus, soit 9196 ha maximum en 2029. A la date de l'arrêt du SCoT, les zones U + 1AU + NH représentent 8451 ha. A noter que parmi les zones 1AU, certaines ne sont pas urbanisées et seront donc intégrées dans la consommation foncière du territoire. En additionnant les 8451 hectares déjà classés en U, 1AU et NH et les 600 hectares maximums de consommation foncière potentielle inscrits dans le SCoT à l'horizon 2035, cela revient à 9 051 hectares, soit 145 hectares de moins que ce que permet la charte à l'horizon 2030. Le Rapport de présentation sera complété en ce sens.
Malgré ces qualités, certains points ne sont pas traités correctement et devraient être complétés et améliorés avant passage à l'enquête publique : – la partie relative aux milieux naturels, y compris marins, à la biodiversité et à la trame verte et bleue ne contient qu'assez peu d'éléments d'appréciation de l'état écologique des milieux (N2000, Znieff, corridors, etc.) bien que des mesures de terrains soient évoquées ;		Le SCoT est un document de planification et non de gestion. La méthodologie d'identification de la TVB a été élaborée et validée dans le cadre des 2 précédents SCoT. Les éléments de caractérisation des corridors sont présents et les secteurs de blocages apparaissent. L'objectif principal étant la préservation, identifier les corridors les plus fragiles n'apporte pas de plus-value à un document de planification.
– la cartographie de représentation de la trame verte et bleue est peu lisible du fait de recouvrements d'éléments et de tailles de représentation inadéquates. L'usage des corridors n'est pas détaillé, il est donc impossible d'en connaître la sensibilité et l'état. Les « points de conflits » ne transcrivent qu'assez mal la fragmentation générée par certaines infrastructures de transport en 2x2 voies très empruntées (RN165, RN767). Les éléments de trame des territoires voisins ne sont pas assez lisibles et peu de continuités inter-territoires sont identifiées. Le travail d'analyse des continuités écologiques mériterait donc d'être en partie revu pour en permettre une prise en compte pertinente et réaliste par les documents d'urbanisme ;		L'ensemble des composantes sont identifiées sur une distance de 3 km à l'extérieur du périmètre du SCoT ce qui est suffisant. La méthodologie d'identification de la TVB a été élaborée et validée dans le cadre des 2 précédents SCoT. Une attention particulière sera apportée à la lisibilité des cartes.
L'Ae recommande à GMVA d'améliorer l'identification et la représentation de la trame verte et bleue en précisant son état, en améliorant la définition des points de conflits pour transcrire réellement les situations de fragmentation, en y intégrant l'étude des connexions avec les territoires voisins, et de la représenter sous une forme plus lisible.		La lisibilité des cartes sera améliorée. Néanmoins, il est important de ne pas confondre document de gestion et de planification.
Plusieurs bilans sont présentés de manière dispersée dans le SCoT : bilan des consommations foncières, comparaison du Scot avec les précédents. Cependant, l'exercice reste trop peu approfondi pour contribuer à établir une réelle évaluation des impacts des précédents schémas sur l'environnement.		"L'article L. 122-13 du code de l'urbanisme prévoit que six ans plus tard après la délibération portant approbation du SCoT, l'établissement public en charge du SCoT procède à une analyse des résultats de l'application du schéma. Les SCoTs en vigueur ayant été approuvés fin 2016, l'analyse des résultats de ces schémas est donc à réaliser au plus tard en 2022. Compte-tenu de leur mise en œuvre récente, il apparaît difficile

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
		et non pertinent d'en dresser un bilan. Dans le cas présent, il s'agit d'une élaboration (création) de SCoT décidée en septembre 2017 qui fait suite au nouveau périmètre de SCoT issu de la fusion des 3 intercommunalités à l'origine de GMVA. Pour rappel, le territoire de GMVA est couvert par 2 SCoT et la partie Nord-Ouest n'est couverte par aucun SCoT. C'est donc le diagnostic présent au livre 1 du rapport de présentation qui permet d'avoir une vision commune et partagée de l'ensemble du territoire du SCoT.
Un scénario « au fil de l'eau » est utilisé dans le dossier du SCOT pour évaluer le schéma du point de vue de ses incidences environnementales, mais le dossier n'apporte pas d'informations le concernant (hypothèses, méthodologie, résultats). Il paraît essentiel de compléter le dossier sur ce point dans un souci de compréhension de celui-ci et d'évaluation pertinente du schéma.		Le SCoT sera complété en ce sens.
Il est précisé dans le rapport de présentation que la démarche d'évaluation environnementale a été intégrée tout au long de l'élaboration du dossier via la prise en compte itérative d'éléments de connaissance relatifs à l'environnement. Mais l'exposé de cette prise en compte reste cependant trop superficiel, ne faisant que citer les analyses sans en détailler le contenu, ce qui ne permet pas d'apprécier l'étendue de la réflexion menée.		La démarche d'évaluation implique : <ul style="list-style-type: none"> • La production d'un guide contributeur présentant les éléments clés de l'EIE, une spatialisation des enjeux et la production d'objectifs opérationnels devant être intégrés dans le PADD ou le DOO tout en gardant en tête la capacité d'action d'un SCoT et donc en prenant acte du code de l'urbanisme. • Ce document a permis de s'assurer le plus en amont possible de l'intégration des enjeux environnementaux dans le document. • La partie itérative de l'évaluation a permis de s'assurer que les enjeux et objectifs références produits initialement soient bien intégrés dans le schéma.
Les scénarios évoqués (variation du taux d'accroissement démographique) ne sont pas évalués et ne peuvent pas à ce titre constituer des solutions de substitution utiles à la démonstration d'une prise en compte réaliste et efficace de l'environnement. Les paramètres sur lesquels le Scot influe sont nombreux : projet démographique, nombre de logements à produire, densité de logements, zones d'activités. Les moyens mis en œuvre peuvent également être variables, que ce soit via l'emploi de prescriptions, d'objectifs ou de recommandations dans le PADD et le DOO. En ne présentant aucune solution de substitution et en ne précisant que succinctement les réflexions et choix retenus pendant l'élaboration du projet de Scot, le dossier ne permet pas d'en évaluer la pertinence au regard de l'environnement.		Le SCoT pourra être complété en ce sens notamment sur la capacité d'accueil et par des apports sur les scénarii.
L'évaluation des incidences sur l'environnement du schéma est menée par notation des orientations du document d'objectifs et d'orientations (DOO) au regard des enjeux environnementaux du territoire. Les notes obtenues, présentées par enjeux, sont positives voire très positives. Le calcul masque cependant la compensation des notes négatives par celles positives. Bien que permettant de rendre compte de manière générale de l'influence du Scot sur l'environnement, ce travail est insuffisant pour en qualifier les effets avec une précision pertinente. Notamment, les incidences « indirectes » sont évaluées de manière superficielle. Le dossier ne contient pas d'analyse pertinente des effets de la dynamique démographique sur les besoins en eau, les déchets et l'assainissement, ou encore l'exposition de population à des risques naturels ...		Une grille analytique a été produite et permet de voir, orientation par orientation les incidences positives et négatives. C'est la somme des analyses qui est positive au final. De plus, les choix opérés par GMVA sont cohérents du reste avec des demandes fortes de protection pour la TVB, la prise en compte des secteurs de risques, l'ambition sur la consommation d'espace. Cette matrice analytique n'a pas été intégrée dans le document initial en annexe comme cela aurait dû l'être ce qui a effectivement empêché les PPA et la population de comprendre précisément les résultats affichés. Cette matrice sera ajoutée dans le document.

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
Quelques mesures d'évitement et de réduction sont proposées, mais leur intégration dans les documents opposables n'est pas précisée. Aucune incidence négative résiduelle n'est identifiée, ce qui est improbable, compte-tenu de la consommation de 600 hectares d'espaces naturels ou agricoles.		Un document de planification a des impacts négatifs, il est clairement indiqué qu'il y'a des incidences négatives résiduelles mais qui ne sont pas compensées en tant que telle car un document de planification n'a pas la possibilité de compenser mais seulement de planifier la compensation.
L'Ae recommande à GMVA d'étudier les incidences potentielles relatives à son projet de Scot, en se basant sur un périmètre justifié, et de les qualifier précisément au regard des enjeux et des sensibilités environnementales du territoire identifiés dans l'état initial de l'environnement, et de présenter de manière claire l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction utilisées		Le SCoT sera complété en ce sens le cas échéant.
Le rapport de présentation du Scot prévoit des indicateurs visant au suivi des conséquences environnementales. Certains indicateurs méritent d'être renforcés, à l'exemple du suivi de la biodiversité qui ne comprend qu'un aspect surfacique (zones humides, espaces boisés classés) ou linéaire (haies). Ils ne permettent donc pas de connaître la qualité biologique de ces espaces ni la manière dont ils évoluent. Les conditions et la responsabilité des suivis ne sont pas précisées. L'utilisation qui sera faite par l'EPCI de ces indicateurs n'est pas détaillée dans le rapport.		Il n'est en aucun cas réglementaire de réaliser des suivis spécifiques de cette nature pour un document de planification. Même si la demande est louable, elle semble disproportionnée par rapport aux besoins et prérogatives en place
Le projet de Scot autorise une consommation d'espaces agro-naturels de 600 ha, soit 40ha/an. Le PADD définit un « objectif d'optimisation du tissu urbain », ainsi que de « préservation des sols ». L'objectif 1.2 du DOO vise à encourager les opérations de renouvellement urbain et de densification enveloppes urbaines pour toutes les opérations d'aménagement (y compris pour le développement de l'activité économique ou les équipements). Cet objectif pourrait raisonnablement être remplacé par une prescription plus ferme concernant la priorisation des constructions dans les centralités par l'usage des zonages 1AU et 2AU.		Il appartient aux PLU et non aux SCoTs de séquencer les ouvertures à l'urbanisation dans le respect des objectifs de consommation foncière inscrits au SCoT. A cet égard, et pour rappel : il n'est pas légal de classer en 2AU - donc fermées à l'urbanisation - des zones qui disposeraient des réseaux. En revanche, le DOO affirme la priorité de l'urbanisation au sein des centralités urbaines (objectifs 2.3, 5.1, etc.). Ce sont les OAP qui organisent la programmation de l'urbanisation de ces zones.
L'action 10 du Plan biodiversité, présenté le 4 juillet 2018, instaure l'atteinte de l'objectif de zéro artificialisation nette. Cet objectif est évoqué dans le dossier, mais l'EPCI ne propose pas de trajectoire permettant de tendre progressivement vers celui-ci.		Le zéro artificialisation nette n'est pas un élément réglementaire, mais bien un objectif à moyen ou long terme, ce terme n'a pas été précisé dans le Plan de biodiversité de 2018. Celui-ci indique dans son action 10 : " Nous définirons, en concertation avec les parties prenantes, l'horizon temporel à retenir pour atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » et la trajectoire pour y parvenir progressivement. Les collectivités, à l'occasion du renouvellement de leurs documents d'urbanisme, devront se fixer un objectif de maîtrise ou de réduction de l'artificialisation des sols compatible avec la trajectoire définie au niveau national, tout en tenant compte des spécificités locales. " Le SCoT, en inscrivant une diminution de 50% de ses consommations foncières, engage le territoire dans cet objectif.
L'Ae recommande à GMVA de prioriser la densification urbaine vis-à-vis des extensions et de spécifier quelle stratégie l'EPCI compte mettre en place pour tendre vers l'objectif de zéro artificialisation nette.		En ce qui concerne la partie résidentielle, la première partie de l'objectif 2.3 du DOO arrêté (P18 à 21) porte exclusivement sur la priorité donnée à produire dans le tissu existant avec plusieurs points prescriptifs, notamment la part de la production imposée dans l'enveloppe urbaine avec des engagements ambitieux allant de 40% à 80% de production « sans s'étendre ». Cet objectif représente pour l'agglomération un investissement

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
		important tant du point de vue budget qu'accompagnement technique. En ce qui concerne le développement économique, le DOO fixe un objectif de densification des ZAE et une modération des consommations foncières. Pour le zéro artificialisation nette, voir réponse ci-dessus.
L'objectif de 200 000 habitants à l'horizon 2035, bien que basé sur l'observation de la tendance démographique actuelle, n'est appuyé par aucun travail prospectif permettant d'apprécier la poursuite du rythme de croissance démographique observé.		La projection de 200 000 habitants n'est pas un objectif à atteindre en soi, c'est une hypothèse réaliste basée à la fois sur les tendances démographiques passées, la connaissance du marché immobilier et les évolutions législatives associées (fin des dispositifs de type "Pinel"...), des projections INSEE mais aussi et surtout des nécessités de produire du logement pour répondre aux besoins existants sur le territoire tout en assurant un accueil adapté au marché de l'emploi actuel et futur et à la capacité des équipements existants et à venir. Une analyse prospective a été réalisée de manière distincte sur les 3 grands secteurs du territoire "Landes de Lanvaux", "le Golfe et ses îles" et le "Cœur d'Agglo".
L'objectif 1.3 limite les extensions urbaines aux centralités ainsi qu'à quelques hameaux retenus par des critères de taille, de densité, ... mais au final, le dossier ne fournit pas d'explications relatives à la ventilation de la répartition de logements alors qu'un effort de densification supplémentaire au bénéfice des pôles d'équilibre et du cœur d'agglomération semble atteignable. En outre, les densités de logements retenues pour le secteur des « Landes de Lanvaux » pourraient être augmentée à 20 logements/ha afin de réduire la consommation d'espace.		Le livret 3 du rapport de présentation précise : "Les déclinaisons communales des prévisions démographiques tiennent compte : - Des projections de décohabitation des ménages ; - Du « point mort » de production de logements par commune sur la période passée ; - De la part des résidences secondaires et de la capacité à influencer sur leur évolution ; - Du rôle de la commune dans l'armature territoriale en renforçant l'accueil démographique des trois pôles d'équilibre (Grand-Champ, Elven et Sarzeau) et de Vannes au sein du cœur d'agglomération ; - Du contexte dynamique et foncier des communes et de la capacité d'accueil des communes littorales." En outre, il précise également que "L'objectif de densité moyenne réparti en 6 catégories adaptées aux différents contextes locaux existants et à l'armature territoriale du présent SCoT veille à la fois à engager une meilleure efficacité foncière pour les nouveaux logements sans créer une rupture nette avec les productions actuelles, laquelle serait contre-productive par rapport aux objectifs démographiques (risque d'arrêt de la production, de décalage élevé entre l'offre et la demande, etc.)."
L'Ae recommande à GMVA de justifier son projet démographique au regard d'un travail prospectif permettant d'asseoir son projet de territoire, et de poursuivre son effort de modération de la consommation d'espace en revoyant à la hausse les densités retenues pour le secteur « landes de Lanvaux ».		Un travail prospectif a été réalisé et le projet territorial s'appuie notamment sur celui-ci. L'effort de modération de la consommation foncière est important au regard à la fois des consommations et des opérations d'aménagement passées mais aussi des SCoT en vigueur et SCoT riverains.
Les changements de destination des bâtiments agricoles sont encouragés dans un but de sauvegarde du patrimoine ancien, mais les incidences en termes de mitage ne sont pas mentionnées ni évaluées.		Pour rappel, les changements de destination sont soumis de manière individuelle à la CDPENAF, ce qui limite l'incidence sur l'espace agricole.
En plus des hameaux où la densification est permise au titre général du dossier, 55 hameaux et villages sont identifiés comme secteur de densification au titre de la loi littorale. Ce nombre élevé est de nature à affaiblir l'atteinte des ambitions du Scot à limiter le mitage et les déplacements.		Au titre de la loi Littoral, l'identification des secteurs déjà urbanisés et des villages est obligatoire. Le DOO précise bien dans l'objectif 1.3 que "Les villages ne doivent pas être le support d'un développement urbain qui s'effectue au dépend des centralités principales" et que pour les secteurs déjà urbanisés "la possibilité d'inscrire de nouvelles constructions doit répondre à un objectif de diversification et d'amélioration de l'offre communale sans qu'une telle production ne vienne concurrencer les programmes de renforcement des agglomérations, bourgs et villages."

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique												
<p>L'examen du dossier révèle qu'environ la moitié des logements à produire ne concernent pas l'accueil de population supplémentaire mais vise à permettre la poursuite des phénomènes résidentiels, dont la transformation de logements en résidences secondaires en est le principal moteur.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Secteur</th><th>Objectif moyen annuel de production de logements</th><th>Pour une croissance démographique estimée à...</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Landes de Lanvaux</td><td>350 logements</td><td>+ 500 habitants</td></tr> <tr> <td>Cœur d'agglomération</td><td>900 logements</td><td>+ 850 habitants</td></tr> <tr> <td>Golfe et ses îles</td><td>450 logements</td><td>+ 350 habitants</td></tr> </tbody> </table> <p>Cette valeur démesurée interroge sur la stratégie de l'EPCI en matière de gestion des populations non résidentes.</p>	Secteur	Objectif moyen annuel de production de logements	Pour une croissance démographique estimée à...	Landes de Lanvaux	350 logements	+ 500 habitants	Cœur d'agglomération	900 logements	+ 850 habitants	Golfe et ses îles	450 logements	+ 350 habitants		<p>La production de logements n'est pas uniquement due au phénomène des résidences secondaires mais aussi au vieillissement global de la population et à la diminution du nombre de personnes par ménage. Pour rappel, les SCoT et les PLU n'ont pas les outils pour empêcher le passage de résidences principales en résidences secondaires. Une projection minimisant ce phénomène serait méconnaître les dynamiques du territoire.</p>
Secteur	Objectif moyen annuel de production de logements	Pour une croissance démographique estimée à...												
Landes de Lanvaux	350 logements	+ 500 habitants												
Cœur d'agglomération	900 logements	+ 850 habitants												
Golfe et ses îles	450 logements	+ 350 habitants												
<p>Il paraît essentiel d'expliquer ce point, notamment vis-à-vis de la politique de l'EPCI concernant l'accueil de populations non résidentes, et d'en évaluer les incidences du point de vue de la consommation foncière. Cet aspect devra être accompagné d'une meilleure justification du desserrement et de la gestion de la vacance des logements.</p>		<p>Les enjeux relatifs aux résidences secondaires sont précisés dès le diagnostic. Une analyse du desserrement de la population et du "point mort" de construction est détaillée également. Il est également rappelé que "l'occupation des résidences secondaires reste complexe à appréhender. À côté du phénomène de retraités partageant l'année entre plusieurs lieux de vie, la proximité de Rennes et Nantes (à moins de 2h) fait aussi du territoire un arrière-pays attractif des métropoles pour une destination régulière de week-end."</p> <p>La politique de GMVA détaillée dans le PADD et le DOO est de favoriser la diversification de l'offre résidentielle, de mettre en œuvre des outils innovants pour l'accueil des jeunes ménages et d'assurer une offre d'hébergements de qualités, pour limiter la dépendance de certains secteurs au phénomène de résidences secondaires, sans nier le phénomène et les retombées économiques associées.</p>												
<p>Le rapport de présentation justifie le besoin de consommation foncière à vocation économique de manière très superficielle par des enjeux d'ordre sociétaux. Or, il appartient à l'EPCI de démontrer la réalité du besoin en termes de ZAE afin d'en démontrer la pertinence vis-à-vis de la consommation foncière induite tout en maîtrisant le développement de friches industrielles.</p>		<p>Le SCoT sera complété en ce sens.</p>												
<p>Bien que les 51 ZAE soient identifiées par le Scot, l'évaluation des incidences potentielles n'est pas approfondie, et la responsabilité de la prise en compte des milieux naturels ou de la trame verte et bleue est reportée aux projets. Pourtant, il est bien du ressort du Scot de traduire les choix d'urbanisme de l'EPCI au regard du contexte environnemental par des mesures d'évitement le plus en amont possible pour limiter les mesures de réduction et de compensation.</p>		<p>Le SCOT identifie les composantes biodiversité (réservoirs et corridors) et y alloue des objectifs forts de préservation. Ces composantes écologiques devront être intégrées dans les projets de PLU et donc dans leurs déclinaisons opérationnelles OAP puis ZAE. De fait, les secteurs remarquables d'un point de vue biodiversité et fonctionnels sont protégés dans le cadre du SCoT.</p>												

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique		
L'Ae recommande à GMVA de démontrer la réalité des besoins en matière de développement de zones d'activité économique, d'étudier les incidences potentielles sur l'environnement de celles-ci et de mettre en place des mesures d'évitement, de réduction et de compensation si nécessaire.		L'objectif posé en nombre d'emplois supplémentaires à l'horizon 2035 est de 9.900. L'analyse des capacités endogènes, et les objectifs posés en termes d'augmentation de l'économie de rayonnement, grâce à l'image et aux conditions d'accueil très qualitative du territoire, donnent approximativement la répartition suivante :		
			Hypothèses de base pour l'évaluation du nombre d'emplois supplémentaires	Emplois plus prioritairement orientés vers les ZAE
		Commerce de détail (physique) :	900	
		Logistique / commerce B to B :	800	800
		BTP :	1500	1500
		Fonctions support aux entreprises / gestion :	1000	500
		Emplois liés au vieillissement / santé :	1200	
		Autres services de proximité :	1500	
		Administration publique :	500	
		Total emplois "endogènes"	7400	2800
		Optimisation de l'impact touristique	800	
		Total hors emplois de l'économie productive exogène	8200	2800
		Emplois à générer à partir de l'économie productive exogène	1700	1700
		Total objectif emplois	9900	4500
		Actuellement, les ZAE accueillent 36% des emplois du territoire. Pour les années à venir, les secteurs d'activité visés tendent à envisager plutôt 45% des nouveaux emplois localisés en ZAE, soit environ 4.500 emplois. Au regard des densités d'emplois à l'hectare occupé, en moyenne de 23,3 emplois à l'hectare, les réserves de foncier existantes permettent d'accueillir environ 1.500 emplois. En effet, au regard des besoins logistiques et de stockage pour les activités de BTP et de commerce de gros, il apparaît difficile d'envisager une augmentation significative de la densité d'emplois, même si l'on recherche une meilleure densité de surface bâtie. Reste en conséquence à trouver une capacité à accueillir 3.000 emplois. Avec une densité constante, cela donne près de 129 hectares supplémentaires nécessaires.		

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
		Le SCoT sera complété en ce sens.
L'Ae recommande que la réflexion propre à la consommation d'espaces naturels ou agricoles soit accompagnée de mesures de compensation, portant notamment sur les friches industrielles ou les milieux naturels dégradés ou fragiles.		En fixant des objectifs ambitieux de renouvellement urbain et d'optimisation des zones d'activités économiques, associés à une réduction des surfaces d'extension des mêmes zones, le SCoT s'inscrit déjà dans une logique de compensation. Un document de planification ne peut par essence mettre en place des mesures de compensations. Il peut à la rigueur planifier cette compensation mais sans avoir à aucun moment l'assurance que ces dernières soient mises en œuvre.
La carte de la trame verte et bleue présentée dans le PADD, ne traduit pas l'identification qui en a été faite dans l'état initial de l'environnement.		La carte de la TVB de l'état initial est une carte de diagnostic qui effectivement diffère de la carte «du projet politique » du PADD.
L'Ae observe principalement que certains corridors bocagers apparaissent à priori difficilement fonctionnels (Vannes – Surzur, Sarzeau – Surzur – Elven, Bono – Sulniac) et les obstacles ou résistances au déplacement de la faune ne sont pas véritablement expertisées (absence de proportionnalité selon l'ampleur des obstacles, l'existence de cumuls, ou l'importance du trafic routier...). Un travail de caractérisation de la trame verte et bleue, conforme aux principes du schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Bretagne, a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du Scot de la communauté d'agglomération de Vannes en 2016. Cette caractérisation de qualité, qui allait jusqu'à définir des espèces clés n'a pas été reprise par GMVA.		Les éléments techniques issus du SCoT de Vannes Agglo seront réintégrés dans le document actuel.
Au final, ces mesures favorables ne suffisent toutefois pas à démontrer une prise en compte de la trame verte et bleue, compte-tenu des défauts de l'état initial et du risque de pression accrue par le développement de l'activité, de l'habitat et des déplacements attendus, notamment à proximité du cœur d'agglomération. Le SCOT ne semble pas prévoir de renforcement de la trame malgré les menaces qui pèsent sur elle et le potentiel qu'elle représente en cas de perturbation climatique.		Si le SCoT fixe les orientations en matière de TVB et leur protection, il n'a pas vocation à présenter un plan de gestion de la TVB. Les SCoT et leur déclinaison dans les PLU/PLUi ne sont pas les outils permettant de reconstruire des continuités écologiques.
Les cartes relatives à l'analyse des incidences sur les zones Natura2000 (page 173 tome du rapport de de présentation) ne permettent pas l'identification des projets concernés. Plusieurs sites d'urbanisation nouvelle sont à proximité immédiate de zones Natura 2000. L'analyse qui en est faite – absence d'incidence au vu de l'absence d'intersection- n'est pas correcte et néglige les incidences indirectes ou distantes (par dérangement, dégradation de la qualité de l'eau, etc...).		Il ne revient pas forcément au SCoT de localiser les futurs sites de développement de l'urbanisation. Le SCoT à l'inverse identifie les secteurs devant être préservés, ce qui amène à identifier des réservoirs de biodiversité dont les périmètres N2000 sont totalement inclus. Les projets connus ont été analysés au regard des périmètres N2000 et de leur distance par rapport à eux. Pour les 26 projets, seuls deux sont situés à proximité immédiate des périmètres N2000 et nécessitent une analyse poussée. Les cartographies présentées et le SCoT pourront être complétées. Par ailleurs, le SCoT indique clairement que « Le développement de l'urbanisation prévu dans les documents d'urbanisme locaux doit être en adéquation avec la capacité des réseaux et des stations d'épuration à accepter ces nouveaux volumes et charges de pollution, et avec l'acceptabilité des milieux récepteurs dans le respect des

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
		dispositions des SAGE, etc. ». De fait, les rejets urbains futurs ne pourront être acceptés que si le milieu récepteur (en l'occurrence des sites N2000 mais pas que) est en capacité de le faire.
En l'état, le dossier ne démontre pas la préservation des sites N2000 du territoire, et au contraire, instaure un risque d'absence de maîtrise des incidences du schéma sur ces sites.		Cf. ci-dessus
L'Ae recommande à l'EPCI d'approfondir l'analyse des incidences de son projet sur les sites N2000 afin de démontrer l'absence d'incidences notables sur ce réseau européen.		Le SCoT sera complété en ce sens
De nombreux objectifs visant à un développement qualitatif paysager sont affirmés dans le Scot et concernent les grands paysages, le patrimoine bâti, les entrées de ville, le cadre de vie, les infrastructures de transport et les coupures d'urbanisation. Cet enjeu, identifié comme prioritaire par l'Ae, pourrait être approfondi par une évaluation des moyens à disposition du Scot selon leur efficacité. L'incorporation au DOO de mesures et de démarche à suivre permettant de garantir le maintien ou l'amélioration du paysage remarquable, et, en lien avec le cadre de vie, du paysage ordinaire vécu quotidiennement, constituerait un socle d'outils pertinents permettant l'atteinte des objectifs fixés.		Le SCoT a vocation à définir des objectifs et des orientations. Il ne lui appartient pas de définir un plan d'action avec les outils à mobiliser pour les mettre en œuvre. Il appartient au PLU de le faire.
En l'état, il n'est pas démontré que le schéma permette un maintien ou une amélioration des qualités paysagères du territoire.		Comme évoqué ci-dessus, le SCoT fixe de nombreux objectifs pour la qualité paysagère du territoire. C'est donc le non-respect des orientations du SCoT par les autres documents d'urbanisme ou de gestion avec lequel ils doivent être compatibles qui remettrait en question le maintien ou l'amélioration des qualités paysagères du territoire.
L'Ae recommande à GMVA de renforcer le SCoT en proposant des mesures évaluées permettant de garantir l'atteinte des objectifs énoncés en matière de paysage.		Le SCoT fixe des objectifs et des orientations, il ne détermine pas les démarches ou actions garantissant leur application. Cela n'est pas de son ressort.
L'Ae recommande à GMVA d'étudier à une échelle pertinente l'augmentation du besoin en eau potable générée par le projet de Scot, d'en identifier les marges résiduelles et d'évaluer les incidences sur la ressource en eau, notamment au regard des enjeux d'accueil touristique eux-mêmes reliés à une préservation des milieux naturels, dans un contexte de changement climatique.		Le SCoT sera complété en ce sens.
Pour mémoire (cf. Qualité de l'analyse menée), l'évaluation du SCoT ne traite pas la question de l'efficacité de l'orientation 7.2 du DOO (amélioration globale des solutions d'assainissements). Le DOO évoque aussi, valablement mais sans aspects concrets, la qualité de l'eau comme condition de la diffusion de la biodiversité (orientation 6.2). Au final, malgré l'ampleur des enjeux concernés par la qualité de l'eau (cours d'eau à enjeux faunistiques, usages littoraux marqués et pics d'assainissement saisonniers), la recommandation du SCoT d'une adéquation entre moyens d'assainissements et projets		Les projets démographiques identifiés dans le SCoT sont des objectifs potentiels pour structurer un projet et en aucun cas une obligation pour les 15 prochaines années. GMVA est conscient des enjeux en termes de qualité des eaux de son territoire et sait pertinemment que l'assainissement et les effluents urbains sont un des points à régler pour permettre le développement escompté de son territoire. Il s'impose à lui-même des objectifs de qualité en écrivant, en cohérence avec le SAGE, :

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique																				
d'urbanisation à l'échelle communale ne correspond pas à une réelle prise en compte de la thématique.		<p>« Le développement de l'urbanisation prévu dans les documents d'urbanisme locaux doit être en adéquation avec la capacité des réseaux et des stations d'épuration à accepter ces nouveaux volumes et charges de pollution, et avec l'acceptabilité des milieux récepteurs dans le respect des dispositions des SAGE, etc. »</p> <p>Par ailleurs, concernant l'assainissement, la capacité d'accueil de nouveaux habitants est principalement liée à la charge rejetée par les stations d'épuration dans les cours d'eau ayant pour issue la masse d'eau « Golfe du Morbihan ». Conscients de cette problématique, dès 2015, les élus de « Vannes aggro » ont lancé une étude pour évaluer les capacités d'accueil du territoire avec l'entrée « qualité du milieu récepteur ». Toutes les stations de l'agglomération ne sont donc pas prises en compte, certaines rejetant directement en mer, d'autres vers le BV n'aboutissant pas dans le Golfe et présentant donc pas de problématiques sur la capacité des écosystèmes à absorber les effluents urbains.</p> <p>Conformément au PLH, les augmentations de population considérées dans cette étude sont les suivantes :</p> <table><tr><th>Communes</th><th>Augmentation de la population à horizon 2029/2030 (nb hab)</th></tr><tr><td>St Avé</td><td>+ 3800</td></tr><tr><td>St Nolff</td><td>+ 800</td></tr><tr><td>Vannes (Zone raccordée sur le Prat)</td><td>+ 3150</td></tr><tr><td>Séné</td><td>+ 1300</td></tr><tr><td>Tréffléan</td><td>+ 600</td></tr><tr><td>Sulniac</td><td>+ 900</td></tr><tr><td>Plescop</td><td>+ 2600</td></tr><tr><td>Meucon</td><td>+ 800</td></tr><tr><td>Total</td><td>+ 13 950</td></tr></table> <p>Les calculs d'acceptabilité ont été menés en totale transparence avec les services de l'agence de l'eau et de la DDTM du Morbihan. Les résultats sont d'ailleurs issus du modèle de projection « pégase », propriété de l'agence de l'eau. Les conclusions en sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les cours du Bilaire, du Liziec et du Sal pourront accepter des rejets plus importants de la part des stations d'épuration par la modernisation des outils.• Les cours d'eau du Vincin et du Govello présentent une acceptabilité limitée mais des solutions peuvent être trouvées en modernisant rapidement les outils (mise en place des techniques épuratoires de pointe) et en mutualisant les outils (conventions entre stations notamment). <p>Les élus de GMVA ont affiché une programmation pluriannuelle d'investissement très ambitieuse sur la partie assainissement (12 à 13 millions minimum en moyenne/an) visant à :</p>	Communes	Augmentation de la population à horizon 2029/2030 (nb hab)	St Avé	+ 3800	St Nolff	+ 800	Vannes (Zone raccordée sur le Prat)	+ 3150	Séné	+ 1300	Tréffléan	+ 600	Sulniac	+ 900	Plescop	+ 2600	Meucon	+ 800	Total	+ 13 950
Communes	Augmentation de la population à horizon 2029/2030 (nb hab)																					
St Avé	+ 3800																					
St Nolff	+ 800																					
Vannes (Zone raccordée sur le Prat)	+ 3150																					
Séné	+ 1300																					
Tréffléan	+ 600																					
Sulniac	+ 900																					
Plescop	+ 2600																					
Meucon	+ 800																					
Total	+ 13 950																					

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
		<ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation du taux de renouvellement des réseaux (objectif 0,75%) afin d'optimiser les capacités de traitement des STEP. • La mise en place de nouvelles techniques (traitement tertiaire par exemple) visant à atteindre les taux maximaux d'épuration sur les outils en place. • La modernisation, en priorité, des STEP rejetant au niveau du Vincin et du Gorvello (Ploeren, Plescop et Tréffléan en cours programmation dès 2019/2020). • L'élaboration d'un schéma directeur à l'échelle de l'agglomération en tenant compte des bassins-versants afin de tendre vers une meilleure mutualisation des outils et l'orientation d'effluents vers des cours d'eau présentant une acceptabilité plus importante.
L'Ae recommande à GMVA de compléter l'état initial de l'environnement concernant le risque d'inondation et de submersion marine, et de renforcer les mesures prévues au SCoT afin d'en faire un outil efficace de maîtrise des risques.		<p>Le SCoT se met comme objectif de proposer une politique de planification qui intègre les risques, leurs connaissances actuelles et incitent à développer cette connaissance pour permettre des choix s'appuyant sur des bases solides. Ainsi, l'objectif 6.4 assure, dans un corpus réglementaire strict, d'intégrer à la fois les données du type PPR, d'aléas, du PGRI, afin de garantir la sécurité des personnes et des biens, de garantir la conservation des capacités d'expansion de crues, de ne pas influencer de quelque façon que ce soit sur le chemin de l'eau, préservation du trait de côte, etc...</p> <p>Conscient des enjeux et en transversalité avec l'élaboration du SCoT et du PCAET, GMVA a élaboré courant 2018 et 2019 un PAPI (Plan d'Actions de Prévention des Inondations) d'intention qui a été labellisé par l'Etat. Ce PAPI d'intention présente au travers d'un diagnostic de territoire, la stratégie et le programme d'études retenus pour 3 ans (2019-2022) suivant la labellisation. Il est destiné à la mise en œuvre d'actions et d'études d'amélioration de la connaissance afin d'élaborer une stratégie assortie d'un programme d'actions et de travaux qui seront à définir, estimer et justifier dans le cadre d'un futur PAPI complet. Ainsi 6 objectifs ont été retenus :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Apporter un complément des éléments de connaissance et de diagnostic de territoire 2. Sensibiliser le public sur les risques du territoire et la politique de prévention des inondations 3. Anticiper un événement dommageable et optimiser la gestion de crise 4. Favoriser un aménagement du territoire résilient 5. Concevoir une stratégie de réduction de l'aléa ruissellement et débordement de cours d'eau 6. Définir les ouvrages de protection contre les inondations dans le cadre de la prise de compétence GEMAPI
Le sujet de la qualité de l'air n'est que peu abordé par le SCoT, étant considéré comme un enjeu plus secondaire.		Le sujet de la qualité de l'air est abordé de manière globale et transversale à travers les enjeux d'organisation du territoire, de préservation des ressources et de la trame verte et bleue, de développement d'une mobilité durable, de gestion des pollutions et des nuisances, etc., conformément à la vocation du SCoT.
Le DOO s'empare du sujet de la mobilité de manière contrastée. Les mesures visent principalement à développer l'intermodalité et les modes de déplacements doux. Bien que certains objectifs soient volontaristes (objectif 3,1 du DOO), ils ne sont généralement pas suffisamment développés pour permettre une traduction dans les documents d'urbanisme à la fois pertinente et efficace. Par exemple, la règle « Développer à l'échelle de chaque commune une stratégie de mobilité globale intégrant l'ensemble des modes et services de mobilité » délègue aux communes les réflexions concernant l'organisation des déplacements.		Le SCoT fixe des objectifs et des orientations, Il n'a pas vocation à réaliser un plan d'action. Cela ne relève pas de son champ d'application mais du PDU.

Remarque MRAE	Document concerné	Avis technique
L'élaboration conjointe du PDU n'est pas abordée dans les documents du Scot.		Dans le livret 3 du rapport de présentation, partie "justification des objectifs de mobilité durable", il est précisé : "En lien avec le Plan de Déplacement Urbain élaboré en parallèle du SCoT, le DOO promeut un aménagement du territoire qui facilite le déploiement d'un réseau de transports collectifs à la fois par le fait de limiter l'étalement urbain, mais également d'anticiper les liaisons possibles dans les pôles." Toutefois, des rappels plus explicite pourront être ajoutés.
Le DOO définit l'objectif de réduction de la consommation énergétique de 30% à l'horizon 2030 par rapport à 2010, et le basculement en territoire à énergie positive à l'horizon 2050. L'Ae constate que ce ratio se limite à 22 % pour le PCAET et que le niveau de précision des dispositions prévues au DOO est inégal. L'intercommunalité émet des encouragements à la sobriété énergétique, l'utilisation de matériaux biosourcés, et le développement des énergies renouvelables.		La stratégie du PCAET concernant la consommation énergétique fixe bien un objectif de réduction de - 30% soit une baisse de - 900 GWh.
Le manque d'ambition du SCoT en termes de renouvellement urbain peut cependant limiter ces objectifs.		Pour ce qui concerne la partie résidentielle, la première partie de l'objectif 2.3 du DOO arrêté (P18 à 21) porte exclusivement sur la priorité donnée à produire dans le tissu existant avec plusieurs points prescriptifs, notamment la part de la production imposée dans l'enveloppe urbaine avec des engageant et ambitieux allant de 40% à 80% de production « sans s'étendre ». Cet objectif représente pour l'agglomération un investissement important tant du point de vue budget qu'en accompagnement technique.
De plus, en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le DOO du SCoT renvoie aux PLU la responsabilité de prendre les mesures adaptées de réduction des consommations et de développement des énergies renouvelables. Sur ce point, qui contredit la position d'animation et de sensibilisation de l'intercommunalité instaurée par le PCAET, les orientations générales prévues mériteraient d'être assorties d'objectifs cibles chiffrés et territorialisés, en explicitant plus clairement l'impact du parti d'aménagement induit par le projet de SCoT sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce point est d'autant plus important qu'il s'agit d'un territoire non couvert par un PLU intercommunal.		Le SCoT est un document d'aménagement du territoire, et non pas un document d'animation et de sensibilisation. Il n'y a donc pas de contradiction avec le PCAET. Le SCoT n'a pas vocation à décliner de manière chiffrée et territorialisée les objectifs du PCAET. Les document se complète et le PCAET est compatible avec le SCoT.

AVIS CHAMBRE D'AGRICULTURE

- Avis favorable avec remarques (fait le 24 juillet 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<ul style="list-style-type: none"> L'orientation politique du SCOT précise page 5 « les activités agricoles jouent un rôle économique, de structuration du territoire mais aussi contribue à l'identité locale et à l'entretien du paysage ». Cette expression est très importante car c'est vraiment l'économie et la notion d'entreprise agricole qui permet d'avoir une identité locale forte et les aménités positives qui en découlent. Nous relevons ce point important parce qu'il s'agit là de l'essence même de la charte de l'agriculture et de l'urbanisme. En effet la zone agricole est une zone d'activité avant tout et elle est très protégée car très fragile. Nous insistons sur ce point aussi parce que d'autres expressions dans le PADD viennent considérablement atténuer cette image forte. 	PADD	/
<ul style="list-style-type: none"> Dans la partie « conserver une armature verte et bleue fonctionnelle », page 9, les pressions actuelles sur la biodiversité et les continuités sont illustrées dans la parenthèse par l'impact de l'agriculture. L'agriculture n'est pourtant pas source de discontinuité bien au contraire. Nous préférerions une perception positive plutôt qu'une agriculture présentée avec impact avec un sous-entendu négatif dans le contexte. 	PADD	<p>Il ne s'agit pas de stigmatiser l'activité agricole mais de souligner qu'elle peut, dans certaines pratiques, avoir des impacts.</p> <p>Le document présente à la fois les nombreuses qualités des activités agricoles mais n'omet pas les incidences possibles.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Le socle agro-naturel, page 14 du PADD, est bien décrit comme un lieu d'activité économique. Il est aussi décrit comme un lieu de loisirs, de ressourcement, de fraîcheur, de randonnées. Le rôle du SCOT est justement d'être structurant par rapport aux différents usages d'un territoire et d'apporter des éléments d'appréciation sur les limites des différents usages. Le minimum est selon nous de bien faire la différence entre les espaces agricoles et les espaces naturels, entre les propriétés privées et les espaces publics, entre un espace rural et un espace récréatif. 	PADD	/

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<ul style="list-style-type: none"> Dans la partie « optimiser le foncier économique dédié », page 19, il est question d'optimiser le foncier à vocation économique dans le cadre d'un développement modéré de nouvelles zones. Pour les exploitations agricoles, le plus impactant est justement le développement de nouvelles zones d'activités. En revanche le développement de solutions nouvelles pour optimiser le foncier économique en favorisant l'optimisation du foncier dans l'espace et dans le temps permettrait de gagner en sobriété et en efficacité. 	PADD	L'impact notable sur l'activité agricole du développement de nouvelles zones économiques est mis en avant dans le SCoT, ce qui amène à avoir un objectif ambitieux de densification de ces zones économiques.
<ul style="list-style-type: none"> Le PADD aborde la question du changement climatique page 21, en pointant la diversification des activités primaires et le rôle stratégique de l'agriculture dans un contexte d'afflux de population sur la frange littorale. Il est clair que les activités agricoles l'intègrent dans la mesure où la pluviométrie est nettement plus faible sur la frange littorale. La diversification des activités des exploitations est une solution parmi d'autres à condition d'être précis sur ce que cela englobe. De la même manière cela devrait nous amener à réfléchir sur la ressource en eau en termes de volumes disponibles. 	PADD	/
<ul style="list-style-type: none"> La maîtrise de la pression sur la ressource en eau, page 23, aborde essentiellement le travail qui a été réalisé pour la qualité de l'eau. Si l'afflux de population attire une attention particulière sur la capacité de traitement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales par son effet induit sur l'agriculture et la question de l'adéquation entre les besoins et la disponibilité en volume d'eau mériteraient d'être abordés dès maintenant. 	PADD	La question de la gestion des eaux pluviales, traitée dans le DOO, pourrait effectivement être mentionnée dans le PADD.
<p>Prise en compte de l'agriculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> De manière globale les pages 54 à 64 du DOO vont dans le sens d'identifier et préserver les espaces agricoles effectifs ou potentiels, de permettre dans ces espaces les opérations nécessaires aux exploitations agricoles. Les principales orientations de la charte de l'agriculture et de l'urbanisme du Morbihan s'y retrouvent. 	DOO	/

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<ul style="list-style-type: none"> Le DOO page 54 préconise un diagnostic agricole et précise son contenu. A ce titre il est important de rajouter une identification des périmètres sanitaires existants afin de faciliter, entre autres, l'instruction des demandes d'autorisation. De même il paraît important de rajouter une analyse des flux d'engins agricoles afin d'apprécier d'une part l'adaptation des aménagements urbains à ces déplacements, et d'autre part l'opportunité d'aménagements fonciers. <p>La concertation en amont des projets, pourtant inscrite dans les textes, se réduit au fil du temps. Constituant, en amont des projets, une façon d'intégrer les remarques et d'améliorer leur perception, elle est à renforcer.</p>	DOO	<p>L'identification des périmètres sanitaires pourrait être éventuellement être ajouté, toutefois, le SCOT ne peut pas définir le contenu matériel des PLU.</p> <p>La question des flux agricoles est prévue avec la notion de « principaux circuits d'engins ».</p> <p>La concertation avec les acteurs est mentionnée « <i>A l'échelle locale, dans le cadre des opérations d'aménagement et documents d'urbanisme locaux, il s'agira d'intégrer aux réflexions les acteurs des économies primaires du territoire et plus particulièrement ceux qui sont susceptibles d'être impactés par les projets.</i> »</p>
<ul style="list-style-type: none"> Page 54, l'encadré constitue une copie de l'article L121-10 du code de l'urbanisme. Cela n'apporte rien en matière d'orientations et même au contraire puisque la volonté de protéger et faire évoluer les sites des exploitations agricoles est clairement exprimé dans le PADD. A titre d'exemple l'article L121-10 ne reprend pas la notion de nécessité pour l'exploitation agricole du R151-23 et ne fait référence qu'à l'activité agricole. Nous demandons de ne pas inscrire cet extrait du code dans le D.O.O. Il en est de même page 50 du D.O.O., dans la partie « permettre le développement des activités agricoles », il est précisé que seules les exploitations hors EPR pourront évoluer ce qui laisse d'emblée de côté les autres. 	DOO	<p>L'encart n'a pas vocation à apporter une orientation mais bien à éclairer le lecteur. Le SCOT n'est pas plus restrictif que la loi en la matière.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Le dernier alinéa de la page 55 du DOO concernant le maintien de la destination des bâtiments d'élevage en activité ou vacants, est à modifier. D'une part il est souhaité permettre le changement de destination de bâtiments ayant un caractère architectural ou patrimonial afin de valoriser le patrimoine sans consommer de foncier. D'autre part le bâti agricole ayant un potentiel productif doit effectivement être préservé de tout changement de destination, qu'il soit à vocation élevage ou non. 	DOO	<p>Le changement de destination ayant un caractère architectural ou patrimonial est permis (p35 du DOO).</p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<ul style="list-style-type: none"> S'agissant de la diversification des activités agricoles, page 56, le DOO mêle la diversification dans le sens d'avoir plusieurs activités réputées agricoles et la diversification en adjoignant une ou des activités non agricoles à une exploitation agricole. <p>Le cartouche dans la marge fait référence au code rural et affiche des éléments issus de l'article 75 du code général des impôts qui a évolué pour la dernière fois le 28 décembre 2018.</p> <p>Pour nous Le SCOT est et reste un document d'aménagement, d'urbanisme et de prévision. Ainsi en matière de diversification d'activité d'une exploitation agricole, le SCOT s'il aborde le sujet, doit plus indiquer ce qui entre dans le cadre de la destination agricole d'un bâtiment, à quelles conditions un bâtiment agricole de qualité architecturale peut changer de destination, s'il est possible de construire un bâtiment à des fins d'agritourisme. Le DOO se veut évolutif et peu prescriptif. Il est malgré tout encadré par les articles L151-11 et R151-23 du code de l'urbanisme.</p>	DOO	Le SCoT vise effectivement à permettre, dans le respect des activités agricoles, une double diversification, pour les agriculteurs (activités agricoles et non agricoles).
<ul style="list-style-type: none"> Le DOO vise à maîtriser les autres usages au sein de l'espace rural (page 58). Il est fait référence à du développement touristique dans des secteurs à dominante naturelle ou agricole sans en préciser les limites et conditions. Cette partie du DOO correspond plus à une reformulation de PADD car elle ne comporte ni recommandation, préconisation ou prescription. Pour nous il convient d'être plus précis car les zones touristiques ont une incidence importante sur l'agriculture toute l'année. 	DOO	Il n'est pas souhaité bloquer les projets touristiques mais bien privilégier ceux qui tiennent compte des milieux agricoles et naturels.
<ul style="list-style-type: none"> Le DOO page 72 encourage une gestion des prairies permanentes (stockage de carbone). Il y a une nuance à apporter entre prairie permanente et prairie longue durée. 		La notion de prairie longue durée pourra être ajoutée.

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>❖ Espace agricole et énergie durable:</p> <p>Le DOO vise à permettre le développement des énergies durables et autorise de façon spécifique les parcs photovoltaïques au sol. Pour la préservation des espaces agricoles il est important d'interdire les parcs photovoltaïques au sol sur des espaces valorisés ou valorisables par l'agriculture. Il est aussi important de préciser clairement dès maintenant que les carrières représentent une exploitation temporaire du sous-sol avec remise en état initial du secteur (terre arable, boisement, etc....). L'utilisation de carrières en fin d'excavation d'un site peut servir à enfouir des déchets inertes car cela ne remet pas en cause le retour à l'état initial (agricole et/ou naturel). Si à titre exceptionnel une ancienne carrière, pour des raisons spécifiques, devait être écartée définitivement d'un usage agricole, il appartient alors au SCOT d'en préciser les modalités. Pour nous cela passe dans tous les cas par un avis de la CDPENAF.</p>		<p>Le SCoT n'autorise pas de façon spécifique les parcs photovoltaïques au sol. En revanche, il prévoit de « Permettre le changement de vocation des espaces dégradés (décharge réhabilitée etc.) pour la production d'énergies renouvelables, notamment par des parcs photovoltaïques (Theix, Sarzeau, Locmaria Grand-Champ, etc.). ». Il s'agit donc spécifiquement de secteurs dégradés dont le retour à un état initial rapide est compliqué. L'occupation par du photovoltaïque peut être temporaire, le temps d'une dépollution lente du site.</p>
<p>❖ Agriculture littorale:</p> <p>L'agriculture sur les communes littorales représente une part importante du territoire. Il nous paraît important de souligner que nous accordons une attention particulière aux projets agricoles sur les communes littorales. Cela vaut pour l'évolution des sites des exploitations agricoles existants et pour la création de nouvelles entreprises. Comme cela a déjà été fait sur le territoire, l'identification des bâtiments présentant un potentiel agricole professionnel et leur préservation dans le temps, en interdisant tout changement de destination, permettra sur le long terme de d'optimiser encore le potentiel.</p>		/

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>❖ Consommation de l'espace et équilibre du territoire :</p> <p>La prévision de consommation d'espace à vocation habitat, activité et équipement est estimée pour les 15 ans à venir à hauteur d'environ 40ha/an.</p> <p>La consommation de foncier de la décennie précédente a été mesurée à 92 ha/an.</p> <p>Présenté comme cela on ne peut que se réjouir d'une réduction drastique de consommation de foncier. Nous apporterons toutefois deux nuances à une conclusion trop évidente. La première concerne le mode de calcul des consommations à venir. En effet, il serait intéressant d'afficher les surfaces d'ouverture à urbanisation (zones AU) disponibles dans les documents d'urbanisme du territoire approuvés ou arrêtés au moment de l'enquête publique du présent projet. Il conviendrait alors de préciser si ces surfaces sont prises en compte dans la consommation future affichée. La seconde concerne une consommation en ha/an qui laisse penser que l'extension urbaine peut être infinie. Au moment où la région Bretagne affiche l'objectif de tendre vers zéro artificialisation nette, le projet de SCOT doit mettre l'accent sur la mobilisation du foncier pressenti à dureté importante et la recomposition intra-urbaine.</p>	DOO	<p>Les 40 ha/an ne s'ajoutent pas aux surfaces déjà inscrites dans les documents d'urbanisme locaux. Les 40ha/an représentent bien toute l'artificialisation des sols, indépendamment du classement actuel des PLU.</p> <p>Concernant le fait qu'il s'agit encore malgré tout d'artificialisation, même de manière beaucoup plus limitée, il n'apparaît pas pertinent ni possible de stopper d'un seul coup cette artificialisation, au regard des projets déjà en cours, du besoin de loger des personnes et du temps que nécessite le développement programmé de la densification de l'ensemble du territoire.</p>

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
<p>❖ Gestion économe de l'espace :</p> <p><u>Pour l'habitat :</u></p> <p>Le projet de SCOT prévoit une évolution de population de 1700 habitants/an et 1700 logements supplémentaires par an avec une échéance fixée à 2035.</p> <p>La sobriété se manifeste par une priorité donnée à la densification et le renouvellement urbain de la forme urbaine existante. Cela dit l'analyse des capacités résiduelles d'accueil intègre la dureté foncière ou la rétention foncière. Au final le DOO annonce une extension urbaine à venir d'environ 354 ha en se basant sur la mobilisation du seul potentiel « mutable et densifiable ». Pour nous tout le potentiel est à mobiliser sur la durée de ce SCOT.</p> <p>La densité objective est affichée de 20 à 35 logements par ha. Là encore la difficulté est de densifier sans perdre en qualité de vie. L'objectif devrait être plus ambitieux en préconisant des aménagements alliant les deux avec une densité plus importante.</p> <p>10.000 logements seront réalisés en extension d'urbanisation, pour 15.000 logements en densification (soit 60%). Le ratio global semble acceptable. Il n'est cependant pas souhaitable que le foncier non mutable serve de justification à des extensions et des réserves supplémentaires.</p>	DOO	<p>Voir réponse ci-dessus sur l'impossibilité de passer d'un seul coup d'un modèle fortement consommateur de foncier (92ha/an sur la période précédente) à aucune consommation.</p> <p>Les objectifs en matière de mobilisation du potentiel de densification sont élevés.</p> <p>Le PLH engagé en parallèle du SCOT vise à donner les outils opérationnels (et les financements associés) pour atteindre cet objectif ambitieux.</p>
<p><u>Pour les zones d'activités et équipements:</u></p> <p>Comme pour l'habitat les zones d'activités ont prévu d'évoluer de 125 ha.</p> <p>Pour les équipements une centaine d'hectares est prévue et 25 ha dédiés pour la production d'énergie renouvelables.</p> <p>Ces éléments sont difficiles à appréhender tels quels, sans analyse du potentiel résiduel au moment de l'établissement de ces objectifs. De même une approche des différentes surfaces ramenée par habitant permettrait d'apprécier l'effort prévu par rapport à d'autres SCOT.</p>		<p>Des éléments de précisions sur les besoins et la cohérence des objectifs fonciers en matière d'activités, d'équipements et de production d'énergies renouvelables seront ajoutés.</p>

AVIS Du Conseil Départemental du Morbihan

- Avis favorable (fait le 29 juillet 2019)

Remarque PPA	Document concerné	Avis technique
Il me semble important que soit, d'avantage pris en compte, la propriété départementale qu'est le Château de Suscinio et l'ensemble des aménagements qui lui sont liés. Il s'agit en effet, d'un site majeur, tant sur les plans architectural, culturel et touristique.	DOO	Le site du château est bien mis en valeur, il fait d'ailleurs l'objet d'un classement spécifique en tant que village au titre de la loi littoral permettant son aménagement.

AVIS DE LA CDPENAF

- Avis favorable sous réserve de la commission réunion le 23 juillet 2019

Thème	Remarque	Avis technique
Consommation foncière dédiée aux équipements et services	Réserve : « [que] La prévision de consommation de 100 ha dédiée aux grands équipements et services, ainsi qu'aux équipements et services de proximité soit mieux justifiée et traduite par une mise en œuvre suffisamment prescriptive pour les PLU, afin de garantir la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers à l'échelle du SCoT	<p>Dans la partie « Justification des objectifs chiffrés de limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers » de l'Evaluation Environnementale version arrêtée, un paragraphe est dédié aux équipements (P28 à 30).</p> <p>Pour les projets de grands équipements et services :</p> <p>« Cette enveloppe intègre à la fois les projets d'équipements administratifs, d'études, sportifs, culturels, sociaux, touristiques, etc. qu'ils soient à l'état de réflexion ou déjà engagés.</p> <p>Une partie de ces équipements et services est listée dans l'objectif 8.1. Ce foncier concerne également les équipements de type infrastructurel, comme les stations d'épuration, les bassins de rétention et de sécurité incendie, notamment dans le cadre des objectifs de densification des zones d'activités économiques existantes.</p> <p>En outre, d'ici à 2035, le SCoT anticipe le fait que certains équipements et services complémentaires seront probablement nécessaires ou souhaités. Comme pour les autres vocations concernées par de la consommation foncière, l'objectif n'est pas d'atteindre le chiffre évoqué mais bien de veiller à ne pas le dépasser. »</p> <p>Pour les projets d'équipements et services de proximité :</p> <p>« Ces besoins devront trouver une réponse mutualisée entre les communes mais en conservant une proximité. ». Ils sont déclinés par secteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Landes de Lanvaux (15 ha). « Il s'agit notamment de répondre au vieillissement de la population, encore peu marqué sur le territoire mais qui ne possède donc pas ou peu de services et équipements adaptés. Le rôle des deux pôles relais que sont Elven et Grand-Champ va également les amener à renforcer leur offre en équipements et services de proximité. » - Cœur d'agglomération (15 ha). « Il s'agit de la partie du territoire qui dispose de l'offre et de la diversité d'équipements et services la plus complète mais il s'agit également de la partie du territoire qui va être amenée à accueillir le plus de population et donc un besoin important en nouveaux équipements, notamment pour les communes de la première couronne de Vannes. » - Golfe et ses îles (10 ha) : « En matière d'équipements et de services à la population, l'offre actuelle est de bon niveau. Néanmoins, la population des résidents secondaires et la fréquentation touristique très élevée impliquent des aménagements spécifiques de proximité. » <p>Le rapport de présentation pourra davantage préciser ces objectifs et notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit d'accompagner une agglomération de 165 000 habitants (en 2015) à préparer le cap des 200 000 habitants avec les besoins en équipements et services associés. - Il s'agit à la fois d'équipements et services de proximité « proportionnés au nombre d'habitants » et de nouveaux besoins induits par <ul style="list-style-type: none"> • L'effet de seuil d'une agglomération de 200 000 habitants ; • Les besoins associés à certaines évolutions spécifiques (vieillesse de la population nécessitant des équipements aujourd'hui largement insuffisants, développement touristique sur le littoral et des landes de Lanvaux...) • Des besoins non connus aujourd'hui (centres de recyclage par exemple...). <p>Les aménagements routiers notamment sont pris en compte dans ces surfaces, bien qu'ils soient essentiellement de compétence départementale. Si les surfaces, associées à de tels aménagements, ne sont pas chiffrées précisément, cela représente une partie importante du foncier à vocation de grands projets d'équipements et de services. Une infrastructure comme le contournement de Grand-Champ (évoqué P30 du DOO arrêté) représenterait de l'ordre de 5 à 8 hectares (selon les scénarios actuellement à l'étude pour des infrastructures de 3,2 à 4,6 km).</p>

Thème	Remarque	Avis technique
		Une rédaction plus explicite sera proposée en vue de l'approbation du SCoT.
Consommation foncière dédiée à la production d'énergies renouvelables	Réserve : « [que] La prévision de consommation foncière de 25 hectares, dédiée à la production d'énergies renouvelables soit mieux justifiée, notamment sur la définition de ce qu'est un « espace dégradés » afin de garantir la préservation des surfaces à vocation agricole et la réalisation de tels équipements sur des terrains déjà artificialisés ou des sites en déshérence (décharges, sites pollués, friches industrielles...). Une spatialisation cartographique des secteurs envisagés est demandée »	<p>En cohérence avec le PCAET, le SCoT a vocation à favoriser le déploiement de projets de production énergétique sur le territoire pour limiter sa fragilité et sa dépendance énergétique. Ainsi dans son objectif 7.1 le SCoT vise à « assurer une politique qui anticipe les transitions énergétiques » et le décline avec un paragraphe dédié spécialement à la production d'énergies (P72 et 73 du DOO arrêté).</p> <p>Le dernier point ne vise pas à encourager la consommation foncière pour cette activité mais bien à veiller à ce qu'elle ne consomme pas trop de foncier, le cas échéant. :</p> <p><i>« Le SCoT vise à accompagner le développement de toutes les énergies renouvelables, en s'assurant d'une bonne optimisation des ressources naturelles et d'une consommation foncière limitée. A ce titre, lorsque cela s'avère nécessaire au regard des enjeux locaux et de l'absence d'alternatives adaptées, les aménagements veilleront à ne pas dépasser une consommation foncière maximale de 25 hectares d'ici à 2035. »</i></p> <p>Le rapport de présentation précise (P30 de sa version arrêté) : <i>« Ce besoin estimé à 25 hectares implique la prise en compte de surfaces aujourd'hui non agricoles ou naturelles telles que les carrières et friches (économiques ou autre) mais qui pourraient, souvent avec nécessité de dépollution, revenir à l'agriculture ou à une vocation naturelle. Si ces cas ne sont pas toujours considérés comme de la consommation foncière dans les documents d'urbanisme, le SCoT a préféré les intégrer directement.</i></p> <p>En effet, si la production à vocation à s'implanter essentiellement sur des surfaces déjà artificialisées (constructions existantes ou futures, aires de stationnement...), d'autres sites peuvent s'avérer pertinents en raison de la vocation passée et des caractéristiques de ceux-ci. Si dans le cadre de l'élaboration conjointe du SCoT et du PCAET plusieurs sites potentiels ont été identifiés, il n'est pas souhaité les flécher ou cartographier dans le DOO afin de conserver une adaptabilité à d'autres secteurs.</p> <p>A titre d'exemple, la fermeture d'une activité isolée dont les bâtiments sont très spécialisés, voire avec sol pollué conviendrait à ce type de projet.</p> <p>Une rédaction plus explicite pourra compléter l'objectif du DOO en intégrant notamment les notions d'artificialisation du sol et de dépollution, en vue de l'approbation du SCoT.</p>
Séquencement du développement de l'urbanisation	Réserve : « [que] soit rajouté dans le SCoT une préconisation portant sur le séquençage du développement de l'urbanisation »	<p>Outre les enveloppes foncières globales rappelées dans l'objectif 1.2 du DOO arrêté (P9), plusieurs objectifs vont dans le sens d'un « encadrement » du développement urbain dans le temps. Du point de vue du projet démographique et résidentiel, le DOO aborde la question sous forme de moyenne : « la production de 1 700 nouveaux logements en moyenne chaque année » (P13 du DOO arrêté mais précise que d'autres prévisions sont possibles sous réserve de « ne devra pas générer de consommation d'espace supérieure aux objectifs du présent DOO pour le développement à vocation résidentielle » et d'être « cohérente avec la capacité d'accueil et l'armature urbaine ».</p> <p>Une rédaction plus explicite ou des compléments dans le DOO et le rapport de présentation pourront être proposés en vue de l'approbation du SCoT.</p> <p>Cependant, c'est surtout le rôle du PLU de venir séquencer les ouvertures à l'urbanisation et le classement des zones, notamment celles « A Urbaniser » au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation</p>

Thème	Remarque	Avis technique
Changement de destination	Réserve : « [que] soit rajouté dans le SCoT une préconisation sur la nécessaire intégration dans la capacité de production de logements en secteur rural des bâtiments agricoles susceptibles de changer de destination et repérés en tant que tel dans les PLU. »	<p>Le SCoT prévoit bien que les changements de destination soient autorisés :</p> <p>Il est précisé P12 du DOO arrêté : « L'évolution des constructions existantes, tant en matière d'extension que de changement de destination, peut être autorisée au regard des enjeux locaux (patrimoniaux, résidentiels, sociétaux, économiques, fonciers, etc.) et de la prise en compte des intérêts agricoles, naturels et paysagers des sites environnants. »</p> <p>Il prévoit également que ces changements de destination soient pris en compte dans les objectifs de production de logements :</p> <p>Il est précisé P13 du DOO arrêté « Produire du logement ça n'est pas forcément construire. » et que les logements « peuvent être créés au sein de locaux existants à travers notamment : le changement de destination d'une grange agricole vers un logement [...] ».</p> <p>Une rédaction plus explicite pourra être proposée en vue de l'approbation du SCoT.</p>
STECAL	Réserve : « [que] soit rajouté dans le SCoT une préconisation sur les possibilités offertes aux communes de créer à titre exceptionnel des secteurs de taille et de capacité limitée (STECAL), notamment pour permettre la pérennité d'activités artisanales en zone rurale. »	<p>Il est précisé P12 du DOO arrêté qu'en dehors des centralités principales, des villages et des autres secteurs déjà urbanisés, « de nouvelles constructions n'ont pas vocation à être réalisées, sauf à destination des activités primaires ou de manière exceptionnelle en lien avec l'intérêt général ou avec le caractère exceptionnel d'un lieu et de ses usages. »</p> <p>La possibilité de réaliser des STECAL entre dans cet objectif.</p> <p>Une rédaction plus explicite pourra être proposée en vue de l'approbation du SCoT.</p>
Outils spécifiques à la protection du foncier agricole	Réserve : « [que] soit rajouté dans le SCoT une préconisation sur la mobilisation possible par les collectivités d'outils spécifiques de protection du foncier agricole, tels que les ZAP (zones agricoles protégées) ou les PAEN (périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains), qui sont deux outils permettant de garantir une préservation et une valorisation des pratiques agricoles à très long terme. »	<p>Le SCoT inscrit de nombreux objectifs en matière de préservation des espaces et de l'activité agricoles et notamment de « <i>maintenir la vocation de sites et espaces dédiés aux activités agricoles</i> » (P55 du DOO arrêté). Même s'il n'est pas en mesure d'imposer les outils à mettre en œuvre, tels que ceux proposés par la CDPENAF, ces outils vont dans le sens des orientations et objectifs du SCoT et un complément dans le DOO pour les préconiser sera proposé en vue de l'approbation du SCoT.</p>